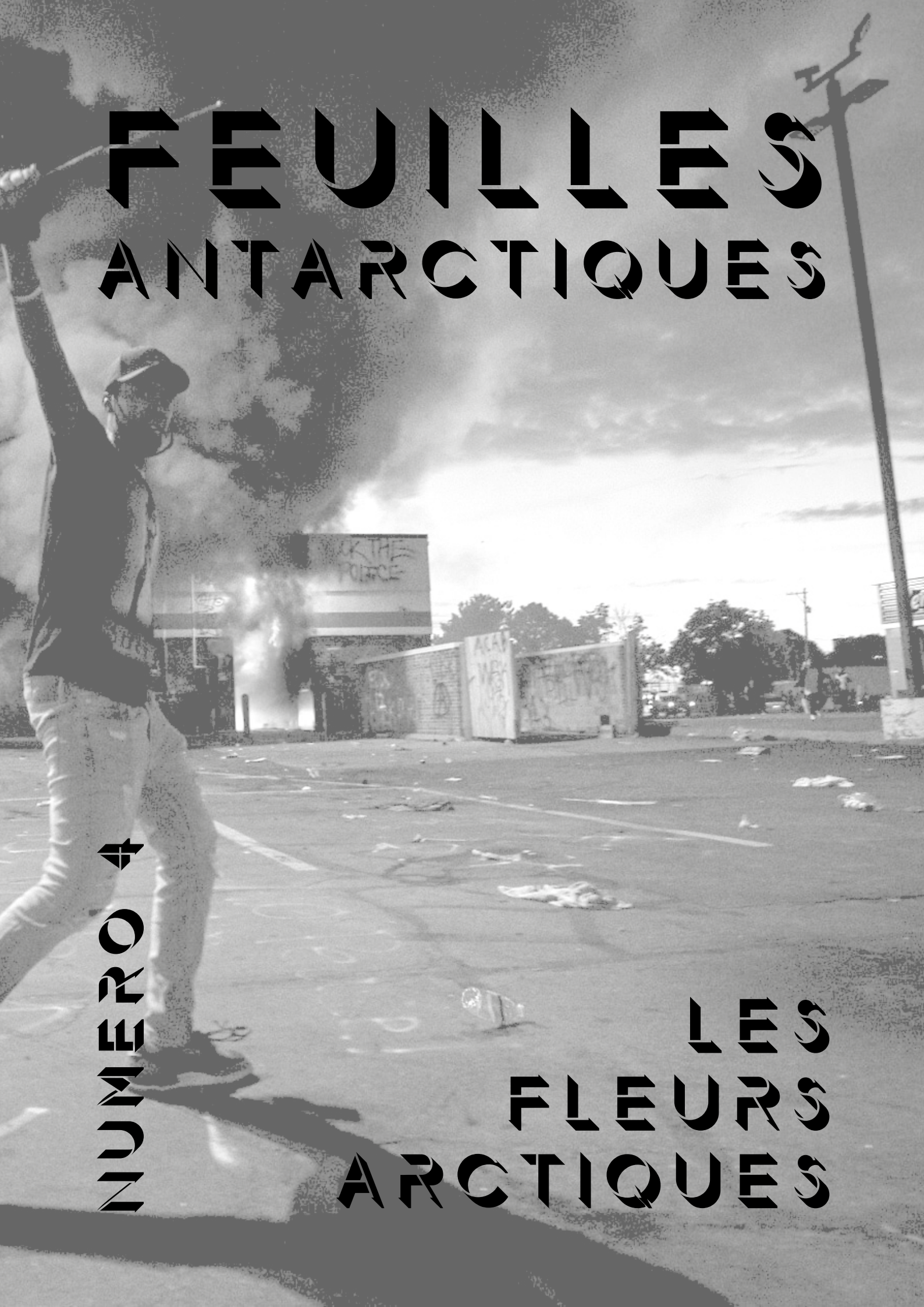




FEUILLES ANTARCTIQUES

4
O
R
E
N
E
N

LES
FLEURS
ARCTIQUES

FEUILLE ANTARCTIQUE NUMERO 4

SPECIAL EMEUTE

SEMAINE DU 8 AU 14 JUIN 2020
LES FLEURS ARCTIQUES

Introduction

Depuis le meurtre de George Floyd, asphyxié lors de son interpellation par la police, des émeutes secouent les États-Unis et des manifestations de solidarité plus ou moins émeutières se propagent dans d'autres pays sous des formes diverses selon les lieux et les contextes. Ce mouvement de révolte a déjà atteint une ampleur considérable, et fait surgir un niveau de conflictualité qui laisse penser que beaucoup de personnes se mettent à porter le refus de ce monde. Les manifestations se sont transformées en émeutes, forçant la première puissance militaire mondiale à beaucoup de précautions quant à la gestion de cette situation explosive. Comme le montrent les images symboliques, mais pas seulement, d'émeutiers aux abords de la Maison Blanche, de "l'église des présidents" attaquée et de Trump enterré dans son bunker et faisant construire un mur tout autour de ses bureaux, à un certain point l'État se trouve fragilisé jusque dans ses fondements. Ce mouvement multiforme semble ne pas avoir pour l'instant à se soucier de restreindre ses formes d'action pour acquérir "de la légitimité" – illusion bien souvent efficace pour faire cesser les émeutes et isoler ceux qui veulent vraiment en découdre –, puisque la presse relaye que plus de la moitié de la population soutient les émeutiers. Au-delà de ce qui s'en dit officiellement, il est très clair que de plus en plus de personnes sont prêtes à se battre contre ce monde et sa police. Permettons-nous de lire dans l'absence même de revendications énoncées inhérentes aux formes de confrontations émeutières, une tension réelle, actualisée et incarnée, vers un monde différent. À diverses échelles, dans les centres-villes comme dans les quartiers pauvres, on manifeste, on pille, on brûle, on s'affronte avec la police. Il est certain en tout cas que l'intensité et la durée de ces émeutes, au sortir d'une période de relative toute puissance étatique dans la gestion de la pandémie par toutes sortes de formes de contrôle, ouvre indéniablement une brèche dans une normalité qui

vient de se montrer sous un jour particulièrement terrible, et bien au-delà du territoire américain, puisque dans de nombreuses villes du monde, des manifestations plus ou moins confrontatives se succèdent. À chaque fois il s'agit à la fois de manifester une solidarité avec les émeutiers américains dans leur lutte contre le racisme et la police, mais aussi de poser le problème du rôle de la police partout où les manifestations ont lieu. Et, en effet, au-delà des quelques événements bien précis qui ont été largement médiatisés il y a aussi et surtout un fourmillement d'actes de révoltes, de pillages, de casses, d'incendies, bref, d'actes sauvages, un peu partout aux États-Unis et de plus en plus aussi dans d'autres pays.

Le deuxième aspect remarquable et réjouissant de ces manifestations émeutières, c'est que, partant de la réalité d'un crime ouvertement raciste, la confrontation s'incarne bien au-delà des limites communautaires, et ce, malgré le fait que la société américaine est organisée, de par son histoire comme dans sa structuration, de manière raciste, communautariste et raciste. Dans ces émeutes les pauvres de toutes sortes de communautés, dont la séparation même joue le jeu du capital et de la répression étatique, se retrouvent pour affronter de fait, aux mêmes moments, aux mêmes endroits, les mêmes ennemis. L'hypothèse explicative (forcément partielle) constatant que la gestion de la pandémie et le confinement ont bousculé les segmentations sociales liées au travail et à l'organisation urbaine, jusqu'à permettre aux uns de se retrouver avec les autres contre l'État et la police, ne manque pas d'intérêt. Par exemple, là où le travail pouvait participer à cloisonner spatialement et temporellement les franges de la société selon l'origine raciale et sociale de chacun, la hausse actuelle du chômage (20 % de la population) crée une situation où presque toutes les composantes de la société (du côté de ceux qui subissent l'explo-

tation et la domination du moins) se retrouvent à pouvoir réellement lutter en même temps et dans les mêmes lieux contre l'organe de répression étatique raciste. Cette "mixité en actes" provoque des débats importants et houleux dans un contexte où toute une idéologie se déploie pour la refuser et pour maintenir chacun dans les rôles sociaux assignés par l'État et le Capital, en prétendant réserver ces aspirations émancipatrices à une couleur de peau spécifique, ou s'efforçant de réserver une forme de leadership à une catégorie idéologiquement constituée. Le texte *White Ally*, écrit en 2014 pendant les émeutes de Ferguson dont une traduction est proposée dans cette feuille, montre à quel point ces questions peuvent bouleverser les milieux subversifs, et à quel point la réalité des épisodes émeutiers peut venir contredire les lectures idéologiques bétonnées en chambre.

Les évolutions récentes de ce mouvement posent aussi frontalement la question du rapport confrontatif aux forces de l'ordre. Toute une imagerie du genou-à-terre s'est développée récemment, avec des policiers qui expriment par cette posture de révérence symbolique la contrition et la désapprobation ou le maire de Minneapolis se répandant en larmes de crocodile dans la même posture devant le cercueil de Georges Floyd sous les flashes des journalistes. La possibilité s'ouvre alors d'une entente entre de «bons policiers» et des émeutiers qui se retrouveraient, ensembles, solidaires dans la condamnation des excès du système, des fameuses "bavures" d'une police qu'on pourrait réformer ou mieux contrôler pour qu'elle respecte le bon droit. Or, ce qui est reproché là n'est pas un excès individuel qui s'expliquerait par un élément de personnalité spécifique à tel ou tel policier. Il s'agit bien du rôle de la police, qui protège le pouvoir

de domination de l'État et du Capital ainsi que la propriété privée et use de toute sorte de moyens, en eux-mêmes forcément violents, pour maintenir la paix sociale. Ainsi, il est important de rappeler que ce n'est pas quelques postures symboliques qui effaceront les années, décennies ou siècles de domination policière violente et raciste, que les éventuels problèmes de conscience des bourreaux ne sont pas notre problème, que la fonction de la police est de réprimer les pauvres, et d'utiliser la force et la violence pour maintenir l'ordre social : pour toutes ces raisons, à Minneapolis comme ailleurs, la police est, quoi qu'il en soit, notre ennemi.

Des périodes émeutières, il y en a eu d'autres, aux États-Unis, en France, et ailleurs. Comme nous désirons que ces périodes ne s'arrêtent jamais, que le conflit ne puisse plus être éteint ni par la répression étatique ni par l'incapacité collective, il nous faut œuvrer, forcément, à comprendre comment d'autres moments similaires (similaires dans l'intensité de leur conflictualité, singuliers par bien d'autres aspects) sont nés, et comment ils se sont d'une certaine façon interrompus...

Par définition, les émeutiers, en tant que tels, ne s'expriment pas au travers des modes d'énonciation balisés de la contestation sociale : même si on peut trouver dans les émeutes de multiples énoncés singuliers, sur les murs ou les pancartes, les émeutes ne parlent pas, du moins pas de manière unifiée ou univoque. Cette absence d'énoncés audibles, qui est parfois reprochée aux émeutiers (combien de militants (pour moi il faut un s mais pas complètement sur) ont cru malin de vouloir apporter à des émeutiers - qui réalisent avec pertinence et efficacité ce qu'ils n'auraient eux-mêmes pas pu même rêver d'accomplir - une clarification de "leurs revendications" en organisant comme

eux des manifestations avec banderoles, ou en trouvant des représentants ou des porte-paroles...) n'empêche pas ces épisodes d'émeutes d'exister et de faire sens bien au-delà du moment où ils se déroulent, ne serait-ce que par les traces de destruction qu'ils laissent dans les villes, mais aussi dans les mémoires. Et puis les émeutes, muettes en elle-même, génèrent bien souvent une multitude de discours et d'analyses, plus ou moins vains face à la réalité de ce qui est en cours, plus ou moins politiquement contestables, plus ou moins utiles à la répression pour domestiquer l'émeute. Des voix s'expriment aussi parfois, de l'intérieur, pour revenir sur ces épisodes et en extraire de quoi nourrir les révoltes à venir, ou faire taire les récupérateurs de toutes sortes. C'est dans tous ces discours que nous avons pioché ce qui nous semblait pertinent et utile pour propager les feux de la révolte, et pour faire perdurer la flamme qui par définition n'éclaire que pendant qu'elle brûle. Aucun de ces textes ne prétend représenter la voix des émeutiers, ou rendre compte de manière ultime de leurs motivations ou remplacer leurs actes par des discours, c'est la condition première pour que nous nous y intéressions. La plupart tentent de comprendre, d'analyser, d'accompagner, le plus souvent de manière décalée, ce qui déjà de soi-même devrait suffire à faire sens.

À travers cette feuille, l'idée est surtout se replonger dans les textes et les idées produites autour des époques où la confrontation sort des rails institutionnalisés du "mouvement social" afin de peut-être pouvoir en tirer de quoi lutter, pour de bon, jusqu'à la destruction totale de l'État et du pouvoir.

On voyagera donc à travers le temps et l'espace, au fil de textes écrits pendant ou autour de diffé-

rentes phases émeutières. La plupart de ces textes s'attachent à restituer des éléments de contexte et sont ancrés dans la situation dont ils parlent, mais on ne prétend pas rendre compte de manière exhaustive de chaque moment évoqué. Si nous avons rassemblé ces textes, c'est plutôt pour le regard qu'ils portent et les analyses qu'ils développent.

Cette feuille suivra le parcours suivant :

Pour la France, d'abord un premier texte à propos des émeutes des Minguettes dans la banlieue de Lyon en 1981, puis plusieurs textes autour des émeutes de novembre 2005 d'abord en banlieue parisienne puis sur l'ensemble du territoire, enfin un texte sur les émeutes de 2007 à Villiers-le-Bel.

Pour l'Angleterre, un texte à propos des émeutes de Bristol en 1986, un autre à propos de la phase émeutière qui a eu lieu en 2011.

Pour les États Unis, un texte écrit au sortir de la phase émeutière qui a débuté à Ferguson en 2015 (traduit par nos soins pour l'occasion).

Quelques textes autour des émeutes de 2008 en Grèce, puis de celles qui débutent en 2013 en Suède. Enfin, un texte à propos des émeutes de 2011 à Zurich.

On se tournera ensuite vers un passé plus lointain avec un texte d'Albert Libertad au sujet d'émeutes à Limoges en 1905, puis on verra à quel point la lecture en termes de massacre et de martyrs efface la réalité émeutière de ce qui s'est passé à Haymarket en 1886.

Après l'évocation de quelques films projetés à la bibliothèque qui nous semblent évoquer autrement la question de l'émeute, on finira par un extrait du roman *Les invisibles* dans lequel Nanni Balestrini utilise une écriture fictionnelle pour rendre compte de l'intensité confrontative du « mai rampant » qui s'est déroulé en Italie dans les années 70.



Récapitulatif

Lyon, 1981

p. 8 : *Minguettes blues*, Yves Delhoysie, octobre 1984 dans Os Cangaceiros n°1
https://www.non-fides.fr/IMG/pdf/a/2/2/minguettes_blues.pdf

France, 2005

p. 18 : *Trop conscients pour se révolter*, *Combat Syndicaliste* n°93, décembre 2005-janvier 2006, CNT-AIT Toulouse
http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?article19#outil_sommaire

p. 22 : *L'araignée citoyenne tisse sa toile : AC le Feu en campagne*, *Lucioles : bulletin anarchiste de Paris et sa région*, n°6, février-mars 2012
<https://luciolesdanslanuit.blogspot.com/2010/02/laraignee-citoyenne-tisse-sa-toile-ac.html>

p. 24 : *À propos des émeutes, attaques contre des bâtiments publics et contre les flics, de la situation insurrectionnelle et des réactions qu'elle a provoquée*, regroupe deux textes (*Pour qu'un mélange détonne* ainsi que *Lorsque le feu s'en prend aux métropoles*). Ecrits en décembre 2005
<https://surlatetedesrois.wordpress.com/2005/12/15/a-propos-des-emeutes-2005/>

Villiers-le-Bel, 2007

p. 29 : *Guerre et Paix : À propos des émeutes de Villiers-le-Bel*, Affiche trouvée dans les rues de Paris, juin 2010
<https://www.non-fides.fr/?Guerre-et-Paix>

Bristol, 1986

p. 30 : *Nothing to lose*, Julius, novembre 1986
<https://fr.theanarchistlibrary.org/library/julius-nothing-to-lose>

Angleterre, 2011

p. 34 : *La pluie sous le soleil brillant : les villes britanniques se déchaînent*, *Hors Service* numéro 21, 18 août 2011
<https://journalhorservice.blogspot.com/2011/08/la-pluie-sous-le-soleil-brillant.html>

p. 36 : Introduction de *Now war is declared*, journal à numéro unique sur les émeutes d'Angleterre d'août 2011, Ravages Editions
<https://ravageeditions.noblogs.org/post/2011/10/14/now-war-is-declared-journal-a-numero-unique-sur-les-emeutes-anglaises-daout-2011/>

Ferguson, 2014-2015

p. 40 : *Lâche : un autre mot pour qualifier les « Alliés Blancs »*, quelques anarchistes de Saint Louis, 2015, traduit spécialement pour ce numéro des Feuilles Antarctiques avec une introduction par les traducteurs.
Another word for White Ally is coward, texte original en anglais en version audio sur Youtube
<https://www.youtube.com/watch?v=BLzol4O5UKQ>

Grèce, 2008

p. 45 : *Décembre 2008 - Les sentiers de la révolte*, Texte écrit en novembre 2009 et paru dans *À Corps Perdu*, revue anarchiste internationale, n°3 (Paris), août 2010
<https://www.non-fides.fr/?Decembre-2008-Les-sentiers-de-la>

des propositions de lecture autour de l'émeute

p. 53 : *Deux poids, deux mesures : De l'onanisme en milieu militant*, Anonyme, 29 décembre 2008
<https://www.non-fides.fr/?Deux-poids-deux-mesures>

Suède, 2013

p. 55 : *Suède : Quelques mots sur les émeutes récentes de Rinkeby, à Stockholm*, Traduit de Contrainfo par Non Fides, 2014
<https://www.non-fides.fr/?Suede-Quelques-mots-sur-les>

p. 56 : *Lettre d'amour aux émeutiers de Stockholm*, extrait de *Lucioles, bulletin anarchiste de Paris et sa région*, n°10 juin 2013
<https://luciolesdanslanuit.blogspot.com/2005/06/lettre-damour-aux-emeutiers-de-stockholm.html>

p. 57 : *Tension sociale et intervention anarchiste en Suède*, UpprorsBladet dans le numéro 2 de *Avalanche, revue de correspondance anarchiste*, juillet 2014
<https://www.non-fides.fr/?Tension-sociale-et-intervention>

p. 61 : *Syndrome de Stockholm, Hors Service* numéro 37, mai 2013
<https://horservice.wdfiles.com/local--files/start/HorsService37.pdf>

Zurich, 2011

p. 62 : *Considération sur les émeutes ayant hanté « Zürich » ces derniers temps*, traduit de l'allemand d'Indymedia Suisse allemande par *Le Réveil*, 2011
<https://www.non-fides.fr/?Considerations-sur-les-emeutes>

Limoges, 1905

p. 64 : *Les émeutes à Limoges*, Albert Libertad dans *l'anarchie*, 1905
<https://www.non-fides.fr/?Les-emeutes-a-Limoges>

Chicago, 1886

p. 66 : Quelques extraits de *Les cinq « martyrs » de Chicago : Innocents ou coupables ?*, Aviv Etrebilal, 2013
<https://ravageeditions.noblogs.org/post/2015/04/24/des-cinq-de-haymarket-a-sacco-et-vanzetti-tous-innocents-tous-martyrs/>

Films

p. 72 : *White God*, Kornél Mundruczó 2014. Projeté au ciné-club des Fleurs Arctiques en octobre 2017
<https://lesfleursarctiques.noblogs.org/?p=449>

p. 73 : *De bruit et de fureur*, Jean-Claude Brisseau, 1988. Projeté aux Fleurs Arctiques en novembre 2018
<https://lesfleursarctiques.noblogs.org/?p=951>
Blue Collar, Paul Shrader, 1978. Projeté aux Fleurs Arctiques en octobre 2018
<https://lesfleursarctiques.noblogs.org/?p=964>

Littérature

p. 75 : *Les Invisibles*, Chapitre 3, Nanni Balestrini, 1987.

Minguettes blues

Yves Delhoyse dans *Os Cangaceiros* n°1
octobre 1984

En 81, les jeunes immigrés de l'Est lyonnais exprimèrent quelque chose de commun à tous les pauvres, l'insatisfaction. Mais leur isolement dans la société devait agir sur la suite de leur révolte, tandis que la répression se chargeait d'en isoler les plus excités en prison. Des rackets se firent une spécialité de gérer cet isolement, en prétendant que les immigrés étaient seulement isolés de la société : et que là serait la cause du tort particulier qu'ils éprouvent en tant qu'immigrés.

C'est paradoxalement après une victoire remportée sur les forces de l'ordre, le 21 mars 83, que certains jeunes des Minguettes se sont placés délibérément en position de faiblesse devant l'État. Car le 21 mars avait été une déroute complète pour les flics - ils auraient sans doute pu, par de grands moyens, disperser les émeutiers et reprendre possession du secteur Monmousseau, mais en le payant très, très cher. La victoire avait donc été indiscutable à Monmousseau, mais uniquement là. Sortis de là, l'ennemi.

On peut songer que les jeunes des Minguettes auraient pu exploiter leur victoire par les mêmes moyens afin d'arracher la libération de leur ami emprisonné au lendemain du 21. Au contraire, on est étonné par le moyen auquel certains ont eu finalement recours : la grève de la faim, une « arme » qu'utilisent plutôt ceux qui ne peuvent vraiment en avoir aucune autre, les prisonniers. C'est

que les jeunes des Minguettes se sont massivement sentis prisonniers, isolés à la ZUP à la fois en tant qu'immigrés et en tant que délinquants. Il est d'ailleurs significatif que la campagne de presse qui suivit le 21 mars, les présentant massivement comme des bandits, les ait tous choqués, y compris beaucoup qui sont vraiment des bandits ! Se faire traiter de bandit est évidemment un honneur, à plus forte raison quand ça vient d'une pute de journaliste ou d'une salope d'État. Mais cette campagne d'hostilité déclarée dans l'information spectaculaire annonçait, autant qu'elle la préparait, une aggravation de la répression policière sous ses formes les plus sournoises. Après le 21 mars, ceux de nos amis qui y avaient participé nous disaient souvent : « Ce jour là, on leur a mis une telle dérouillée qu'à présent on peut pas trop la ramener », quand on évoquait avec eux le scandale à faire autour de l'emprisonnement de « Tunch ». Ils disaient aussi : « On a été le 21 au plus loin qu'on pouvait, maintenant à d'autres de prendre la relève ». Mais des autres banlieues lyonnaises, ne vinrent presque pas de gestes de complicité avec ceux des Minguettes. Le nettoyage par le vide entrepris par l'État dès la fin 81 avait déjà fait des ravages. En tant que repaire de délinquants, les Minguettes se trouvaient effectivement isolées. Les jeunes les plus décidés à en découdre à mort avec la police étaient aussi les plus vulnérables. La représ-

sion en avait décimé beaucoup depuis 81. N'importe quel jeune habitant Vénissieux ou un autre secteur agité de l'Est lyonnais était à peu près assuré, devant les tribunaux, de prendre pour n'importe quel délit le double ou le triple des peines habituelles. Déjà, ceux qui étaient tombés pour rodéo l'avaient payé très cher. La police n'hésitait pas à prendre le premier venu en otage judiciaire pour la moindre histoire d'auto-défense collective contre les porcs. Quant aux plus agités, on leur collait sur le dos toutes les affaires de casses et de braquages non résolues, afin de les laisser pourrir le maximum de temps en prison - la même histoire a ainsi pu servir à faire emprisonner plusieurs personnes qui n'avaient rien à y voir. Et face à ça, il n'y eut aucune réaction, sinon quelques incendies vengeurs allumés dans l'agglomération lyonnaise - et qui firent plaisir aux emprisonnés. Sinon, les protestations platoniques de cette racaille de gauchistes, d'éducateurs et autres assistants sociaux. La prison était pour les jeunes de l'Est lyonnais une véritable calamité naturelle, devant laquelle chacun d'eux se retrouvait seul et impuissant. Dans ce climat de détresse, la poudre qui avait commencé à se répandre durant l'année 82 grignotait l'énergie de quelques uns des plus actifs. Les autres se trouvant de toutes façons bien trop pris à la gorge par la nécessité de l'argent pour avoir la force de raisonner stratégiquement.

Il n'était pas question pour eux de laisser la police faire son sale boulot dans la ZUP, mais il ne leur venait pas à l'esprit d'aller dans d'autres zones de banlieue exprès pour discuter de ça avec leurs semblables. La circulation des gens entre ces zones-là se faisait seulement au hasard des obligations quotidiennes. Une communication informelle s'opérait ainsi à travers une commune expérience de la misère, à partir des rapports socialisés par les combines, les affaires de deal, les embrouilles liées à ça (parfois opposant des cités entières entre elles), mais aussi par les tracasseries policières et les heurts avec les patrons de bar et de boîte, ou avec les petits blancs racistes, durant le week-end dans le centre ville. De là était née la conviction intime à tous ces jeunes immigrés d'une misère particulière dans la société, et grandissait le sentiment d'y subir un isolement collectif. Les jeunes immigrés se trouvaient à la fois isolés entre eux et isolés dans la société civile où leur place est plus qu'incertaine - la plupart, qui n'ont pas la nationalité française, vivent dans l'insécurité permanente sous la menace de l'expulsion. Les seuls prolétaires d'origine française qui avaient pu les rencontrer, sur la base de la même insatisfaction totale, c'étaient des gens eux-mêmes isolés et minoritaires dans la société française, puisque nous ne sommes nous-mêmes que des délinquants, du foutu gibier de prison. On s'était vite reconnu et compris dans la

même façon de parler des flics et le même dégoût du travail - et le même mépris de tous les appareils politiques existants. Mais nous n'avions évidemment rien de positif à proposer pour débloquer leur angoissante situation d'immigrés. Sinon de provoquer des rencontres entre quelques uns d'entre eux, venant de différentes zones urbaines où la guerre est déclarée, et qui comptent parmi les plus furieux ennemis de la société et de l'État. Ils avaient compris de suite que nous n'étions pas venus pour les aider. Et ce n'est pas à titre d'aide que nous avons fait circuler l'information sur tel ou tel épisode de la lutte anti-flics dans divers secteurs. Cela aussi avait toujours été compris et apprécié par des gens que trop de militants et autres démarcheurs ont pu jadis tenter de recruter - en vain.

D'autres au contraire éprouvaient le besoin d'une aide, qu'ils n'attendaient pas des partis politiques traditionnels. Seuls des gens parlant un langage religieux pouvaient la leur apporter, tout langage politique étant discrédité aux Minguettes. Au lendemain du 21 mars 83, les jeunes de la ZUP avaient donc ressenti avec anxiété leur isolement et se sentaient faibles devant la pression de l'État. Ceux qui commencèrent alors une grève de la faim en solidarité avec « Tunch » n'étaient, eux, pas des bandits. Ils étaient juste préoccupés au plus haut point par la haine qu'on leur vouait de partout - l'ambiance des élec-

tions municipales du printemps 83, où tous les partis s'étaient livrés à une surenchère de racisme, n'avait pu qu'aggraver leur anxiété. Face à l'échéance pressentie après le 21, ils s'étaient sentis désarmés : et ceux qui n'étaient pas les plus décidés à en découdre redoutèrent le pire. Ils se mirent ainsi à implorer la société. Il est frappant de voir le côté sacrifice, martyr chrétien des procédés employés : se priver de manger, ensuite s'imposer une longue marche à pied (pourquoi pas sur les genoux ?) comme s'ils avaient voulu expier tout ce que les jeunes immigrés de l'Est lyonnais ont osé se permettre jusqu'à cet excès limite du 21 mars. Nous avions pressenti, après le 21 mars, au vu du pourrissement relatif de la situation aux Minguettes qu'elle allait suivre une évolution « à la new-yorkaise ». D'un côté, aggravation de la concurrence et de l'hostilité entre les jeunes prolétaires, repliés dès lors sur des bandes les protégeant dans l'isolement ; et de l'autre, la seule activité organisée en vue d'objectifs médiats qui allait en ressortir serait une alternative non-violente et réformiste, comme les Noirs américains en ont subi une à la fin des 60'. La suite confirma hélas notre appréhension. Les conditions de survie des jeunes de la banlieue lyonnaise se faisaient de plus en plus dures. Il leur devenait de plus en plus difficile de trouver de l'argent. Sous l'empire du besoin, certains en arrivaient à risquer leur peau sur des coups

extrêmement risqués et d'un faible rapport. Un partage contesté ou une dette non réglée engendraient d'interminables embrouilles. Pire, il commençait à y avoir de la délation dans l'air. Tout cela était ressenti par les plus lucides avec une amertume et une fatalité écrasante. En 81, les gens se cachaient peu de leurs méfaits devant leurs semblables ; en 83, chacun essayait de passer le plus discrètement possible. L'unité réalisée en 81 contre l'ennemi public se fissurait chaque jour davantage. Début 83 s'était formé à Monmousseau une bande d'une dizaine de jeunes, très jeunes qui entreprit dès le début de s'embrouiller systématiquement avec tous les autres jeunes de la ZUP (tentatives de rackets, descentes armées dans d'autres coins des Minguettes etc...). Ce genre de comportement ne s'était encore jamais vu aux Minguettes. Si ces jeunes étaient aussi présents le jour du 21 mars, ils faisaient par contre tout ce qu'ils pouvaient pour fonctionner en opposition à tous les autres. Lorsque, courant mai 83 les flics en arrêtaient un à la cafétéria du centre commercial Vénissy en lui lâchant les chiens dessus, d'autres jeunes qui assistaient à la scène de loin firent exprès de ne pas intervenir et de ne pas donner l'alerte, reconnaissant l'un de « la nouvelle bande de Monmousseau » (pour les distinguer des « anciens » qui avaient agité la rue Monmousseau en 81 et dont bien peu étaient encore là le 21 mars, la plupart étant malheureusement en prison). Et pourtant c'est pour sa participation aux affrontements du 21 que les flics étaient venus le coincer là (il fit un mois de prison pour ça, et quelques personnes manifes-

tèrent pour sa libération le jour du premier dynamitage de tours, dans le secteur Monmousseau). Ce fut le triste symptôme que quelque chose du bel élan offensif de 81 s'achevait. Pour finir, cette petite équipe en vint, en juillet 84, à ouvrir le feu contre d'autres jeunes - en l'occurrence des Minguettes-Sud en blessant deux grièvement, à la suite d'un différend de plus. Par ailleurs, les animateurs de l'association SOS-Minguettes, ainsi que Toumi Djaidja à peine sorti de l'hôpital, avaient fait savoir en juillet qu'ils souhaiteraient nous rencontrer. Nous les avons donc vu, quoique très réservés devant les revendications qu'ils avançaient auprès des autorités ainsi que devant certaines initiatives visant à ramener la paix sociale aux Minguettes (par ex. un don financier à un petit commerçant du secteur Démocratie en grève de la faim pour obtenir réparation des dommages de guerre qu'avait subis sa boutique). Mais nos amis, eux-mêmes gênés par ces choses-là, voyaient malgré tout avec une certaine faveur l'activité de SOS-Minguettes en se disant que de toutes façons ça ne pouvait pas leur nuire. Le n° 4 des FVM avait pas mal circulé en certains lieux de la ZUP, et avait plu ; Toumi par contre nous dit qu'il ne l'avait pas aimé, ce qui ne nous étonna guère puisqu'il est par nature opposé à toute idée de vengeance et encore plus à toute forme de violence sociale (malgré le peu d'encouragement que la réalité lui prodigue en ce sens). Les animateurs de SOS-Minguettes nous firent part de leur projet de marche : ils voulaient la paix civile, en faisant pression sur l'État par un rassemblement autour de la Marche. En atten-

dant, se rassemblait déjà autour de leurs initiatives une racaille de curés, de juristes et de militants modernisés : et venaient parfois leur parler des salopes de députés ou des larbins du préfet Grasset. Nous ne parlions quant à nous que de guerre sociale. L'entretien s'acheva sur ce.

La vague d'assassinats racistes de l'été 83 n'a pu que les conforter dans leur projet. Sur la banlieue parisienne, quelques suites données par de jeunes immigrés à plusieurs de ces assassinats provoquèrent un peu de friction avec ceux qui, parmi la communauté arabe, entendent canaliser l'énergie de la colère dans des revendications purement juridiques - et se poser en intermédiaires entre l'État et les jeunes prolétaires immigrés. On en lira les comptes-rendus à la fin de cet article.

Les revendications de la « Marche contre le racisme et pour l'égalité des droits » se plaçaient d'emblée dans la sphère du droit politique, c'est-à-dire abstraction faite des rapports qui, dans la société civile, déterminent le sort des immigrés. Elles rejoignaient par là ce qu'il y a de religieux dans le discours général de la démocratie bourgeoise : égalité, dignité et fraternité des hommes et des races dans le ciel du droit politique. Les initiateurs de la Marche se défendaient de « faire de la politique », au sens des manœuvres d'état-major et autres manipulations hiérarchiques : et en effet ils ont réussi leur entreprise de façon indépendante de tout parti politique, au nom de « la politique des beurs ». Il leur a suffi d'invoquer l'esprit de la Constitution démocratique française et d'en réclamer l'application à la minorité immigrée pour ral-

lier avec succès tout ce que ce pays compte d'humanistes et de chrétiens de gauche. Sur 80 000 personnes défilant silencieusement à Paris le dernier jour de la Marche, en décembre 83, il y en a au moins plus de la moitié qui sont des militants ou ex-militants de gauche venus se donner bonne conscience et communier dans la dignité tant réclamée. Il y avait aussi, bien sûr, beaucoup de jeunes immigrés souvent loin d'être convaincus par le mot d'ordre avancé mais qui s'y sentaient impliqués. On aurait tort de méconnaître le poids émotionnel qu'a eu la Marche chez ces jeunes immigrés, même chez ceux qui critiquaient clairement cette initiative. Il y eut vraiment quelque chose de religieux là-dedans, sans même parler du dévouement très chrétien du père Delomie et des « travailleurs sociaux » qui ont concouru au succès de la Marche. Quelques dizaines de milliers de personnes se sont trouvées pour un jour unies dans la même euphorie, abstraction faite de ce qui se passe sur cette terre de malheur. En cela, seul un curé pouvait activer un tel projet avec succès. L'État social-démocrate était évidemment trop heureux d'avoir trouvé enfin chez les jeunes immigrés des gens avec qui discuter. Au podium de Montparnasse, où convergeaient les communistes, une salope de secrétaire d'État (Georgina Dufoix Marie Salope) put parler longuement à la foule, malgré des huées ; un ami arabe qui tenta de prendre le micro pour parler, et dans un tout autre sens que celui des non-violents, se fit barrer l'accès du podium par des gorilles. Il n'y a aucune dignité à parler avec un homme d'État. Aucune.

« Pour montrer qu'on est pas des sauvages » nous avait dit un des animateurs de SOS-Minguettes afin d'expliquer la collecte qu'ils avaient organisée en faveur du buraliste gréviste de la faim, et chez qui les jeunes du quartier avaient à 20 reprises fait une autre sorte de collecte : pour ces Marcheurs, il s'agissait bien de civiliser la révolte des jeunes immigrés.

Notre attitude à cette occasion fut simple et claire : l'absence. Nous n'avions rien à y faire ou à y dire, puisque nous ne sommes pas concernés par cette sorte de démarches démocratiques. Nous n'avons pas ressenti le besoin de nous joindre aux 80 000 marcheurs du dernier jour, n'ayant jamais eu mauvaise conscience du sort fait dans ce pays aux immigrés parce que nous n'en sommes pas responsables. C'est une société qui en est responsable, et que nous avons toujours combattu sous toutes ses formes. Pour toute la valetaille des gens de gauche, c'est évidemment le contraire : qui se sent morveux se mouche. Les marcheurs prétendent qu'ils ont voulu seulement prendre au mot le discours de l'État démocratique, et c'est bien là que nos routes divergent définitivement. Pour nous, le discours de l'État démocratique et les concepts universels de la démocratie ne peuvent pas être pris au mot parce qu'ils sont parfaitement vides, parce qu'ils n'ont aucune espèce de réalité. Le seul discours à prendre au mot, c'est celui de la richesse abstraite, sur terre : comme l'ont fait les jeunes immigrés qui volent des voitures et pillent des supermarchés, comme nous le faisons dans notre vie à chaque fois possible. Car c'est uniquement sur

terre que se trouve la solution de l'énigme qu'est devenue pour chaque pauvre isolé sa propre misère. Pas dans le ciel grisâtre du droit politique et de la démocratie.

Ce qui est réel, c'est l'isolement auquel les jeunes immigrés sont particulièrement renvoyés dans la société. Ce qui est un mensonge, c'est de prétendre qu'ils sont isolés de la société, et ainsi de réclamer leur insertion sociale. « Nous sommes la France de demain » criaient certains des marcheurs qui semblaient en être fiers !

Entre les travailleurs français et la richesse sociale, il y a tout un système complexe de médiations et de protection visant à les intégrer : et dont les travailleurs immigrés sont en général exclus. Mais pour les jeunes immigrés chômeurs-à-vie, il n'y a rien d'autre qu'une distance infinie, entre eux et cette richesse. Ils y sont immédiatement confrontés comme une force qui leur échappe totalement jusqu'à se retourner contre eux. Ces dépossédés issus de la même zone du monde parlent encore la même langue et partagent les mêmes mœurs - c'est à peu près tout ce qu'il leur reste en commun dans un univers aussi hostile. Ils sont arrivés en position de faiblesse dans les rapports de concurrence régnant entre les pauvres de cette société. Mais dans ce tort particulier, ils ont quelque chose de commun et qui vient nourrir la conscience d'une hostilité profonde avec la société. Ils sont porteurs d'une rupture sociale collective mais isolée. Dans la décennie 70, il y avait déjà des gestes de violence radicale de la part des bandes de jeunes prolétaires de banlieues, en majorité d'origine

française. Et déjà les défenseurs de l'État frémissaient devant la généralisation possible de ces actes. Mais jamais cela n'avait atteint ce stade de rébellion permanente dans des quartiers entiers, comme cela fut en 80/81 dans l'Est lyonnais ou dans les Quartiers Nord de Marseille. La violence des « petits blancs » pauvres n'avait jamais pu franchir le seuil qualitatif, irréversible, de l'été 81. Elle était le fait de bandes éphémères qui avaient rarement une perception claire de leur situation sociale et qui n'arrivaient quand même pas à s'imposer de façon systématique et continue à la police. Les rivalités très fortes qui y sévissaient suffisaient bien souvent à dissoudre les liens de complicité. Au contraire, la génération de jeunes prolétaires de banlieues qui attaque en 80/81 montre en elle-même une certaine cohésion. Et elle la trouve évidemment dans la communauté qu'ont les immigrés, désormais majoritaires parmi les pauvres de banlieues. Ce fût l'élément décisif qui transforma un conflit larvé en guerre ouverte, et qui donna aux jeunes des Minguettes leur force scandaleuse. Ceux qui ont grandi ensemble dans la même cité où ils ont vécu les mêmes galères ignorent le racisme entre eux. Il n'y a jamais eu aux Minguettes d'opposition raciale entre les jeunes arabes et les jeunes européens (d'origine française ou immigrés italiens, lesquels sont assez nombreux dans l'Est lyonnais) dont certains n'ont pas été en reste dans les événements de 81 et depuis. Mais les petits blancs qui n'ont pas grandi dans ces cités et qui n'ont pas vécu cette commune misère, et dont l'isolement est ainsi achevé dans

la société, ceux-là ressentent de l'hostilité et de la rancœur face à la communauté particulière sur laquelle les immigrés peuvent s'appuyer. Dans la guerre de tous contre tous qui oppose les pauvres entre eux, les immigrés apparaissent unis face à des gens isolés. C'est alors que chez ces petits blancs apparaît le racisme. Ça ne sert à rien de juger le racisme d'un point de vue moral et d'argumenter pour convaincre les gens du contraire : car le racisme n'est pas une opinion mais une misère psychologique. Rien d'étonnant à ce qu'il vienne surtout des classes moyennes, qui ont toujours eu l'apanage de la bêtise ignoble. La guerre d'indépendance de l'Algérie a de toutes façons laissé des souvenirs-écrans dans leur inconscient collectif. A présent que des jeunes immigrés viennent les menacer dans leurs biens, elles s'abandonnent corps et âme à cette crispation morbide, la peur. Mais la société civile, bourgeoise, est foncièrement raciste et tous les blancs pauvres qui cherchent à s'y intégrer sont eux-mêmes en proie à cette épidémie de peste émotionnelle. L'ouvrier hautement qualifié qui s'identifie à son travail et à son entreprise n'a bien souvent que mépris pour l'OS immigré qui parfois ne sait pas lire. Dans une société hiérarchique où règne la concurrence entre tous, les immigrés sont d'abord méprisés, ensuite craints et finalement haïs. Chez bien des blancs pauvres qui sont, dans la hiérarchie sociale aussi bas que les immigrés, le racisme exacerbé montre à quel point ils sont perdus dans l'isolement. « Ils nous en veulent parce qu'ils sont bientôt aussi pauvres que nous » disait un jeune arabe

d'une cité de Roubaix pour expliquer un affrontement récent avec les petits blancs habitant la cité voisine, pendant l'été 84.

Reich établissait une relation entre l'attachement à la famille et l'identification à la nation : les familles s'isolent les unes par rapport aux autres comme le font les nations. Les nations se font concurrence, comme les pauvres isolés entre eux. Et les pauvres isolés vivent tous repliés en famille. Et dans cet isolement familial, l'insatisfaction devient totalement névrotique et s'en prend aux autres pauvres les plus proches : les immigrés. Nous avons relevé empiriquement ce caractère familial du racisme chez ceux des pauvres qui, se trouvant aussi défavorisés que les immigrés voient même en cela des concurrents dans ces étrangers - et un concurrent, tous les arguments sont bons pour le discréditer - et s'identifient à leur nation dont au moins l'immigré ne fait pas partie. C'est évidemment une défense névrotique de quelques compensations durement acquises (biens matériels, couverture sociale...) dont le caractère incertain dans l'actuelle crise sociale est vivement ressenti - acquis propres aux pauvres de même nationalité. « Les français d'abord », ce slogan débile traduit bien une mentalité courante, qui s'imagine par exemple que les immigrés sont mieux traités dans ce pays que les travailleurs français ! Des arguments aussi minables s'évalorent d'eux-mêmes dans des périodes de rupture sociale généralisée, où tous reconnaissent enfin leur ennemi commun. Le racisme est un sursaut d'une société hiérarchisée en crise, qui se révolte contre les aspirations

à la richesse des pauvres sans nation. Il trouve un terrain favorable chez ceux des pauvres où le repli familial apparaît comme seul refuge devant la menace constituée au dehors par une crise sociale dont ils font les frais. De ce sentiment obsédant d'être seuls dans la détresse naissent alors ces phénomènes d'hystérie raciste collective que l'on voit si souvent dans les familles de petits blancs. Le mensonge religieux est alors venu poser son regard moral sur cet énigme qu'est le racisme, et y opposer une solution abstraite. Il a voulu renverser l'isolement collectif subi par les jeunes immigrés en appartenance à une communauté fantastique de frères et d'égaux. Et il s'oppose activement, au nom de cela, à toute forme de révolte qui s'attaque concrètement à la société et à l'État. On se souvient qu'en 81, une des premières mesures de la police avait été d'établir un cordon sanitaire afin d'empêcher toute communication directe entre les jeunes des différentes zones de l'Est lyonnais. Depuis, les rackets anti-racistes ont contribué largement à décourager toute relation directe entre jeunes révoltés de banlieues. Ces rackets ne voulaient pas autre chose que de parler à l'État. Il ne les intéressait nullement que ces jeunes se parlent entre eux et parlent au reste du monde parce qu'une telle communication fait trop de mal à l'État. Ceux qui tentent, depuis 83, de canaliser l'énergie des révoltés dans quelques revendications adressées à l'État substituent un combat chimérique au combat réel. Plutôt que d'attaquer une société qui est foncièrement raciste, ils organisent l'isolement des immigrés dans

la seule communauté que l'État peut leur reconnaître : la culture. Le racket anti-raciste consiste à organiser l'isolement des immigrés comme un acte politique. Il réclame l'intégration civile avec autonomie culturelle. La culture est un supplétif de la politique, depuis le coup de 68. Alors que les pauvres se reconnaissent de moins en moins une existence politique, l'isolement culturel vise à leur donner une communauté positive indépendamment de l'État - et si besoin est, par des subventions d'État. Ceux qui marchaient contre le racisme marchaient pour l'intégration. Celle-ci n'étant que pur spectacle, elle ne trouve à se réaliser que dans la culture, dans l'abstraction de tout rapport hiérarchique de la société au nom du « droit à la différence ». On ne pouvait pas trouver de formule plus imbécile que celle-là : comme si un pauvre pouvait être différent d'un autre pauvre. Les pauvres ne sont différents que par le spectacle culturel. Alors que les jeunes de la banlieue lyonnaise avaient réalisé leur communauté dans l'insatisfaction et la révolte, les rackets politiques et culturels viennent parler de « droit à la différence » et cela en exaltant la culture arabe. Et ils font ainsi l'apologie de ce qu'il y a de pire dans la culture arabe : le respect de la famille et les rites religieux. Toute défense d'une spécificité culturelle, quelle qu'elle soit, est religieuse même si elle n'emploie pas les mots de la religion. Ceux qui veulent gérer l'autonomie culturelle immigrée ont aussi prouvé à plusieurs reprises en 83/84 qu'ils s'opposent vigoureusement à toute révolte qui s'en prend concrètement aux conditions du monde. Ce

sont ceux-là qui protègent les journalistes de la haine des gens, qui défendent les vitrines de petits commerçants et empêchent leurs petits frères d'attaquer les flics, alors même que le sang vient de couler. Leur but est de s'imposer comme les intermédiaires spécialisés entre les immigrés et l'État : et l'État ne les reconnaît comme tels qu'à la condition qu'ils sachent maintenir l'ordre et la dignité. Ils s'emploient dans tout ce secteur culturel, socio-éducatif, médias, etc... qui se développe depuis deux ou trois ans avec ce courant d'autonomie culturelle arabe : ce sont les nouvelles recrues de l'armée de la fausse conscience. Désormais, ceux des jeunes immigrés qui veulent en découdre à mort avec notre ennemi commun seront aussi amenés à en découdre avec la culture arabe en ce qu'elle a de profondément religieux et répressif, ainsi qu'avec les formes de mentalité qui y sont liées. C'est un peu dans ce sens que quelques jeunes de la cité de transit Gutenberg, à Nanterre, concluaient dans une déclaration faite pendant la Marche anti-raciste.

Il n'y aura pas d'intégration civile pour les jeunes immigrés et chômeurs-à-vie. La réforme politique ne s'applique qu'à des individus qui sont membres actifs de la société civile - que sont les délinquants et autres chômeurs qui ne veulent pas du travail ?! L'une des revendications de la Marche, une carte de séjour unique de 10 ans, serait satisfaite très bientôt, dit-on : mais suivant certains critères de délivrance qui d'emblée excluent tous ces jeunes sans travail et au casier judiciaire chargé. Le projet de réformer

la situation des immigrés dans ce pays se heurtera fortement à cette contradiction entre les exigences du marché national, qui impliquent à présent de renvoyer le plus possible d'immigrés dans leur nation d'origine et de fermer les frontières aux migrations futures, et le discours abstrait de la démocratie bourgeoise qui l'oblige par exemple à accorder la nationalité française aux jeunes enfants de ces immigrés : et qui seront autant de chômeurs-à-vie, qui ont déjà compris le secret de l'abondance spectaculaire, le prix à payer pour s'en approcher et le goût amer qu'elle dégage de loin comme de près. Ceux-là constituent par leur simple existence une menace pour le marché national. Et s'ils refusent d'avancer une vie de labeur, ce n'est pas pour aller trouver un job dans les chantiers de démolition des Minguettes...

L'immigration est un mécanisme central du système capitaliste : tous les individus sur cette terre maudite dépendent, tous, d'une puissance unique, la marchandise. Mais dans cette dépendance commune ils sont soumis à la séparation et à la hiérarchie sur lesquelles se fonde la société. Et ces limites que constitue l'appartenance à la nation ou à une ethnie ne protègent pas les pauvres du monde - elles les isolent seulement davantage. Et partout ces pauvres sont contraints de se battre localement contre un monde.

Le Maghreb a été, pendant l'expansion industrielle du capitalisme européen après-guerre, une zone de réserve de l'Europe, d'où une main d'œuvre bon marché venait s'employer aux travaux les plus simples et les plus durs : toutes ces tâches

de transformation directe de la matière brute, c'est-à-dire les tâches dépourvues de pensée, mécaniques et réservées de plus en plus aux travailleurs immigrés et intérimaires (agriculture intensive, sidérurgie, mines, automobile et bâtiment). Mais dès la fin des 70, les conditions changent. D'une part, les travaux de transformation de la matière sont transférés directement dans les zones de réserve, où la main d'œuvre est encore moins coûteuse et où il faut satisfaire le marché intérieur en même temps que les besoins des métropoles. D'autre part, à l'intérieur même de ces métropoles, les phases de développement industriel lourd qui exigeaient une grosse part de travail vivant, uniforme et sans qualification, s'achèvent. La domination croissante du travail mort sur le travail vivant, qui tend toujours à amoindrir la part de ce dernier, et qui s'incarne dans l'automatisation des tâches industrielles, est identiquement la domination croissante du savoir abstrait. Et les métropoles capitalistes deviendront seulement le lieu où se concentre sur elle-même cette pensée abstraite qui anime le monde - et qui emploie une main d'œuvre sédentaire, hautement qualifiée et bien payée. Dans ce processus le Capital en arrive à exclure du travail des masses d'individus sans qualité. C'est ainsi que des zones de réserve dont le développement du capitalisme industriel avait entraîné la constitution, dans les banlieues des métropoles, en viennent à se peupler uniquement de prolétaires chômeurs-à-vie parmi lesquels en premier lieu les fils des travailleurs immigrés. Dévalorisés avant même d'entrer sur le marché du travail

et refusant le travail, les jeunes immigrés sont d'autant plus portés à une conscience aiguë de leur situation sociale qu'ils sont sans nation - sans même l'illusion d'être protégés par leur nationalité et les avantages en découlant.

L'impossibilité pour le capitalisme de les intégrer entièrement dans la société civile fait qu'ils se replient derrière les liens de communauté qui semblent échapper à la logique de ce système : bandes, famille, ethnie - mais où ils vivent sur la défensive permanente face à ce système. Ils ne sont certes pas exclus de la société : ils ont besoin d'argent. Comme tout prolétaire, ils ont affaire aux catégories concrètes de la société dans laquelle ils se réintègrent par effraction. Le caractère abstrait de cette richesse sociale leur apparaît ainsi entièrement. C'est alors que la guerre est ouvertement déclarée : par les pillages organisés régulièrement dans les supermarchés de banlieues, par les actes de vandalisme individuel et collectif, les bastons contre les flics et les gros bras des municipalités de gauche. Ces jeunes prolétaires immigrés sont évidemment exclus des mécanismes d'intégration sociale (syndicats et partis). Mais le système a encore la force de les isoler. C'est cet isolement qu'il s'efforce d'organiser en douceur, par le moyen du racket culturel. Tant que ne s'ouvre pas une rupture généralisée du système social, les prolétaires chômeurs-à-vie sont condamnés au repli. Ils doivent subir entre eux les dures règles de la guerre de tous contre tous, tout en portant chroniquement atteinte à la stabilité du système. Ils peuvent même de la sorte mettre loca-

lement en péril le fonctionnement de la marchandise (voir « Rapport sur Marseille » : les Sodim de la rue Félix-Pyat et du quartier Frais-Vallon). « Je suis dans une zone sinistrée, que les pouvoirs publics responsables l'assument » déclarait en juillet 83 le buraliste du quartier Démocratie en grève de la faim pour obtenir une indemnité de départ. Dans une autre zone des Minguettes, avenue des Martyrs-de-la-Résistance et boulevard Lénine (!!!) une cinquantaine de jeunes pillent et mettent à sac deux grandes surfaces (et s'attaquent à quelques bus, sur le chemin du retour) en juillet 83. En septembre 84, l'une de ces grandes surfaces doit fermer ses portes soi-disant pour cause de vol : la direction fait déménager le stock de nuit, provoquant une attaque des jeunes du coin à coup de cocktail molotov. Cet état de guerre atteint son plein développement dans la plus puissante nation capitaliste du monde. Aux USA, les pauvres chômeurs-à-vie sont à la fois divisés par l'appartenance ethnique - la seule protection immédiate dont ils disposent - en guerre tous contre tous, et en même temps ils constituent un danger social permanent. S'il règne dans ces zones de réserves urbaines des grandes métropoles US une hostilité ouverte entre bandes, les attaques massives de grands magasins sont également courantes. Les jeunes chômeurs-à-vie se définissent à la fois en négatif par rapport au travail, à la marchandise et à l'État et en négatif par rapport à eux-mêmes, à leurs semblables avec qui ils sont en conflit quotidien : ils vivent visiblement dans l'absence de communauté. En effet la communauté ethnique

ne se définit pas en elle-même mais seulement par rapport à l'extérieur. Elle est purement défensive. Elle n'est qu'un moment de la guerre de tous contre tous qui elle constitue le rapport essentiel de tous les pauvres entre eux. Cette communauté dont ils se savent privés se réalise dans de brèves ruptures avec l'ordre social, comme dans le pillage de New-York le 14 juillet 77 [lors d'une coupure générale d'électricité]. Aux USA le réformisme anti-raciste et culturel est apparu comme le fruit pourri des contradictions que le capitalisme essaie désespérément d'étouffer sous peine d'explosion sociale. Le courant né dans les 60' en faveur des droits civiques et qui exaltait la spécificité culturelle noire a abouti sans nul doute à des résultats positifs, dont l'État US peut se féliciter - il y a maintenant des maires noirs qui gèrent d'importantes villes américaines, comme à Détroit où la municipalité fraîchement élue voici 2 ans s'empresse de remettre en vigueur une vieille ordonnance des 50' interdisant la rue aux moins de 18 ans après 22 heures. Le principal résultat de ce mouvement non-violent pour les droits civiques, c'est qu'à présent des noirs participent au spectacle politique et culturel, comme cet Oncle Tom, Jesse Jackson. Sur terre, pour ceux qui ne se sont jamais élevés dans les nuages de la politique et de la culture, et qui vivent dans une « zone de guerre » (terme utilisé par les flics new-yorkais pour désigner le Bronx), le conflit social n'a jamais cessé : l'ennemi est toujours le même. Repliées sur elles-mêmes et isolées dans la société, ces communautés particulières de chômeurs-à-vie

se manifestent cependant dans les périodes de rupture générale comme une force dynamique et sur laquelle les rackets politiques n'ont alors plus aucun contrôle. Elles sont en cela une partie non plus périphérique mais centrale du nouveau sujet révolutionnaire. Il reste que la brèche ouverte en 81 par l'été chaud des banlieues n'a pas été colmatée entièrement. Si la plupart de ceux qui l'avaient alors ouverte en s'attaquant aux flics et en brûlant des voitures sont aujourd'hui en prison, et certains pour longtemps, et si bien sur on ne parle pas d'eux dans les conciliabules entre animateurs sociaux, heurs non-violents et délégués de l'État, ils n'en sont pas pour autant oubliés dehors. En octobre 83 un mouvement de protestation agitait le bâtiment H de la prison St-Paul de Lyon, là où sont enfermés les jeunes arabes de l'Est lyonnais. Il s'agissait de protester contre les brutalités répétées des matons. Quelques jours après, plusieurs personnes portant des cagoules tentèrent, à quatre reprises entre 19 h et 20 h, d'écraser des matons sortant de leur sale boulot. Ces quatre salopes se rappelleront longtemps d'une Golf GT1 blanche qui leur a foncé dessus. Il va sans dire que les auteurs de cet acte auraient pu, s'ils l'avaient voulu, écraser sans problème l'un de ces cafards nuisibles : on peut songer qu'ils ont préféré l'éviter afin que ça ne retombe pas sur le dos des emprisonnés - mais tout en donnant aux matons un avertissement très ferme : il y a toujours dehors des gens qui n'oublient pas les copains dedans. Lorsqu'ils s'amusaient avec les voitures et contre les flics, les jeunes immigrés se foutaient

pas mal de la culture arabe. Ils ne pensaient qu'à leur insatisfaction. A présent, ils vont être contraints de se révolter contre le poids mort de la culture arabe et les formes de communauté religieuse qu'elle recouvre. L'autorité des grands frères devra finir. En 81, les jeunes immigrés attaquaient ce que leur isolement a de général en brûlant des voitures ; désormais, ils seront amenés à se battre contre ce qu'il a de particulier. C'est ce que nous n'avons pas compris assez vite alors. C'est ce que nous n'avons pas abordé dans nos relations avec certains de ces jeunes et qui explique peut-être que quelques uns aient été amenés à marcher pour « l'égalité des droits ». Dans les beaux excès de 81 nous avons reconnu ce qui agissait en direction de la publicité sans saisir ce qui contradictoirement agissait en direction de son absence.

Longue vie à l'équipe de foot des Minguettes, interdite de match au printemps 84 pour avoir frappé un sale con d'arbitre raciste. Nos frères sont des sauvages !

ENCART

« Nous, jeunes de la cité Gutenberg, avons décidé de ne plus être les animateurs de la misère. » C'est par ces mots que quelques jeunes immigrés de cette cité de transit particulièrement insalubre expliquaient le saccage du centre d'animation sociale qu'ils avaient eux-mêmes mis en place, et qu'ils ont eux mêmes saccagé au printemps 83. Ces jeunes-là revendiquaient depuis des années, pacifiquement, le relogement de tous les habitants hors de cette réserve délabrée, mais sur le territoire de la commune de

Nanterre. Des années à calmer la colère des plus jeunes et à discuter avec des représentants de l'État. Des années à espérer sur de simples promesses. Lorsqu'ils ont enfin été convaincus que l'État ne se souciait aucunement de les reloger mais les tenait en haleine par des promesses, les jeunes ont cessé de jouer la comédie : « On s'est servi de nous pour faire les animateurs, pour faire les petits bouffons ». L'État ne pouvait en effet qu'encourager leurs activités d'animation, son seul souci étant que l'ordre règne dans cette zone. A présent, ils sont fatigués du réformisme et ils le disent.

Il n'est pas étonnant que ce soient les mêmes qui aient pris une position claire à rencontre de la marche de décembre 83, « cette initiative placée sous l'auspice d'un curé » comme ils disaient. Non seulement ils ont critiqué les dangereuses illusions que cette démonstration non-violente entretenait, mais ils ont pour la première fois pris publiquement position contre tout ce que les marcheurs se gardaient bien d'attaquer : « Il y a des pères de familles arabes qui ne laissent pas sortir leurs filles qui ne valent pas mieux que les beaufs. Il faut être clair là-dessus si on veut être crédibles. » En effet.

Un certain Nasser Kettane, médecin et co-fondateur de Radio-Beur, écrit dans un n° spécial du Monde d'octobre 84, consacré aux Immigrés en France, que « Ceux qui ont manifesté ce jour-là, (le dernier jour de ta Marche) n'étaient pas des militants badgés ou étiquetés mais des hommes et des femmes pour qui les mots « droits de l'homme », « égalité des droits », « terre d'asile », « an-

tifascisme » ont encore un sens ». Mais pour qui de tels mots peuvent bien avoir encore un sens, en 1984, sinon pour des militants - et peu importe qu'ils laissent leurs badges et leurs étiquettes à la maison ce jour-là. Qui est encore assez bête pour croire à cela, sinon des gens qui ont au fond d'eux-mêmes la mentalité du militant ? Quant à l'antifascisme, on lui chie dessus. Comme disait dans les années 20 un révolutionnaire italien, « La pire chose qu'ait créée le fascisme, c'est l'antifascisme ». C'est au nom de l'antifascisme, c'est-à-dire de l'union sacrée qui défend l'État démocratique et bourgeois, que tous les partis ont ensemble écrasés la révolution en Espagne en 37. Et c'est au nom de l'antifascisme que les ordures staliniennes du PC ont toujours condamné toute forme de violence prolétaire ; et c'est au nom du « péril fasciste » incarné par Le Pen que ces mêmes charognes du PC tentent actuellement de recruter des jeunes immigrés, afin de faire oublier que ce parti de salopes a été ces dernières années le plus flicard et le plus raciste de tous les partis de salopes existants. Nous n'oublions pas, bien sûr, toutes les autres...

Par ailleurs, ce vertueux Nasser Kettane évoque les « Français Intoxiqués par les médias bien-pensants », de « rodéos de voitures », de « ZUP bétonnée » et de « délinquance ». C'est un argument confusionniste classique de ces racketteurs : dans une récente déclaration, un menteur professionnel, le père Delorme (la religion est le plus vieux mensonge du monde) oppose l'été chaud de 81 à l'automne calme de la Marche de 83. Dans les premier cas, il ne se

serait agi que d'un montage pur et simple des médias, exhibant ostensiblement de sensationnelles images de voitures brûlées aux Minguettes et incitant par là les français à davantage de racisme. A l'opposé, la Marche anti-raciste est présentée comme l'événement exemplaire, qui n'a obéi à aucune sollicitation des médias, en un mot l'événement pur. Qui donc ce jésuite veut-il abuser ? On a rarement vu une action dépendre à ce point de la célébrité que lui font les moyens d'information spectaculaire. Cette marche, qui avait débuté dans l'indifférence n'a dû son succès qu'à sa notoriété : et qui donc la lui assurée, sa notoriété, sinon les médias ? ! La journée du 3 décembre fut l'événement spectaculaire par excellence, avec les light-shows braqués sur ces humbles pèlerins dont les photos ont été reproduites partout, dans les quotidiens de gauche ou dans des albums mémoriaux. Et tout ça sous le concert de louange de la gauche émerveillée. Si ce n'est pas une mise en scène, qu'est-ce ?

Mais les voitures dont les carcasses calcinées ont été retrouvées aux Minguettes, elles ont bien brûlé, elles.

Et ceux qui l'ont fait se sont bien amusés, eux. Que la presse se soit excitée là-dessus n'empêche que des centaines de jeunes se sont amusés à faire des rodéos à un point qui n'avait jamais été atteint jusque là. La vérité, c'est que tes Delorme et les Kettane sont gênés par de tels actes. Alors faute de pouvoir les passer sous silence, ils les minimisent. Ils veulent défendre les arabes, mais des arabes propres, honnêtes, qui veulent juste vivre en paix dans ce pays. Ces moralistes excusent la délinquance,

mais ils ne l'approuvent pas. Ce que font les jeunes immigrés délinquants, ils le blâment. Ils ne veulent surtout pas que ça se généralise. Mais les médias ont l'imprudence d'en parler, et de donner de mauvaises idées : vous savez bien, si les jeunes sombrent dans la délinquance, c'est qu'ils ont trop vu de films de gangsters à la télé.

Un jour, dans une cité de Marseille, nous projections en compagnie d'un des auteurs deux films réalisés par des jeunes immigrés de qui approuvent le vol, le vandalisme et la violence contre les flics : un jeune con, arabe, a trouvé moyen de nous dire que c'étaient là des films racistes parce qu'ils présentaient les arabes comme des délinquants et rien que des délinquants ! C'est la logique des curés et des staliniens, des Delorme et des Kettane, qui ne disent rien d'autre.

Dans un autre genre, un journal gauchiste mensongèrement intitulé « Tout constate » la disparition relative des formes de lutte sans avenir politique comme le rodéo dans la banlieue lyonnaise. En effet, ce sont des actes sans avenir politique : ils ne demandent rien à l'État, ils ne demandent pas l'assistance des militants gauchistes, ils ne se donnent aucune justification. Des actes comme ça n'ont pas d'avenir dans cette société qui ne peut que les condamner absolument ou les excuser merdeusement, mais qui ne peut en rien les organiser politiquement. Leur avenir est au-delà de cette société et au-delà de la politique. On comprend dès lors que les activistes autonomes dont « Tout » constitue l'avoine intellectuelle se soient fait jeter comme des malpropres dans les

banlieues parisiennes où, il fût un temps, ils avaient tenté de recruter en parlant aux immigrés de leur avenir, politique, auquel il faudrait enfin qu'ils pensent à leur âge !

Depuis la première opération « anti-été chaud » de 82, l'État propose aux gamins des banlieues diverses activités comme des cours d'informatique donnés bénévolement, ou apprendre le maniement des micro-ordinateurs. En plus du fait que ça les occupe et que pendant ce temps ils ne pensent pas, cela a selon toute vraisemblance une toute autre signification. Le développement actuel du secteur informatique, s'il nécessite une très forte concentration de savoir abstrait, implique aussi une part de travail sans qualification : ce secteur reconstitue en effet la division industrielle entre une main-d'œuvre vouée aux tâches purement mécaniques et un personnel de cadres qui pensent, quoique leur pensée soit elle-même purement mécanique (la pensée, dans l'informatique, est visiblement extérieure aux individus). Bref, aussi bien dans la fabrication industrielle des ordinateurs et des composants que dans les entreprises utilisant ce matériel, des OS de l'informatique apparaissent. Et certains des jeunes immigrés sans travail pourraient être appelés à ça. Bel avenir ! Mais il n'y en aura pas pour tous, puisque l'informatique emploie bien moins de travailleurs, toutes proportions gardées, que les industries dites traditionnelles (aux USA, la firme Apple, 2° du micro-ordinateur après IBM, assure son chiffre d'affaire annuel avec à peine 1% de coûts salariaux).

TROP CONSCIENTS POUR SE RÉVOLTER

Combat syndicaliste numéro 93
décembre 2005-janvier 2006

La révolte qui a suivi la mort des deux jeunes de Clichy était propice à remettre en question toute la politique actuelle. Or, cela n'a pas été le cas, au contraire. Avec la proclamation de l'état d'urgence, un pas de plus a été franchi. L'absence de solidarité de la part de mouvements politiques qui se disent révolutionnaires ou libertaires est en partie responsable de ce résultat néfaste. Pour tenter de justifier cette absence de solidarité envers la population des banlieues, deux prétextes ont été martelés du début à la fin : "l'absence de conscience politique" et la "violence" des manifestants. Constatons tout d'abord que, dans la bouche de "révolutionnaires", ces deux prétextes sont d'autant plus malvenus qu'ils renforcent la thèse du pouvoir, un pouvoir qui présente systématiquement l'action de ces populations sous l'éclairage de la "délinquance", en faisant semblant d'oublier qu'il s'agit d'une réaction à l'extrême violence sociétale qu'elles subissent.

Constatons également que ce qui a été posé en banlieue, ce sont bel et bien des actes politiques. Les militants "conscients" et "responsables", en niant le sens de ces actes, en les disqualifiant par un discours calqué sur celui du pouvoir, ont contribué à l'isolement humain et moral des

révoltés et finalement à notre défaite à tous. Un tel comportement n'est pas prêt d'être oublié par la fraction du prolétariat qu'ils ont aussi lamentablement abandonnée.

ARLETTE, LES VOYOUS ET LES TRAFIQUANTS

De la même façon que sous une dictature certains se déclarent trop intelligents pour penser, affichant ainsi une spirituelle lâcheté, les militants officiels d'extrême gauche se sont déclarés trop conscients pour se révolter. Commode. Trop commode. Sur ce sujet Lutte Ouvrière a été la plus clairement fidèle à une certaine tradition marxiste qui repose sur une hiérarchisation de la population : il y aurait, tout au-dessus du panier ceux qui ont bien compris Marx (en l'occurrence, les militants de Lutte Ouvrière, qu'ils soient issus de la haute bourgeoisie ou du monde ouvrier), un peu en dessous l'élite ouvrière (qui n'a pas tout à fait bien compris Marx mais qui est désignée par celui-ci comme le principal acteur de la révolution à venir) et tout à fait en bas, le monde ouvrier le plus pauvre. Les premiers prétendent diriger les seconds et abominent les troisièmes, qu'ils nomment lumpenprolétariat, c'est à dire sous-prolétariat (en insistant bien sur le sens péjoratif de

"sous"). Ils englobent dans sous ce dernier terme l'ensemble des individus réfractaires à leur interprétation de la conscience politique.

Avec cette conception de la vie, on peut écrire sans sourcilier, comme le fait Arlette Laguiller, dans l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière du 4 novembre 2005 : "C'est pourquoi lorsque les jeunes s'en prennent aux pompiers en tant que représentants de l'autorité, cela ne montre pas une bien grande conscience (...) La violence au quotidien dans ces quartiers est peut être le fait de voyous ou de trafiquants." La semaine suivante Arlette récidive : pour elle les violences témoignent parmi les "jeunes" d'une "absence de conscience sociale et de solidarité", alors que c'est de tout l'inverse qu'il s'agit : c'est bien en solidarité avec deux jeunes poussés par la pression policière à se réfugier dans un transformateur - et à y mourir - que les quartiers se sont embrasés, et, s'il y a une partie de la population qui comprend d'emblée ce qu'est l'antagonisme des puissants et des opprimés, c'est bien dans les banlieues qu'elle se trouve. Les propos des militants d'extrême gauche sont tellement influencés par les médias qui, pour servir les stratégies sarkoziennes, ont savamment mis en scène les "violences", que c'est à se demander s'ils ont une

autre source d'information que le journal de TF1 !

IL FAUT SAUVER LA VOITURE DU SOLDAT KRIVINE

Pourtant, tous ces militants n'habitent pas dans le très chic XVI^e (à Paris), le tout aussi chic quartier Ozenne (à Toulouse) ou la très mondaine place Stanislas (à Nancy). Alain Krivine, le leader historique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), habite par exemple à Saint-Denis. Tout près d'une zone chaude. Grâce au contact privilégié avec le peuple que lui permet cette localisation, Alain a participé aux événements ... en défendant, contre les "cas-seurs", sa voiture et sa copropriété ! Laissons s'exprimer ce grand héros trotskiste. Certes, il reconnaît là une "explosion de l'exclusion" mais il est plus prolixe dans le magazine Marianne du 12 novembre 2005 lorsqu'il "reprend le récit de ces nuits folles où à soixante, ils font des rondes jusqu'à deux heures du matin pour éviter que la détresse n'attaque leurs murs. Cela crée des liens. Les réseaux de solidarité se sont renforcés, positive le leader trotskiste (...) Pourquoi ne pas embrigader les émeutiers pour la révolution ? Aucune organisation politique ne peut être comprise de ces jeunes ré-

plique-t-il" et quand le journaliste lui indique que, lui, il va aller parler aux jeunes, Alain lui répond "presque inquiet 'vous verrez, c'est tout noir'."

La LCR a toujours été pragmatique. Lorsque l'émeute vient lécher les parkings et les murs des immeubles un peu plus cossus que ceux du reste de la zone, il s'agit d'abord pour elle de défendre la propriété. Des pratiques qui ne sont pas loin d'être celles d'une milice de petits propriétaires deviennent, dans la bouche d'Alain Krivine des "liens de solidarité" qui se renforcent. Pour peu, il nous ferait croire qu'un soviet était en création dans sa copropriété ! Quant à la conscience politique de la LCR, après quelques tergiversations, elle semble surtout avoir eu pour objectif de sauver la voiture d'Alain. En effet, si le 31 octobre un premier communiqué de la LCR dénonce la politique sécuritaire du pouvoir, dès le 3 novembre le ton change et cette même LCR s'aligne sur la position du Parti communiste (PC), lequel à corps et à cris, réclame le retour à l'ordre et la punition des émeutiers. Ainsi, peut-on lire dans le communiqué de la LCR daté du 3 novembre 2005 que "la vague de révolte et de violences suscite une inquiétude profonde parmi la population", ce qui permet à toute la gauche of-

ficielle, Parti communiste en tête, d'enclencher le discours selon lequel, pour retrouver la quiétude, "rétablir l'ordre est une urgence extrême", sans oublier de préciser que "Les responsables des violences et des dégradations doivent être sanctionnés" (Communiqué du Parti communiste français du 03/11/2005). Ceux qui, jour après jour, dégradent sciemment nos conditions de vie avec une violence à peine voilée peuvent dormir tranquille. C'est sur les opprimés que la gauche et l'extrême gauche appellent les "sanctions", pas sur leurs oppresseurs.

DES LIBERTAIRES : SI- LENCIEUX D'ABORD, IN- COHERENTS ENSUITE

Chez ceux des libertaires qui prônent la "visibilité médiatique"¹, les réactions ont été encore plus tardives. A croire que cette "visibilité", dont ils font un axe essentiel de leur stratégie, n'est destinée qu'à leur permettre d'ajouter une signature sur les tracts des partis politiques ou à suivre les manifs plan-plan des syndicats. Quand l'ambiance se teinte de révolte, ce n'est plus à de la visibilité que nous assistons, ce n'est même pas à une humble

¹ Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées a lancé le débat sur ce thème.

discrétion, c'est carrément à une disparition corps et biens. Le silence initial des "libertaires visibles" est d'autant plus assourdissant que c'est à Paris que les événements ont débuté dès le 27 octobre 2005 et que c'est dans cette même ville que se trouve - de fait même quand la forme affichée est autre - la "tête" de ces organisations là.

Or, ce n'est qu'autour du 7 novembre 2005, plus de dix jours après le début des événements que les premiers - et bien piteux - communiqués de presse ont été rédigés. La lecture de ces écrits démontre surtout, s'il restait un doute, que le mouvement libertaire français a intégré le discours dominant sur la violence. Les communiqués d'Alternative libertaire (AL), de la Fédération anarchiste (FA), vont "regretter" la violence des manifestants. Le ton est lamentable et ne sort pas de la litanie médiatique : "Oui, il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures, frapper au hasard ne fait que du tort." (Premier communiqué de la Fédération anarchiste, 8 novembre 2005).

Remarquons au passage que cette focalisation de toute la gauche et de l'extrême gauche sur les voitures brûlées est curieuse à de nombreux titre. Ne serait-ce que parce que ces milieux revendiquent souvent ... l'abandon de la voiture au profit des transports en commun ou du vélo.

Remarquons également que, sans amener aucune piste concrète, ces organisations semblent découvrir que l'expression de la révolte est toujours un mouvement contradictoire dans lequel le révolté

met en jeu ses intérêts présents dans l'espoir d'un avenir meilleur. Alors oui, la révolte, surtout si elle est matée et contenue, s'effectue au détriment de ceux qui la font. C'est là un risque qu'apparemment les "anarchistes" français de la FA et AL ne sont pas prêts de courir.

Il aura également fallu beaucoup attendre pour savoir ce que pensait de la situation la CNT-Vignoles. Ensuite, les prises de position se sont multipliées. Mais, la seule conclusion que l'on puisse tirer de leur lecture, est l'in vraisemblable incohérence de cette organisation. Ainsi, le titre du communiqué de "l'Union régionale de la région parisienne" est éclatant de radicalité : "Nous sommes tous de la racaille", proclame-t-il. Quel dommage qu'il ait fallu attendre le 11 novembre 2005 pour lire une affirmation aussi fière et aussi ... décalée.

Car, ce communiqué paraît quand, en région parisienne, le mouvement a pratiquement disparu. Et où est la cohérence avec le premier communiqué des Vignoles, bien moins fier, daté du 6 novembre 2005 : "Les enseignants de la CNT ne prônent pas bien sûr les incendies de voitures ni de bâtiments publics, mais ils ne prônent pas non plus la résignation". Ou, bien pire, avec l'éditorial du site web de l'Union régionale CNT-Vignoles d'Aquitaine (qui détient, c'est symbolique, le bureau national de cette organisation). Ce communiqué critique ouvertement les irresponsables ("la CNT regrette les comportements irresponsables d'une fraction de la jeunesse

sacrifiée") avant de conclure, d'un peu compréhensible (vu le contenu de tout le texte) "Où est la vraie racaille ?" Bref, la confusion règne. Aux Vignoles, les uns dénoncent les "comportements irresponsables" et se demandent où est "la racaille" pendant que leurs camarades leurs répondent, certes avec un prudent retard : "C'est nous". Et il faut attendre le 13 novembre pour que, dans ces groupes qui se réclament du "syndicalisme révolutionnaire", on se rappelle qu'en cas de révolte, le minimum de l'action syndicaliste, c'est d'appeler à la grève en solidarité. Le mot de "grève" est finalement lâché le 13 novembre. Oui, mais le 13 novembre, tout était fini.

PENDANT LA REVOLTE, LE SPECTACLE CONTINUE

Des analyses aussi indigestes ne pouvaient que conduire à des actions tout aussi minables. La première manifestation parisienne a eu lieu le 9 novembre 2005. C'était bien tard : cela faisait une quinzaine de jours que la répression s'abattait sur les populations des quartiers de la région parisienne. Contre l'état d'urgence (dont ils ont justifié d'avance la proclamation par leur "inquiétude" et leurs appels à la répression) le PC, les Verts, la LCR et une multitude d'organisations rassemblent à grand-peine 300 personnes à Bobigny. Les organisations libertaires parisiennes quant à elles sont encore terrées. Rien n'est proposé, elles se contentent d'envoyer des communiqués aux médias. Le point d'orgue de ce

monstrueux décalage se produit le 12 novembre, quand la machine répressive bat son plein.

Il y a ce moment-là en France près de 3 000 personnes, qui, après les avanies des gardes à vue, des coups et des insultes dans les commissariats, des perquisitions à leur domicile à coup de fusil à pompe pour faire sauter la serrure, sont préventivement en taule et défilent en comparution immédiate devant la justice. Il y a à ce moment-là des jeunes qui ont été gravement blessés au visage ou qui ont perdu un membre. Et il y a ce jour-là un concert de solidarité. Il est organisé par la CNT Vignoles, justement dans son local rue des Vignoles à Paris, en solidarité avec ... la CNT Vignoles. Vous avez bien lu : le 12 novembre, la solidarité des Vignoles va au syndicat de la communication des Vignoles, pas aux "racailles".

Trotskistes, "anars", "syndicalistes révolutionnaires", ... ont sur le fond (avec de très faibles nuances) un discours commun, réglé sur le discours du pouvoir. La mise en œuvre d'une mécanique unitaire réformiste et récupératrice, de plus en plus large, va, de se fait, se mettre en place tout "naturellement".

Le 13 novembre, la FA, le Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) et compagnie signent un appel selon lequel "L'action des forces de l'ordre (...) ne saurait être la seule réponse". Ce qui est reconnaître que l'action des forces de répression est une des réponses socialement utiles. C'est tout simplement consternant, venant d'"anarchistes", qui ne

s'arrêteront pas en aussi bon chemin. FA, CNT Vignoles, LO finiront par signer un appel commun à manifester contre l'état d'urgence le 16 novembre, devant le Sénat, avec le PC et le MJS (et cela bien que le Parti socialiste - dont le MJS fait partie - ait été tout à fait favorable au départ à cet état d'urgence).

Mais ni les uns ni les autres n'en sont plus à une contradiction près, même s'ils dégoûtent toute la population. C'est d'ailleurs pourquoi, l'appel pour la manif du 16, signé par presque toute la gauche, toute l'extrême gauche et cette partie du mouvement libertaire atteint de "visibilité chronique" (représenté par la FA et la CNT Vignoles) réunit à grand-peine 2 000 personnes à Paris (dont fort peu de banlieusards). Cet échec cuisant est la démonstration qu'il n'y a plus grand monde pour être dupe : on ne peut d'un côté appeler de ses vœux une politique répressive en demandant à ce que "l'ordre soit rétabli" (PC) contre des individus désignés comme "inconscients" (LO) ou "irresponsables" (CNT Vignoles), et d'autre part appeler à manifester contre l'état d'urgence, lequel n'est que la conséquence politique du discours tenu par les organisations signataires de l'appel du 16 novembre.

Cette bouffonnerie d'organisations qui se réclament du mouvement libertaire ou "syndicaliste révolutionnaire" est de nature à déconsidérer les idées qu'elles prétendent représenter aux yeux de tous les révoltés. Or, le développement et la concrétisation des idées libertaires est pour nous quelque chose d'essentiel (c'est bien

entendu ce qui nous oblige à commenter l'attitude des organisations qui s'en réclament). Les événements de la Toussaint en France doivent amener tout militant à s'interroger et à faire des choix stratégiques. Qu'elle crédibilité peut-on accorder à des organisations qui non seulement n'ont rien apporté au débat mais qui, de plus, ont enfoncé les portes ouvertes par Sarkozy ? à des organisations qui exploitent une imagerie violente et qui sont largement absentes quand, justement, la violence qu'elles glorifient sur les "produits dérivés" qu'elles vendent² devient, un tout petit peu, réalité ?

Cette révolte était-elle ou non légitime ? Pour nous, à la CNT-AIT, c'était la seule question à se poser. Si oui, il fallait en assumer clairement les contradictions, et avoir le courage politique d'en payer éventuellement les conséquences. C'est ce que nous avons fait. Cela, parce que nous sommes persuadés que la place des militants révolutionnaires est avec les révoltés, lorsque cette révolte est légitime, et parce que ce n'est que de cette place que nous pourrions, avec eux, dépasser les contradictions inhérentes à toute révolte et passer de la révolte à la révolution.

Des militants

² Elles ont des catalogues pleins de tee-shirts ou de casquettes estampillés de poings, armes, bombes ou de slogans vengeurs. Elles soutiennent des groupes de variété dont le nom à lui seul est une exaltation de la lutte armée (Kochise, Brigada Flores Magon), diffusent des ouvrages sur Ravachol ou autres, utilisent des services d'ordre qui défilent en gonflant les muscles...

L'araignée citoyenne tisse sa toile: AC le feu en campagne

Lucioles, bulletin anarchiste de Paris et sa région, numéro 6, février-mars 2012

Un nom comme le leur ne s'invente pas. Née juste après la retombée des vives flammes de l'automne 2005 qui avaient ravivé le corps de ce pays glacé, l'association AC le feu (pour Association Collectif Liberté Égalité Fraternité Ensemble Unis-sic-) s'est formée pour ainsi dire sur le tas, en groupant d'honnêtes *grands frères* accourus pour séparer flics et émeutiers. Alors que les émeutes avaient réussi à créer une situation on ne peut plus claire (ou bien la révolte, ou bien sa pacification), le collectif se prétendait «ni d'un côté, ni de l'autre», ce qui dans les faits se traduit toujours par «du côté des flics», même en y mettant du vernis et en avançant masqué. A la mode des syndicalistes courant après les colères de salariés qu'ils veulent enrégimenter afin d'y gagner en représentativité, AC le feu s'est empressé de monter sur la scène médiatique, et les braises de la révolte encore tièdes, d'y servir le bon vieux refrain des «aspirations compréhensibles» des habitants des banlieues. Certes, la colère est «légitime» (on parle déjà le langage du droit, langage qui ne peut appartenir qu'à l'État), les jeunes enragés ont leurs raisons qu'on ne saurait nier, mais maintenant ça suffit. Comme

après une catastrophe où tout le monde crie «plus jamais ça», nos représentants auto-désignés ont eu beau jeu d'appeler à d'autres formes de la contestation, d'autres manières d'exprimer sa rage, de façon plus «constructive». En somme, de passer de l'émeute à la politique, comme le souligne un passage de leurs «cahiers de doléances»: *«Il nous a donc semblé indispensable d'agir pour le cessez le feu, attendu que les meilleures armes pour se faire entendre restent encore la participation citoyenne à notre démocratie [...] Rallumer la flamme citoyenne dans les cités».*

Essai transformé aujourd'hui, puisqu'après avoir patiemment tissé leur toile (bénéficiant pour cela du soutien des pouvoirs locaux), revoilà nos citoyens qui pointent leur gueule à la porte du grand bordel électoral auquel tous les maquereaux se bousculent et jouent des coudes. Leur objectif? *«On n'appelle pas à voter pour untel ou untel, non; le but est purement citoyen, il est d'inciter les jeunes des quartiers populaires à s'inscrire sur les listes électorales, afin de faire entendre leur voix. On n'est pas là pour donner une consigne de vote».* En somme, le but est de faire baisser l'abstention, c'est à dire la saine indifférence des gens pour le grand

banquet des coquins et des guignols qui ont fait du contrôle de nos vies l'essence de la leur. Activant leurs petites cellules territoriales (368 selon leur propre décompte), nos prêcheurs s'en vont cogner à un maximum d'huis afin de convertir chacun-e de la pertinence qu'il y a à mettre un misérable bout de papier dans l'urne, chose ô combien importante pour se sentir vivre. Et n'hésitent pas à s'essayer à l'art du ridicule: *«A l'instar des sans culottes de la révolution française de 1789, notre démarche vise à faire remonter l'expression populaire auprès des édiles de la nation.»*

Nos braves pèlerins démocrates ont la foi, ils veulent, selon leurs propres termes, initier les gens à la citoyenneté, afin de rattraper ce qui n'a pas été fait à l'école. Et pour ce faire, ils recrutent quelques personnalités charismatiques susceptibles de rendre un peu sexy une perspective qui sentirait plutôt le caveau. Extraits choisis du credo entonné par ces icônes du «spectacle responsable et engagé»:

«Convaincre les jeunes d'aller voter aux législatives. Et puis nous, à AC le feu, on a des membres qui sont rentrés dans les conseils municipaux», «Si l'Etat ne peut pas nous faire progresser, c'est à nous de faire progresser l'Etat.»

On y voit un peu plus clair. Si AC le feu quadrille les quartiers à la manière des CRS quand tout menace de cramer, en récoltant au passage quelques fauteuils pour y asseoir leurs gras séants d'ambitieux, c'est justement pour rendre la pacification politique plus présentable, tendre une carotte aux plus récupérables parmi les énervés des bagnes métropolitains pour leur faire miroiter quelques petites miettes lâchées par la généreuse société, quand bien même il n'y aurait plus grand chose à becqueter. Il sera ensuite facile de dire aux irréductibles: «Vous n'avez pas saisi votre chance, tant pis pour vous».

Devant le salutaire mépris que ces bouffons rencontrent sur leur route, ces derniers ont encore une explication: «Les gens sont souvent réfractaires, c'est culturel».

Nous pourrions nous étaler à l'en-vie sur leur cas, mais nous leur laisserons ce pathétique mot de la fin, richissime en crétinerie. Mais à toute fable sa morale, en voici une qui sonnerait pas mal:

Pas AC le feu, vive le feu !

A PROPOS DES ÉMEUTES, ATTAQUES CONTRE DES BÂTIMENTS PUBLICS ET CONTRE LES FLICS, DE LA SITUATION INSURRECTIONNELLE ET DES RÉACTIONS QU'ELLE A PROVOQUÉES

Deux textes diffusés en décembre 2005

POUR QU'UN MÉ- LANGE DÉTONNE...

Cela fait maintenant plus de 15 jours que des émeutes secouent de nombreuses villes en France. Il ne s'agit pas pour nous de prendre la parole à la place de quiconque ni même de penser qu'il serait bon que quelques uns des acteurs de ces attaques la prennent ou qu'apparaissent des représentants.

Si nous voulons nous pencher sur les attaques qui ont été menées, c'est juste pour énoncer comment ces faits nous parlent.

Si l'on regarde les cibles incendiées, que ce soit des bâtiments de l'Etat, des écoles, des commissariats, ou encore des entreprises semi-étatiques (comme la Poste ou EDF), des bus, des tramway, des métros et autres transports publics ou des entreprises privées, c'est véritablement une guerre ouverte qui est menée. Au delà de chaque cible particulière il s'agit d'attaques massives. Et même si l'éventail est large et sans cesse renouvelé, il s'agit d'attaques ciblées. En effet, c'est de dévastation qu'il s'agit, avec la puissance qui est à l'oeuvre et qui s'en dégage, avec ce que cela comporte de joyeusement spectaculaire. Un commissariat qui brûle, c'est le lieu de travail des flics qui est détruit, avec tout ce que cela contient de menaces mises à exécution, de désorganisation et de démoralisation infligées aux policiers (ils doivent en plus essuyer l'affront

de ne pas avoir su protéger leur base). Cette traînée de poudre, après avoir flambé de manière exponentielle, ne pouvait sans doute pas croître éternellement, mais la contagion a frappé d'autres territoires, comme si le relais circulait, même si certains tentent de coller une lecture concurrentielle sur cette propagation. Même si son avenir est inconnu. Les transports, les bus, métros et tramways sont les lieux mouvants d'un contrôle quotidien (par la montée à l'avant, les contrôleurs, les caméras, et les injonctions omniprésentes aux passagers). Ils participent du quadrillage du territoire. En rapport avec le travail, ils sont un déversoir à prolétaires, ils sont un moment du chemin qui mène au chagrin. Quant aux écoles, il y aurait trop à dire pour que nous en parlions sérieusement, mais l'omniprésence et la multiplicité des formes de contrôle mise en place dans ces établissements, les rapports sociaux imposés par ces lieux suffisent à appeler à la flamme.

Ces incendies, ces affrontements, pleins de vitalité et de puissance nous réjouissent. Nous ne voulons sûrement pas, comme on a pu le voir ces derniers jours (alors que tout le monde enterre bien vite ces émeutes et destructions), expliquer le pourquoi et le comment, essayer de recycler des merdes conceptuelles telles que «les jeunes veulent plus de jus-

tice» alors que des tribunaux reçoivent des cocktails molotovs. Chacun essaye de refourguer ses vieux morts et ses saloperies théoriques que ce soit pour dénoncer la «justice coloniale» ou pour en appeler à la «justice sociale» ou à la «justice en banlieue». Et chacun de ressortir des fumisteries sur le racisme et le dit «néo-colonialisme». Nous devons supporter toute la vieille rhétorique post-maoï-sante. Nous devons écouter les témoignages de syndicalistes révolutionnaires qui parlent du chemin de croix qu'est pour eux l'engagement politique et qui refusent (quel courage!) ce qu'ils considèrent comme des conneries star académique de voitures brûlées.

Nous devons patienter devant ces tentatives, pas forcément volontaires, d'enserrer ce qui se passe dans des concepts inopérants, faibles et souvent dégueulasses.

A ceux qui réclament plus de justice nous voudrions rappeler que la justice est la machine à produire de la punition, du contrôle des comportements. C'est l'antichambre de la prison, le commandement des matons et des flics, des murs froids et des barreaux. C'est le lieu de traitement de ce qu'ont ramené les petites mains policières, le lieu des aveux et du dépôt, le cirque d'où l'on repart enchaîné et encagé. C'est comparaître entravé, devoir s'expliquer et se justifier sur sa vie. C'est l'im-

puissance des proches, le lieu des petites misères quotidiennes et des négociations sordides, le lieu des parties civiles et des réquisitoires.

Concernant la fuite des jeunes à Clichy, tous ceux qui refusent le contrôle, un désir de liberté chevillé au corps, ne peuvent que comprendre ce geste, comme le réflexe vital de se soustraire à la pénible et contraignante suspension de temps qu'est un contrôle de police. C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas été tués par des flics (mais par le fait même de vouloir leur échapper) que les pacificateurs qui jouent les durs, les habituels vendeurs de punition et de ressentiment victimaire comme les grand frères du MIB, n'ont pas essayé de faire leur beurre sur cette affaire. Peut être que justement les deux morts ne correspondaient pas assez au statut de victimes, puisque dans ce qui a provoqué leur décès intervient un geste de vitalité.

Il apparaît délirant que ces faits et ceux qui s'en sont suivis, l'embrasement de nombreuses villes, ne soient pas aussi compris comme le refus de la police dans son existence même, dans sa matérialité, et dans l'une de ses pratiques les plus minimales: le contrôle d'identité.

Prenant des formes multiples, deux types de discours sont très présents: vouloir ramener l'ordre et condamner ce qui se passe. Chacun y va de sa petite recette miracle pour,

vainement, étouffer ce climat insurrectionnel, soit par une opposition frontale, soit dans un jeu de nuances. Mettre plus de CRS dans les cités ou rétablir la police de proximité, supprimer les allocations familiales, expulser ceux qui ne sont pas français, rétablir un service civil ou encore renforcer la présence des médiateurs, donner des fonds aux associations de quartier, multiplier le nombre de travailleurs sociaux... Chacun d'un peu conséquent sait que le maintien de l'ordre ne se fait pas dans une opposition entre prévention et répression, mais par l'usage de ces deux types de contrôle pour former une tenaille, par la mise en oeuvre complémentaire de ces deux forces d'imposition de l'ordre et de la paix. Il ne suffit pas d'occuper les gens avec toutes sortes d'activités (ou avec un travail dès l'âge de 14 ans), il ne suffit pas que les flics connaissent les jeunes grâce à la présence amicale de leurs patrouilles ou à des activités communes (tournois de foot, découvertes VTT, initiation citoyenne à la sécurité routière...), pour que tout le monde se tienne tranquille, pour que chacun intériorise la contrainte et se fasse flic de soi même et de ses colères, par la peur et la raison.

Avec un entêtement notable, tout le monde s'est opposé à ces événements, le gouvernement et son parti évidemment, le PS bien sûr, les imams locaux puis

l'UOIF à travers une fatwa... Les appels au calme sont venus de toutes parts: associations proches des jeunes, partis de gauche, élus locaux, éducateurs... Rien n'y fait, le nombre d'affrontements et d'incendies n'a cessé de croître. En revanche, dans les médias (vecteur principal de colportation des faits dont on parle), il a fallu attendre très longtemps, et encore de manière très poussive et faible, pour que se dise une hostilité de la part des gens, victimes, témoins, badauds et autres interviewés. Pour exemple même la femme de l'homme qui est mort en défendant ses poubelles n'a pu que présenter de lui un portrait peu amène, où, sur fond de photo avec son berger allemand, elle dit à la caméra: «Il voulait que tout soit propre, je lui disais tu es fou, arrête tu va te faire tuer»...

Dans ce flots de discours inutiles, l'extrême gauche et certains ultra gauchistes amènent leur flaque de saloperie à ce ruisseau d'étouffement. Chacun y va de son petit cours de morale, de sa petite dénonciation, de son petit conseil avisé, quand ce n'est pas de son prêche sur ce qui est politique et ce qui ne l'est pas, de ce que tout ça veut dire en gauchistement correct, de ce qu'il faut excuser, justifier faiblement... Et chacun de faire le tri éclairé dans le réel pour nous livrer son point de vue sur ce qui est bon et ce qui n'est l'est pas, ce qu'il est correct de brûler et ce qui à respecter. Bref, d'un point

de vue complètement extérieur, chacun condamne à sa manière le réel ou le nie (on a pu lire que cette explosion n'était pas violente, ou alors d'une violence insignifiante, minuscule, ridicule par rapport aux méchantes violences du capitalisme).

Dans la cacophonie des manifestations fort tardives se sont côtoyés ceux qui comprennent sans excuser mais sont contre l'état d'urgence, ceux qui justifient sans comprendre sauf pour les voitures brûlées, ceux qui dénoncent en excusant mais sont contre Sarkozy.

La question pourrait être de réfléchir sur des cibles que l'on se donnerait, mais décidément pas d'improviser (comme au moment des émeutes de Gênes en 2001) son petit catéchisme pour dire ce qu'il fallait détruire et ce qu'il fallait conserver, et d'émettre jugement sur jugement sur ceux qui s'attaquent à ce qui nous entoure. On aura entendu jusqu'à plus soif les rengaines du type «mais pourquoi ne brûlent-ils pas plutôt le 16^{ème} arrondissement ou Neuilly» (même dans la bouche d'Eric Raoult), variantes sur le thème «des barricades oui mais ni ici ni maintenant, ailleurs, avant ou après». Il faut apparemment rappeler qu'il n'y a pas de copyright sur le cocktail molotov et que chacun pourrait mettre Neuilly à feu et à sang si cela lui chante.

Ils brûlent les voitures de leurs voisins? Mais, dans les cités comme ailleurs, ce n'est pas Disney Land, tout le monde n'est pas copain, et, que ce soit avec le concierge, le voisin-citoyen ou le vigile local, il peut exister un peu d'inimitié. Il faut comprendre aussi que brûler une voiture dans ce genre de guerre

ouverte, ce n'est pas forcément vouloir emmerder son propriétaire et sa rentabilité potentielle. C'est une guerre de territoire qui se joue. Une guerre qui dispute aux flics, à l'Etat et à ses agents, aux rapports sociaux imposé le capitalisme, du territoire dans des affrontements. Contrairement à une niaiserie passée en boucle, il n'y a rien de suicidaire (est-ce pour les circonstances atténuantes?) dans tout cela. Il n'y a rien de suicidaire à mettre le feu, à tirer ou à jeter des boules de pétanque sur les flics. Il n'y a rien d'autodestructeur à arracher par la force, à la pacification et au contrôle, des zones où le droit et la justice cessent enfin de s'exercer.

C'est inattendu et il n'est jamais trop tard.

Cette guerre nous réjouit, nous parle. Son existence nous appelle à agencer un rapport avec la puissance diffuse qui s'est constituée et densifiée. Parce que nous en avons un besoin impérieux. Parce que nous ne voulons pas être des révolutionnaires de papier. Parce que tous ces feux nous réchauffent le cœur et raniment des perspectives. Parce qu'il faut de l'oxygène et de l'hétérogène bien dosés pour qu'un mélange détonne.

Il nous appartient désormais de ne pas nous satisfaire de gérer – toujours aussi inefficacement – la répression, ni de rabattre la puissance qui est à l'oeuvre et l'enthousiasme que sa vitalité a provoqué chez nous sur des pratiques qui, du moins ces derniers temps, ont prouvé leur stérilité, comme des rassemblements ou des manifs, sans parler des « marches

des banlieues et de la politisation » ou autre initiatives du même acabit. Peut être faut-il partir d'ailleurs et se donner les moyens d'inventer des formes d'interventions à la hauteur de la situation.

Fils de la république ? – Alors nique ta mère !

LORSQUE LE FEU S'EN PREND AUX MÉTROPOLES...

Les émeutes qui font flamber les métropoles ont, dans la bouche pleine de cadavres des commentateurs de tous bords, vite abandonné (pour ne pas dire jamais eu) un caractère vivant, exponentiel, autoentretenu, autonome et fondamentalement anti-discursif pour se fondre justement dans des discours, des interprétations, des palabres politico-morales, pour perdre dans les catégories misérables de l'analyse éclairée tout ce qui les subjective et en fait la force. Expliquer, il faut expliquer ce qui se passe. Pour condamner, pour justifier, pour trouver un réceptacle à sa bonne conscience humaniste, pour se rassurer, pour évacuer la peur de ce que l'on est pas en mesure de vivre et d'êtreindre.

L'inflation discursive, dont le ressort est toujours au final de désamorcer, neutraliser, canaliser, enterrer, accompagne en général l'inflation des dispositifs du contrôle. Dans la guerre qui est menée, rien d'étonnant donc que l'Etat, le Capital et l'ensemble de leurs composantes mettent en discours le réel pour

mieux condamner dans les mots et surtout les prétoires, pour éradiquer, enfermer, reléguer, expulser. Que la gauche en fasse de même pour resservir sa soupe d'alternative gestionnaire à visage humain, ses misérables petites stratégies de pacification de proximité, de gentil contrôle préventif qui viendrait s'opposer on ne sait trop comment au méchant contrôle répressif.

Mais le ressort de la mise en discours, l'hystérie explicative deviennent plus problématiques lorsqu'elles sont censées justifier ce qui s'émeut. Comme si un mouvement qui, de lui-même, ne formalise pas le besoin de justifier ce qu'il entreprend, de revendiquer, de caractériser sa dynamique (alors, révolte politique, émeutes spontanées, étincelle pré-révolutionnaire, insurrection désespérée contre la discrimination néo-coloniale et l'exclusion sociale?) avait besoin des habitués de la rhétorique militante pour le faire après coup et à sa place. « Ils ont raison de se révolter », « Ils en ont marre de subir au quotidien la violence de cette société », « Ils se sentent exclus de tout », « Leur révolte est légitime et on doit la comprendre » etc. Comme si l'incendie appelait à sa rescousse une instance de légitimation qui lui est exogène, pour rendre acceptable et intelligible ce qu'il est, pour fournir à l'insaisissable une continuité politique et pourquoi pas déboucher sur « quelque chose ». Mais ce qui se passe est là pour démontrer qu'il n'y a rien sur quoi déboucher.

L'invocation perpétuelle de la légitimité est de surcroît assez étrange. En instituant une zone supérieure de principes universels auxquels on doit se référer pour évaluer la justesse

et la pertinence de telle ou telle action, elle constitue une autorité concurrente de celle du domaine de la loi. Mais qui définit ces principes, et au nom de quoi ? Ce qui est défini à travers le prisme juridico-judiciaire comme crime ou délit est réinterprété à la lumière de la légitimité pour retrouver toute sa dignité. Ce qui est légitime n'est pas un crime, n'est pas un délit. Ah bon? Dans ce cas, il conviendrait de rédiger un Code Pénal alternatif, car jusqu'à présent, un crime ou un délit est ce qui est produit comme tel dans les textes de loi et devant les tribunaux, et non pas imaginé dans la tête de chacun en fonction de son petit code de légitimité. Tirer sur les flics, incendier un commissariat sont des délits ou des crimes. Laissons cette évaluation à l'Etat et à la justice. La question n'est pas de recaractériser quoi que ce soit, mais d'en prendre acte et de s'en réjouir.

En opérant une symétrie par rapport à la zone de la légalité, l'invocation de la légitimité procède en fait à un odieux mimétisme avec les catégories de l'Etat et de la justice. Car c'est au nom de la légitimité que sont répandus les discours judiciaires, que l'on proclame des envies mortifères de punition, que l'on s'improvise procureur en mettant en accusation la police et la « justice coloniale », que l'on fantasme des tribunaux populaires où pourront avoir lieu les procès de la prison ou du capitalisme prédateur etc.

Contourner le réel pour mieux le piétiner. Les discours explicatifs et interprétatifs procèdent trop souvent d'une logique d'extériorité à l'égard de ce qui s'ébranle sous les yeux de ceux qui les formulent. Une ex-

tériorité des postures qui vient renforcer le triomphe de la séparation. Mais c'est oublier que chacun fait ce qu'il a à faire. C'est oublier que l'exploitation, le salariat et le chômage, le travail et sa discipline, la précarité des vies et l'isolement des désirs nous enserment tous dans le même rapport capitaliste. Que l'Etat, ses prisons, ses tribunaux, ses flics, ses législations d'exception, ses écoles, ses assistantes sociales nous mutilent tous. Que le quadrillage du territoire, le contrôle, les déplacements sous surveillance, l'urgence sécuritaire nous placent tous dans le même étai. A partir du moment où nous établissons un même rapport de classe. Peu importe les seuils de pauvreté décrétés par la sociologie et l'Etat, la forme de nos logements, les lieux que nous fréquentons, nos rêves et nos attentes.

Nous sommes la même classe qui se constitue en s'exerçant. Nous réchauffons nos cœurs auprès du même brasier.

En face, les vieilles dichotomies sont resservies à chaque fois, pour à tous prix constituer, face à ce que tout un chacun ne veut pas ou plus incarner, un « nous », une ligne de conduite, une communauté d'appartenance solvable.

Sans même s'appesantir sur la césure entre immigrés animés du désir de s'intégrer et mauvais étrangers (tant pis d'ailleurs s'il sont français...) dont l'incompatibilité avec les mœurs de la République n'a d'égal que le goût du chaos, il y a l'opposition classique et multiséculaire entre bons et mauvais pauvres, méritants et non méritants : travailleurs, chômeurs et même bourgeois (bohème ou pas) tous ensemble unis dans une una-

nime identification aux bons prolos qui galèrent tous les matins pour aller suer au turbine et gagner difficilement de quoi nourrir leur gentille famille authentiquement ouvrière, et qui en guise de récompense se font cramer leur caisse par des petits agités sans scrupules. Pleurnichons à l’infini sur un travail de merde et un salaire de misère, comme s’il ne restait que ça à quoi se raccrocher, comme si l’amour de l’usine ne permettait plus d’apprécier quelques jours de chômage forcé...

Vient ensuite la dissociation consubstantielle aux – déjà anciennes – naissance et croissance du mouvement ouvrier, entre: d’un côté, la classe ouvrière, classe du travail consciente d’elle-même, dressée fière de sa condition dans la lutte pour le salaire et l’emploi, raisonnable dans ces revendications légitimes, ancrée dans le compromis syndical ou dans la perspective révolutionnaire, au coeur du rude combat quotidien pour l’égalité économique-sociale et l’émancipation de toutes-et-tous ; de l’autre: le sous-prolétariat infantile et incontrôlé dont les modes d’action primitifs ne vivent que le temps d’une flambee sans lendemains, dont la vocation est d’être récupérée par la bourgeoisie et dont le principal effet est de venir graisser la machine répressive qui s’abattra sur la classe ouvrière en lutte...

Quid de la violence? D’un côté une violence révolutionnaire salvatrice, saine et juste car destinée à faire rendre gorge à l’odieux exploiteur. Une violence qui surtout vient en son temps, respectant le timing du Grand soir et le protocole de la théorie du prolétariat. De l’autre une violence archaïque,

absurde, qui frappe à l’aveugle, et de toutes façons inutile car non-accoucheuse de l’Histoire. Comme si la question était d’opérer sans cesse des discernements (aucune violence prolétarienne n’est «propre», ni inscrite dans l’agenda de la lutte des classes, et tant mieux), et de reléguer dans les limbes de la Révolution à venir l’absolue nécessité de la confrontation: il s’agit plutôt de cerner là où se situe l’antagonisme de classe sans lui accorder de bon ou de mauvais points, et de faire croître l’implosion qui mine la société, ici et maintenant.

Postures irréconciliables? Sans doute. En effet, comment un brave travailleur syndicaliste, convaincu des vertus de la négociation salariale, et son camarade adepte de l’une des chapelles gauchistes, tous deux engagés de tout leur être dans la défense bec et ongle du Service Public peuvent-ils se solidariser avec des jeunes prolétaires qui crament justement des commissariats, des écoles, des postes, des prisons (non? tant pis), des centres d’impôts, des bus ? Sortons des obscénités sociologiques, des analyses politiques, et plaçons nous du seul point de vue qui vaille le coup: celui de la classe.

Si l’explosion joyeusement incontrôlée a eu lieu, et si elle est appelée à se poursuivre, c’est justement à cause de longues décennies de défilés syndicaux et gauchistes pacifiés, mornes cortèges d’un enterrement perpétuel de la combativité de classe, avec parfois mais trop rarement des irrptions de fièvre. Des décennies de négociations collectives, de collaboration sociale, de journées nationales d’action perlées et inoffensives, de cam-

pagnes électorales et référendaires, de grèves ponctuelles et bornées à tel secteur d’activité, de mobilisations citoyennes... Les incendiaires savent très bien les impasses des canaux traditionnels de la revendication politico-sociale, des modalités des luttes dans lesquelles leurs parents se sont engagés et ont perdu.

En ce sens, l’incendie s’affiche aussi comme une insurrection interne au prolétariat, et peut-être contre une certaine praxis du prolétariat, intégrée aux rouages du capital et assurant sa reproduction. L’incendie est une prise en acte de l’inutilité et de la tristesse des luttes revendicatives actuelles, syndicales, gauchistes, citoyennes, altercapitalistes.

Et c’est la conscience de cette inutilité et de cette tristesse, qui, si elle peut un jour conduire à la déréliction et à l’abattement, peut se métaboliser le jour d’après en une pratique subversive et venir happer dans une même force de frappe ceux qui d’habitude se tournent le dos: lorsque les prolétaires s’affrontent aux flics et menacent de faire sauter leur usine, lorsque la sauvagerie ouvrière déchire le compromis syndical, lorsque les machines du cauchemar industriel et du contrôle sont sabotées, lorsque une prison ou un centre de rétention implose grâce à une évasion collective, à chaque fois que la monotonie d’un défilé bêlant se brise en même temps que les vitrines, lorsque le feu s’en prend aux métropoles.

Décembre 2005

Les Indigestes de la république

Guerre et Paix

A propos des émeutes de Villiers-le-Bel

Tract trouvé dans les rues de Paris, juin 2010

« *Il faut bien que la vérité monte des bouges, puisque d’en haut ne viennent que des mensonges.* »
Louise Michel, 1890.

25 novembre 2007, Villiers-le-Bel. Deux gamins sont tués par les flics, s’ensuivent plusieurs nuits d’émeutes durant lesquelles des dizaines et des dizaines de keufs sont attaqués directement et blessés, certains gravement. L’honneur de la police nationale est touché en plein cœur, mais leur déshonneur participe à notre bonheur. Trois mois plus tard, 1500 flics et journaflics débarquent sur place, bouclent la ville et arrêtent une trentaine de personnes sur la base de dénonciations anonymes et rémunérées par les keufs. Beaucoup payeront pour les désordres avec des peines de plusieurs années de prison ferme. Le 21 juin prochain, les quatre derniers inculpés passeront aux assises, accusés d’avoir tiré sur les flics. Ils croupissent déjà en taule depuis deux ans.

Nul besoin de faire appel à madame soleil pour savoir qu’ils sont condamnés d’avance par cette justice de classe pour laquelle désordre et révolte sont des crimes impardonnables. A travers elle, c’est toute la démocratie qui se venge des indésirables qu’elle ne parvient pas à gérer.

Une chose est sûre : il est simple, d’après ces quelques données, de choisir son camp avec clarté. Nous prenons le parti de la révolte, car nous n’attendons rien des institutions : ni le respect, ni la vérité, ni la justice.

Clairement, ces quelques nuits d’émeutes ont fissuré la paix sociale, comme en novembre 2005 ou en Grèce, c’est toute la colère et la frustration rentrées du quotidien

qui explose au grand jour, c’est des bagnoles de flics qui crament, des flics pris pour cible à la chevrotine et au Molotov, des bâtiments officiels incendiés.

Où que nous soyons, laissons nous aussi éclater notre rage et prenons notre courage à deux mains, car ce qui nous détruit est partout, nos ennemis sont à notre portée. Cette paix sociale qui ne peut être imposée que par la violence de l’Etat est aussi forgée de notre propre résignation et de nos regards baissés face à l’arrogance de la canaille, celle des condés, juges, grands frères, pédagogues, petits chefs et directeurs de conscience en tout genre.

Le jeu en vaut la chandelle.

Ni justice, ni paix.

Que crèvent les balances, que la guerre sociale l’emporte.

GUERRE ET PAIX

A propos des émeutes de Villiers-le-Bel

« *Il faut bien que la vérité monte des bouges, puisque d’en haut ne viennent que des mensonges.* »
Louise Michel, 1890.

25 novembre 2007, Villiers-le-Bel. Deux gamins sont tués par les flics, s’ensuivent plusieurs nuits d’émeutes durant lesquelles des dizaines et des dizaines de keufs sont attaqués directement et blessés, certains gravement. L’honneur de la police nationale est touché en plein cœur, mais leur déshonneur participe à notre bonheur. Trois mois plus tard, 1500 flics et journaflics débarquent sur place, bouclent la ville et arrêtent une trentaine de personnes sur la base de dénonciations anonymes et rémunérées par les keufs. Beaucoup payeront pour les désordres avec des peines de plusieurs années de prison ferme. Le 21 juin prochain, les quatre derniers inculpés passeront aux assises, accusés d’avoir tiré sur les flics. Ils croupissent déjà en taule depuis deux ans.

Nul besoin de faire appel à madame soleil pour savoir qu’ils sont condamnés d’avance par cette justice de classe pour laquelle désordre et révolte sont des crimes impardonnables. A travers elle, c’est toute la démocratie qui se venge des indésirables qu’elle ne parvient pas à gérer.

Une chose est sûre : il est simple, d’après ces quelques données, de choisir son camp avec clarté. Nous prenons le parti de la révolte, car nous n’attendons rien des institutions : ni le respect, ni la vérité, ni la justice.

Clairement, ces quelques nuits d’émeutes ont fissuré la paix sociale, comme en novembre 2005 ou en Grèce, c’est toute la colère et la frustration rentrées du quotidien qui explose au grand jour, c’est des bagnoles de flics qui crament, des flics pris pour cible à la chevrotine et au Molotov, des bâtiments officiels incendiés.

Où que nous soyons, laissons nous aussi éclater notre rage et prenons notre courage à deux mains, car ce qui nous détruit est partout, nos ennemis sont à notre portée. Cette paix sociale qui ne peut être imposée que par la violence de l’Etat est aussi forgée de notre propre résignation et de nos regards baissés face à l’arrogance de la canaille, celle des condés, juges, grands frères, pédagogues, petits chefs et directeurs de conscience en tout genre.

Le jeu en vaut la chandelle.

NI JUSTICE, NI PAIX.
QUE CREVENT LES BALANCES
QUE LA GUERRE SOCIALE L’EMPORTE



Nothing to lose

Julius, Novembre 1986

Depuis plusieurs années, Saint-Paul est l'un des foyers de révolte endémique que l'Etat britannique a beaucoup de mal à réduire. Je m'y suis rendu pour la première fois en avril 1986, au lendemain de l'émeute dans la prison d'Horfield, très proche, à laquelle les mutins mirent le feu. Nombre d'entre eux profitèrent d'ailleurs de la panique des matons pour disparaître dans la nature. Pour qui connaît l'atmosphère oppressante et suspicieuse qui règne aujourd'hui en France, sur fond de rénovation et de quadrillage policier, des lieux comme Saint-Paul constituent de véritables espaces de liberté. Car les quartiers populaires en Grande-Bretagne, parfois de très vieille immigration comme Saint-Paul, ne sont pas des ghettos à l'américaine et des cités dortoirs à la française, qui représentent des formes bien plus « avancées » d'organisation et de segmentation de l'espace, génératrices à la fois d'atomisation et de repli dans des « communautés » fermées. Certes, la vie est dure à Saint-Paul : ici, même l'alcool et la cigarette sont des marchandises de luxe. Le besoin d'argent est là, permanent et angoissant. Des rivalités de bandes, parfois sanglantes, y éclatent. Mais Saint-Paul n'est pas que le lieu de résidence principal de la « communauté jamaïcaine » de Bristol. C'est aussi le point de rencontre entre des individus issus d'autres « com-

munautés » et d'autres quartiers populaires de la ville, en particulier des jeunes qui n'ont pas trop envie de travailler mais plutôt de s'amuser. C'est pourquoi il est facile d'y faire des rencontres intéressantes dans les pubs comme le « Black and White Cafe », haut lieu de l'émeute locale d'avril 1980. Déjà, à l'époque, elle n'avait pas mobilisé que des gens du quartier. A Bristol, la solidarité avec Saint-Paul avait été effective. Voilà pourquoi l'Etat a l'intention de mater, puis de transformer le secteur en zone de pure survie marchandisée.

Dès mon premier séjour à Bristol en avril 1986, je remarquais l'absence de rondes et de contrôle de police, de jour comme de nuit, à Saint-Paul. Esprit de tolérance de la démocratie britannique ? Evidemment non. En réalité, les résidents les plus résolus avaient décrété le quartier « no go area » pour les « pigs » et les « rich bastards », à savoir les flics et les professionnels de la culture qui tentent d'y faire leur niche. En Grande-Bretagne, la « gentrification », la rénovation des quartiers populaires effectuée par les sociétés privées sous l'aile protectrice de la force publique, vise à disloquer leur structure, parfois plus que centenaire, à renouveler, en partie du moins, leur population en facilitant l'installation des membres de la « gentry » branchée et friquée. Dans l'objectif de saper les bases même

des solidarités et des résistances à l'avancée du capital. C'est la raison pour laquelle, à Bristol comme ailleurs, des quartiers sont « zone interdite ». En avril 1986, les flics de la ville ne pouvaient plus entrer dans Saint-Paul. Les « kids » les chassaient et les poursuivaient, détruisaient leurs « vans » de patrouille, incendiaient les voitures de luxe et les boutiques à la mode déjà installées aux portes du quartier. Certaines nuits bien chaudes, après des accrochages sérieux, Saint-Paul était en fièvre. Les « kids » étaient sur le pied de guerre et la ville dans l'attente. Rien ne venait. La « majorité silencieuse », la rage au coeur, n'osait rien faire par elle-même et souhaitait que la police mate les rétifs au plus vite.

A la différence de l'Etat français, centralisateur et niveleur à outrance, l'Etat anglais tolère bien plus les différences « communautaires » dans la mesure où elles ne sont pas dangereuses pour lui. Les individus qui y participent peuvent jouer dans leur pré carré, parfois de façon impertinente, mais à condition de ne pas prendre leurs jeux au sérieux, de ne pas les transformer en « actes criminels », bref de ne toucher à rien d'essentiel. Le pouvoir d'Etat ne pouvait donc pas accepter longtemps « l'insolente impunité de quartiers peuplés de criminels qui ne respectent ni la propriété, ni l'ordre », comme l'affirma, féroce comme à l'ordinaire, la

Dame de fer. La liberté qui, d'après l'idéologie officielle, règne en Grande-Bretagne comme nulle part ailleurs relève évidemment du crime dès qu'elle dépasse les limites fixées par la loi. Les « kids » qui « ne voulaient pas entendre la voix de la raison » devaient être châtiés. Mieux, criminalisés et terrorisés. Le raid de la police fut préparée par d'intenses campagnes médiatiques qui présentaient Saint-Paul comme le repère par excellence des caïds de la came, prêts à empoisonner l'ensemble de la population de la ville. Or, quiconque connaît quelque peu les mœurs jamaïcaines en la matière sait bien que c'est l'herbe qui a la cote dans la « communauté ». L'héroïne, au contraire, y est encore considérée comme la drogue qui rend « crazy ». Dans les pubs où j'ai eu l'occasion de discuter, bon nombre de « kids » y étaient hostiles. « Elle transforme l'homme en animal prêt à mendier n'importe quoi », me disait l'un d'entre eux. Il est de notoriété publique, dans de tels quartiers, que les gangs qui tentent d'y prendre pied et de fourguer la merde sont protégés par la police. Après avoir tenté d'abrutir, à l'époque de la révolution industrielle, les pères des « classes dangereuses » par le gin frelaté, l'Etat est prêt à faire la même chose avec leurs héritiers via l'héroïne.

A l'aube du 12 septembre, au nom de la lutte contre la

drogue, les forces de police des comtés de l'Avon et du Somerset investissaient Saint-Paul dans des « vans » banalisés, bouclaient les accès, occupaient les rues et les lieux importants en cas d'émeute, en particulier les postes à essence déjà utilisés pour la fabrication des cocktails Molotov, et commençaient à procéder aux rafles. La police britannique s'est beaucoup transformée depuis les dernières vagues d'émeutes et de grèves. Elle intègre désormais des corps paramilitaires, aux pouvoirs et aux capacités d'intervention renforcés. La balle en plastique est à l'ordre du jour comme en Irlande et à Hong Kong. Surpris en plein sommeil, les gens de Saint-Paul ont tenté de résister. Mais ils ne pouvaient pas empêcher les perquisitions, les fermetures de pubs et de clubs pour la journée, les arrestations et les condamnations, presque immédiates, en particulier celles des « dangereux toxicomanes » qui avaient sur eux à peine de quoi faire quelques joints. Dans la journée, plus de cents personnes étaient déjà inculpées, en général pour « attitude menaçante », en vertu de la récente loi sur l'ordre public qui permet d'embastiller quelqu'un pour avoir regardé de travers des flics.

La présence policière n'avait jamais été aussi imposante, même en avril 1980. Mais le sentiment d'humiliation et le désir de relever le défi de l'Etat

étaient trop forts pour s'y soumettre. De plus, dans l'esprit des « kids », l'acceptation de la défaite aurait eu des répercussions bien au-delà de Saint-Paul. C'est pourquoi, après le raid, dans la nuit du 12 septembre, ils reprirent l'initiative. Dans Grosvenor, Campbell et City Road, des escarmouches éclataient. Les émeutiers, garçons et filles, s'armaient de couteaux, de barres de fer, de briques et de cocktails Molotov et commençaient à harceler les flics. Des citoyens qui avaient collaboré avec la police et des journalistes en quête de sensationnel étaient attaqués : trente blessés, certains gravement, des « vans », des voitures et des caméras détruites. Les émeutiers les traitaient en ennemis. Ils n'oubliaient pas les mensonges et les calomnies sur Saint-Paul. Pas plus que les mouchardages et les témoignages aux procès criminels.

J'arrivais à Bristol dans l'après-midi du 13 septembre. L'ambiance était tendue. De nombreux « kids », noirs et blancs, de Saint-Paul et d'autres quartiers, discutaient entre eux et circulaient de rue en rue, de maison en maison, de pub en pub. A l'heure de la fermeture des pubs, l'excitation était à son comble. Les plus résolus se rassemblaient dans les rues entourant les blocs d'habitation de Grosvenor Road. Parfois, ils communiquaient entre eux en langage codé pour éviter le mouchardage. Mais, à Saint-

Paul, il y a suffisamment de brassage et d'ouverture pour que la présence d'inconnus soit a priori acceptée. Après quelques minutes d'hésitation et de méfiance bien naturelles, ils discutaient assez facilement de l'affaire en cours à l'intérieur comme à l'extérieur des pubs. Des membres de la « Saint Paul's Community Association », association des Jamaïcains du quartier, essayèrent bien de disperser ceux qu'ils étaient censés représenter auprès de la municipalité de Bristol. Mais leurs appels au calme se perdirent dans les rires de mépris et les exclamations de colère. Des Noirs leur rappelèrent d'ailleurs, avec ironie, que près du tiers de l'assistance était composée de Blancs. Le terme « community » est encore utilisé par les émeutiers de Saint-Paul. Mais il fait aujourd'hui moins référence à la « jamaican community », marquée par la hiérarchie de type patriarcale, l'esprit de clan et la religion, choses que la nouvelle génération supporte de moins en moins. Elle préfère développer ses propres relations, y compris hors de sa communauté d'origine. D'où le recul du pouvoir des leaders traditionnels. En avril 1980, des leaders, employés par la municipalité, réussirent à entraver l'émeute. Les émeutiers ne brûlèrent pas les bâtiments officiels locaux du « Welfare State », pas même ceux de la « Social Security », le centre de chômage, par peur de perdre leurs allocations. De telles illusions sont bien dissipées aujourd'hui. Ce soir-là, personne n'usa sa salive à discuter avec

les leaders qui rentrèrent vite chez eux. L'avertissement était clair : en cas de nécessité, les émeutiers leur passeraient sur le corps. D'ailleurs, avec l'aggravation de l'austérité dans tous les domaines, les gens de Saint-Paul n'ont plus rien à perdre. Ils détestent même les quelques clapiers modernes, construits après avril 1980 pour remplacer des vieux taudis. « Nothing to lose ! » Au cours de l'émeute, ce fut le cri de rassemblement des individus les plus résolus et les plus fermes, et le slogan le plus inscrit sur les murs au cours des combats et des pillages.

Pour ceux qui ont le culte de l'autorité, le réflexe de l'obéissance et l'amour du commandement, l'association spontanée d'individus autonomes relève du mystère. « Qui sont leurs leaders ? », demanda quelque journaliste policier local, manifestement incapable de comprendre que la force collective puisse reposer sur l'initiative de chacun et être nourrie par des relations tissées bien avant l'émeute, dans les pubs de Saint-Paul par exemple. L'impulsion initiale fut donnée par les « kids » du quartier. Elle fut reprise et développée par tous ceux, originaires de Bristol et d'ailleurs, qui se reconnaissaient dans le « Nothing to lose ». Les moyens à utiliser, eux, étaient à la fois discutés collectivement par des groupes d'émeutiers et choisis individuellement. Des voitures partaient à travers la ville pour surveiller rondes et concentrations de police. Des transistors et des sifflets étaient distribués : les uns pour écou-

ter les fréquences de la police, les autres pour s'appeler de rue en rue. Tout le monde se masquait et s'armait avec les moyens du bord, des briques aux cocktails Molotov. L'éclairage public fut détruit pour faciliter les déplacements dans le noir. Des poubelles et des voitures étaient retournées et incendiées au milieu des rues. Non pour constituer des barricades défensives mais comme moyens d'attirer les flics, de les obliger à se déplacer à pied en stoppant leurs convois. Le 999, le numéro d'urgence, était débordé par des appels au vol, au viol, etc., émanant des quatre coins de la ville, histoire de les attirer ailleurs. Dans des rues plus achalandées situées autour de Saint-Paul, des magasins divers et variés étaient pillés, pas seulement par des « kids ». Loin de là.

Le 13, vers minuit, il y avait déjà plus de mille personnes, de Saint-Paul et d'ailleurs, qui participaient, à des degrés divers, à l'émeute, laquelle avait fait des émules dans d'autres quartiers, quoique de façon plus sporadique et plus brève. Le 14, vers trois heures du matin, les unités anti-émeutes, environ deux mille hommes, réussirent à la contenir, puis à avancer vers le centre de Saint-Paul, dans l'éclat des projecteurs mobiles. Les émeutiers les attendaient dans l'obscurité, embusqués dans les cours, les jardins et les voies d'accès à Grosvenor Estate. Aux fenêtres, les gens insultaient les flics : « Kill the pigs ! », « Kill the bastards ! » et leur balançaient des objets. Leur équipement anti-émeute les protégeait bien des coups

frontaux mais en lançant les projectiles par-dessus leurs rangs, les groupes d'émeutiers faisaient pas mal de blessés. Mais les renforts arrivaient sans cesse. L'Etat mobilisait l'arrière-ban de la porcherie en uniforme, jusqu'au fond des Cornouailles. Les charges succédaient aux charges. Il n'était plus question d'accepter des corps à corps défavorables. Les bandes se dispersaient vite et se reformaient plus loin. Les combats étaient brefs et violents. Les groupes isolés de pompiers et de flics en « vans » ou à pied étaient attaqués, puis les bandes décrochaient avant l'arrivée du reste de la troupe en brûlant les véhicules officiels et parfois des voitures personnelles pour la retenir. L'émeute prenait la forme de séries d'embuscades, entrecoupées de pillages et d'actes de vandalisme, en général dirigés contre les bâtiments officiels et les commerces. Le dédale de rues et de ruelles dans Saint-Paul et dans les quartiers proches, comme celui de Montpellier, encore assez peu touchés par l'urbanisme moderne, rendait relativement insaisissables les groupes d'émeutiers très mobiles. Le revers de la médaille, ce fut l'absence de coordination générale ainsi que la tendance de plus en plus marquée, au fil des heures, au regroupement par bandes éphémères. Bien sûr, la pression policière devenait tellement forte, à l'aube du 14, qu'il a bien fallu décrocher ou se faire ramasser. Le secteur était totalement bouclé et quadrillé. Les convois rodaient dans Saint-Paul et aux alentours à la recherche

des gens aux poches pleines et aux mains sentant l'essence. Il devenait dangereux de rester isolé ou en compagnie d'inconnus peut-être pas sûrs. Mais la dispersion eut lieu sans débâcle ni panique. Au cours de la deuxième et dernière nuit d'émeute, la plus paroxystique des deux, il n'y eut que trois arrestations.

Dès le samedi 15, les « kids » se promenaient dans le centre de Bristol, se moquant ouvertement des flics et des membres de la « gentry ». Le soir, les pubs et les clubs de Saint-Paul étaient bondés : tout le monde discutait, buvait, fumait, jouait, dansait et faisait bon accueil aux « french rioters ». La police n'a pas osé les fermer par crainte de provoquer de nouvelles explosions. Grosse différence avec Paris, démolé par les urbanistes et terrorisé par le spectre du « terrorisme ». Dans la nuit du dimanche 16, les actes de vandalisme et les attaques de « vans » reprirent. Popperwell, flic en chef responsable du raid sur Saint-Paul, a été mis à l'index par le ministre de l'Intérieur à cause de l'inefficacité relative des troupes, qui prirent parfois le large pour ne pas subir la furie des émeutiers. Il a eu deux infarctus en moins de trois jours. Voilà qui n'a pas remonté le moral de la porcherie.

Malgré mon enthousiasme, je ne préjuge pas de l'avenir de la « sociale » au Royaume-Uni. Des situations favorables peuvent se retourner vite. Nous avons déjà vu en Europe des Etats écraser les foyers de révolte en jouant, au moment opportun, non pas

tant sur l'hostilité générale que sur le désarroi, l'absence de perspectives plus vastes et l'isolement des révoltés eux-mêmes. A Bristol, les jeunes rétifs jouissent souvent de la compréhension des adultes, eux-mêmes touchés de plein fouet par la restructuration. En particulier à Saint-Paul, le taux de chômage des adultes a grimpé, vu les licenciements qui ont suivi la fin de la grève longue et dure menée à l'usine d'aviation de Filton, spécialisée dans la construction de Concorde. Comme me le disait l'un d'entre eux, rencontré au « Black and White Cafe », « lorsque les voitures et les boutiques de la gentry partent en fumée, moi, ça me fait bander ». Mais entre la sympathie et l'opposition active à l'Etat, il y a de sacrées marges. La même situation existe dans toutes les zones « chaudes » du Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, la Grande-Bretagne ne connaît pas actuellement l'ignoble atmosphère d'angoisse, de terreur et de délation qui règne en France. Dans l'Hexagone, les révoltés ne sont que des poignées, souvent isolés et presque réduits à l'impuissance. Pour quelques Georges Courtois, combien se complaisent dans la soumission volontaire. En Grande-Bretagne, malgré l'offensive de l'Etat et des défaites sérieuses comme celle de la grève des mineurs, l'esprit d'insoumission reste vivant. Aussi, quel plaisir d'être au bon endroit, au bon moment, pour prendre part aux réjouissances !

La pluie sous le soleil brillant

Les villes britanniques se déchainent

Hors Service numéro 21
18 août 2011

Tout comme pendant les émeutes de 2005 à Paris ou d'autres conflits de rue qui se trouvent (trop) près de la maison, les journalistes, spécialistes, politicards, prétendus politicards, porte-paroles de la police (cette fois-ci britanniques) se précipitent de taxer les événements de "pur vandalisme" ou de "criminalité organisée". Ne parlons surtout pas d'un acte politique. Une interprétation politique des émeutiers n'était en effet pas à l'ordre du jour. Dans les colonnes des journaux, pendant les émissions télévisées à la radio ou dans les débats à la télévision, on ne voit que les mêmes frimeurs professionnels revenir. Et dans la rue, quand un journaliste de service est chassé, on ramasse quelques bons mots; "Je ne fais que reprendre ce que les impôts m'ont pris", "Je fais ça jusqu'à ce qu'ils m'arrêtent", "C'est fun c'est tout"... Certaines choses semblent évidentes, mais manquent à être 'les causes'. Les réactions peuvent différer, les problèmes restent les mêmes ; la police, les loyers, un job pourri

ou pas de thunes. La crise économique n'a pas aidé non plus : pendant que les banques reçoivent des milliards d'euros de crédit, ailleurs on se serre la ceinture. Plus d'accès à l'éducation pour faire miroiter un bel avenir. Plus d'assistants sociaux pour occuper les jeunes. Pas d'avenir dans cette société. Et puis quelqu'un est abattu par des flics zélés, et c'est peut-être toi le prochain. Et puis la ville s'enflamme.

Ce sont ces moments où toutes les marchandises impossibles à payer sont à saisir. Ces moments dans un pays avec plus de caméras de surveillance que d'habitants, où soudain les flics perdent tout contrôle et doivent battre en retraite. Ces moments où les gens peuvent détruire ce qui les rend étrangers dans leur ville.

Donc les flics sont attaqués, les marchandises volées ou détruites, et les bons citoyens restent bouche bée. Il n'y a pas d'explications, pas de représentants. Pas de tentative de concer-

tation, de compromis. Pas de *politique*. Une explosion de rage. "On doit s'insurger. Les taxes sont trop élevées, on n'a pas de boulot et il y a eu trop d'économies. Pour le gouvernement, les jeunes sont surtout un problème. Ils doivent pas s'étonner si ça leur est renvoyé à la gueule." Pendant une explosion pareille, il se passe peut être des choses qui ne nous plaisent pas. Ce n'est pas pour autant qu'on doit marcher avec l'hystérie et les condamnations des médias. Ils en ont fait leur travail de détourner les faits, de taire certaines choses et d'en amplifier d'autres. Ce sont des moments où la balance du pouvoir est perturbée, et beaucoup de choses deviennent possibles. Le résultat n'est pas toujours aussi beau, mais cela dépend en partie aussi de nous-mêmes. Ce sont des moments où chacun et chacune ayant un ardent désir de destruction contre cette Société peut donner sa contribution. C'est dans l'interaction de ces actes que cela devient intéressant, loin des condamnations morales, des analyses politiques ou des explications sociologiques.

Londres brûle

Londres brûle. Jeudi soir, un homme, Mark Duggan est abattu par la police. Samedi soir, lors d'une protestation dans le quartier de Tottenham, des émeutes éclatent. Quelques voitures de police sont attaquées et incendiées. Les renforts de police n'arrivent pas à maîtriser la situation, et des magasins sont pillés et ré-

duits en cendres. Des barricades bloquent le trafic et la police. Un supermarché Aldi et un magasin de tapis (et les appartements au-dessus, il n'y a pas de blessés) causent une mer de feu considérable. Des cocktails molotovs et des pierres sont jetés contre la police. Une voiture de la BBC est ravagée. La nuit d'après, les émeutes se diffusent vers d'autres quartiers dans le nord, l'est et le sud de Londres. Alors que la police se concentre sur Tottenham, les pillages et les incendies se développent à Enfield, Walthamstow, Waltham Forest, Croydon, Brixton, Ponders End et Oxford Circus (dans le centre). A Hackney, les flics sont attaqués avec des pierres. Alors que la première nuit, les pillages semblaient plus arbitraire et chaotiques, à partir de la deuxième nuit, ce sont surtout les magasins de vêtements les plus chers, les magasins d'électronique et les supermarchés qui sont visés.

Le premier ministre Cameron doit interrompre ses vacances en Toscane (Italie) et revenir en Grande-Bretagne. Tous les policiers sont rappelés de leurs vacances, et les agents pensionnés sont remis au boulot. A un moment donné, le premier ministre menace d'engager l'armée. Autour de 16.000 flics sont appelés pour maîtriser les émeutes à Londres. Mais à partir de lundi, elles éclatent aussi dans les villes de Manchester, Birmingham, Bristol, Nottingham, Wolverhampton, West Bromwich et Liverpool. A Manchester, la police

appelle la population à rester hors du centre ville. A Birmingham, un commissariat de police brûle. A Londres même, les confrontations se poursuivent et s'élargissent aux quartiers de Peckham, Lewisham, Camden, Clapham, Ealing, Woolwich. Deux voitures de la BBC et Skynews sont attaquées et ravagées à Croydon. A Tottenham, une voiture de ITN est attaquée et le matériel d'un caméraman est détruit. La BBC et Skynews louent des agents de sécurité pour accompagner leurs cameramen. A Notting Hill, les clients d'un restaurant chic sont forcés de donner leur bijoux, porte-monnaies, portables et la caisse et le service sont emportés. Le même jour, un homme est abattu dans le quartier londonien de Croydon, il meurt à l'hôpital (les premières nouvelles parlent d'un meurtre de police, après, l'histoire devient plus floue). A Ealing, un homme est blessé alors qu'il essayait d'éteindre un conteneur d'ordures en feu. Il se serait fait attaquer. L'homme avait régulièrement des conflits avec les jeunes du quartier, il meurt quelques jours plus tard à l'hôpital.

Entretemps, les politiciens, les commissaires de police et les commerçants (qui se présentent comme les représentants des « riverains ») font les déclarations habituelles, et les médias publient les photos des émeutiers avec la demande de balancer les personnes reconnues.

Mardi soir, c'est la pre-

mière nuit relativement calme à Londres. Dans les autres villes, les émeutes continuent. A Manchester et Liverpool, des centres commerciaux sont pillés (entretemps on l'appelle « aggressive shopping ») et des voitures sont incendiées. A Nottingham, deux commissariats de police sont incendiés avec des cocktails molotov et trois autres sont attaqués avec des pierres. A Salford, il y a surtout des confrontations avec les flics, et un véhicule de la BBC et une voiture d'un journaliste sont incendiés. Aussi à Wolverhampton, Leicester, Reading, Oxford, West Bromwich, Gloucester et Milton Keynes, des conflits de rue ont lieu. A Birmingham, trois gardes citoyens qui veulent protéger leurs entreprises sont tués par une voiture.

Au total, plus de 2000 personnes sont arrêtées. Les prisons londoniennes sont pleines à craquer, et d'autres prisonniers sont transférés. Les cours de justice travaillent en permanence, jour et nuit. Les leaders politiques annoncent de lourdes peines. La police et les organisations privées utilisent les 'réseaux sociaux' sur internet, et les images des médias et des caméras de surveillance (et donc aussi des portables) pour identifier des gens.

Une semaine après, la police admet que l'arme de Mark Duggan n'avait pas tiré. Et que la balle qui avait atteint le véhicule de police pendant l'arrestation venait en fait du pistolet d'un policier.



Now war is declared (Introduction)

journal à numéro unique sur les émeutes d'Angleterre d'août 2011, Ravages Editions

Pourquoi cet ouvrage ? Pourquoi tant d'encre et de papier ?

Pour les quelques personnes qui l'ont conçue, cette brochure se veut un condensé de contre-information et d'analyses autour des émeutes qui ont secoué l'Angleterre en ce mois d'août brûlant de 2011. Des incidents qui prennent toute leur importance dans les cœurs de ceux qui ne peuvent plus accepter ce quotidien misérable, qui ne se laissent plus flotter sur cet océan d'oppression, qui rament jusqu'à la rive à la force de leurs bras pour atteindre *autre chose*. Un *autre chose* complètement opposé à cet existant qui nous dévore. Un *autre chose* que l'on ne peut décrire avec le vocabulaire du présent. Un *autre chose* qui voit dans l'Etat, le capitalisme et la société, et dans l'existant en général, un obstacle à sa réalisation. Au mépris des frontières et des séparations des pouvoirs, ces émeutes nous ont directement parlé, les rires et les larmes des enragés sont communicatifs, ils sont les mêmes que ceux des émeutiers de novembre 2005 en France, des insurgés du Maghreb et du Machrek de 2011 ou ceux de décembre 2008 en Grèce, ils sont les mêmes parce qu'ils sont tous conditionnés par un même désir de liberté, peu importe le contexte particulier de chacun de ces soulèvements,

parce que la guerre sociale a aussi peu de frontières que la domination.

De fait, l'Angleterre de ces dernières années s'est lentement (re-)transformée en une poudrière prête à exploser à tout moment. La contestation est de moins en moins contenue dans les limites du citoyennisme anglais, et peu à peu, pour de plus en plus de gens, la violence n'est plus un tabou moral. En témoigne par exemple les émeutes « étudiantes » de la fin 2010 sous le prétexte de la hausse des frais de scolarité. Pourtant si habitués à la mollesse du formol des bancs universitaires, des milliers et des milliers d'entre eux ont attaqué les banques, les bâtiments publics, les flics, la monarchie, le parlement et déclenché de nombreux incendies, tout cela dans la joie immédiate de l'instant émancipateur.

Les mesures économiques d'austérité en Angleterre apparaissent telles qu'elles sont, de banales confirmations de la vision du monde de ceux qui les conçoivent. Lorsqu'il n'y a plus d'argent, on va le chercher chez ceux qui n'en ont déjà plus, on perpétue l'inégalité pour maintenir cette société de hiérarchie en bon ordre. A la pauvreté croissante s'ajoute presque toujours la demande de sécurité des riches et des puissants, car avec la pauvreté

peut parfois venir la colère. Résultat, l'Angleterre est un peu devenue un bunker vidéo-surveillé.

Il y a déjà plus de 10 000 caméras dans les rues pour Londres seule, et les effectifs policiers ont été augmentés au fur et à mesure des années. Une police qui a progressivement pu imposer sa présence dans les rues par la brutalité, à tel point que son arrogance est devenue, lors de ces dernières émeutes, un des arguments principaux de la haine anti-flic qui s'est déchaînée. Pour réponse immédiate, l'État envoie 16 000 flics supplémentaires pour maîtriser les émeutes dans la capitale.

Les prochains textes de cette brochure reviendront en détail sur le déroulement de ces émeutes qui ont eu lieu du 6 août 2011 au 10 août 2011 dans certains quartiers de Londres d'abord, puis dans toute la ville pour se propager dans d'autres grandes villes industrielles comme Birmingham, Liverpool, Manchester et Bristol, mais aussi Nottingham, Wolverhampton ou West Bromwich.

Le Premier ministre David Cameron, ainsi que la ministre de l'intérieur Theresa May, le maire de Londres, Boris Johnson, et le chef de l'Opposition Ed Miliband ont mis fin en urgence à leurs vacances et sont rentrés dans la capitale dans le cours de la journée du

lundi 8 août. Cameron assiste alors à une réunion de crise au COBR¹ et, le 9 août, déclare sur le perron du 11, Downing Street, à l'adresse des émeutiers, que s'ils sont « assez âgés pour commettre de tels crimes, ils le sont aussi pour être punis par la loi ». L'objectif des autorités est clairement de sortir du climat insurrectionnel observable depuis le week-end, si ce n'est de donner un coup d'arrêt au phénomène d'amplification des violences sur le territoire. À cette fin, tout le personnel de sécurité a été rappelé. La Metropolitan Police a annoncé son intention de faire usage de balles en caoutchouc pour disperser les perturbateurs si nécessaire. Face aux émeutes, des groupes d'autodéfense commencent à se constituer dans la nuit du 8 août. Dans le quartier de Croydon, très touché la veille, les devantures de boutiques sont barricadées dès 17 h le 9 août. Dans la nuit du 9 au 10 août, si la situation semble s'être calmée à Londres, des incidents éclatent à Manchester, Salford, Liverpool, Wolverhampton, Nottingham, Leicester et Birmingham, où trois hommes, qui faisaient partie d'un

¹ Les Cabinet Office Briefing Rooms (COBR, parfois appelé Cobra) à Whitehall sont les dispositifs de coordination des secours mis en place en Grande-Bretagne en cas de catastrophe.

groupe d'autodéfense chargé de protéger une station-service et des boutiques, trouvent la mort qu'ils avaient cherchés en se mettant dans cette position milicienne de protection de la marchandise, renversés par une voiture. Le 10 août, le Premier ministre autorise la police à utiliser des canons à eau. Une session extraordinaire du Parlement se tient le 11 août.

Gouvernement et médias ont joué à la fois sur le tableau répressif, et sur celui plus psychologique, de la propagande. Les couvertures des journaux ne sont que torrents de haine et de mépris pour les émeutiers. Ce sont des imbéciles, des criminels, des psychopathes, des gangs, des terroristes... tous les qualificatifs sont bons pour stigmatiser cette jeunesse en rage. Beaucoup d'attention a été portée par les médias et la gauche sur le fait que les émeutiers ont attaqué « leurs propres communautés ». On nous ressort le coup de la balle dans le pied de novembre 2005... La propagande du pouvoir est relayée par l'opposition, par une grande partie de l'extrême-gauche et de façon plus anecdotique par une bonne partie du mouvement anarchiste organisé, pour qui ces émeutes n'étaient pas l'œuvre de sujets « conscients », mais celle de jeunes désaxés avides de marchandises. En somme un grand classique pour de

nombreux révolutionnaires, toujours plus enclins à chier sur les révoltes réelles, leur paraissant trop spontanées, trop humaines, trop réelles, qu'à se révolter eux-mêmes. Prenons par exemple le communiqué de la North London Solidarity Federation, qui, alors que personne ne lui avait rien demandé, affirme qu'elle ne peut, « d'aucune manière soutenir des attaques contre les travailleurs et les innocents », faisant référence au « saccage de moyens de transports en commun employés principalement par les classes populaires ». Prenant soin de mâcher le travail de la police au passage, « nous ne sommes aucunement impliqués dans ces émeutes et actes pillages », ils finissent par appeler les gens à s'organiser *contre* les émeutes : « les gens doivent s'unir pour se défendre quand de telles violences menacent leurs maisons et leurs communautés. » Et de fustiger le manque de direction : « la légitime colère des émeutiers serait beaucoup plus puissante si elle était dirigée collectivement et démocratiquement ». Un communiqué assez symptomatique² du malaise gauchiste

² Que s'empressera d'approuver et relayer l'organisation CNT-AIT en France, qui était pourtant l'une des seules organisation libertaires à critiquer sérieusement le paternalisme de ses organisations sœurs après les émeutes de 2005 en France.

face à la spontanéité de ceux qui n'ont pas lu les mêmes livres mois de poussière qu'eux.

Au même moment, un ci-toyennisme haineux a trouvé la place de s'exprimer en pleine rue avec la bénédiction d'une partie de la population, des médias et des politiciens. Des manifestations sont organisées alors que la situation commence à se calmer. Les manifestants sont armés de balais et de seaux pour « laver les rues ». Des volontaires participent au grand nettoyage du foutoir généré par les émeutiers, portant fièrement des t-shirt et des pancartes affirmant que les émeutiers sont des « racailles » et prononçant des discours extrêmement violents à l'encontre des révoltés, comme ce fut le cas dans le quartier de Clapham à Londres. Le schéma d'une manifestation sécuritaire pour renforcer les possibilités d'une guerre entre les pauvres n'est pas nouveau. On a pu constater ce type de stratégie du pouvoir dans le quartier de Belleville à Paris avec les manifestations « Sécurité pour tous » ponctuées de lynchages racistes contre les « voleurs »³. Ce mouvement a été initié par une campagne Twitter au doux nom de « Riot Clean-Up ». L'ambiance y est bon enfant, on lève son balai, on chante des slogans réactionnaires, on applaudit la police et les pompiers. Le maire de Londres, Boris Johnson, présent lors de ces manifs nauséabondes a vu la foule lui scander « Where's your broom ? » (où est votre balai ?), avant qu'on

lui en tende un qu'il a symboliquement levé pour les caméras. Pour le pouvoir et ses médias, cette initiative, qu'ils n'hésitent pas à comparer au mouvement de solidarité apparu pendant le Blitz allemand de la seconde guerre mondiale, est évidemment une aubaine, au moment même où la propagande du pouvoir anglais s'attache à *racialiser* et *communautariser* les violences, comme à son habitude. Ce qui provoquera le fait que contrairement aux émeutiers très mélangés en terme d'origines, les milices de commerçants, elles, ont été « mono-ethniques ». Un modèle qui peine à s'importer en France, malgré les milices de commerçants de la « communauté asiatique » d'Aubervilliers.

Quelques mois après les émeutes, la police intensifie toujours fortement son activité de terreur punitive dans les quartiers pauvres. Des quartiers entiers sont parfois bouclés afin de permettre à des équipes mobiles de mener le plus grand nombre de perquisitions possible en traînant un maximum de gens devant les tribunaux, puis dans les prisons. Rien qu'à Londres ces opérations massives ont offert plus de 2000 arrestations, avec une moyenne d'environ cent par jour depuis la fin des émeutes. Les médias informés à l'avance des ces opérations, sont sur place en avance pour produire leurs images de propagande. La police affirme rechercher des milliers de personnes différentes impliquées selon elle dans les troubles. A travers le pays, 40 000 heures de bandes de vidéo-surveillance sont en cours d'examen, un travail qui sera fait sur plu-

sieurs années selon la police, promettant des arrestations jusqu'à loin dans le futur.

A chaque grosse opération les médias mettent en avant l'« héroïsme » des fics, ces bandes de lâches surarmés qui s'introduisent par surprise chez les gens pour les séquestrer dans leur sommeil. Et de l'autre côté, on fustige avec un flot continu de venin, les acteurs de la révolte. Le 11 août par exemple, une cinquantaine de flics fait main basse sur Churchill Gardens Estate, un quartier de Pimlico à Westminster. Une opération couverte par les grands médias. *The Daily Telegraph* titre alors « Les pillards d'Angleterre ont reçu une dose de leur propre médecine », osant comparer l'incomparable : la violence institutionnelle et celle des opprimés.

Le même jour à Lambeth, une gigantesque raffe est menée par 120 flics défonçant les portes et traînant les gens dans la rue. Il y aura plus de cent rafles de ce genre en un jour. Un grand nombre de flics en noir, armés et cagoulés, violant les domiciles familiaux par les portes avant et arrière, réveillant les enfants en les pointant de leurs flingues, leur ordonnant de sortir sur leur palier en sous-vêtements et sous la menace d'une arme pendant que leurs appartements sont ravagés par une tornade.

Cette vengeance crue de la société implique toutes les institutions de l'Etat. Des allocs sont sucrées aux familles des personnes soupçonnées d'avoir participé aux troubles pendant que les tribunaux font leur travail de mort de jour comme de nuit, alors que les juges re-

çoivent des directives confidentielles les enjoignant à condamner systématiquement par de la prison ferme toute forme de participation, qu'elle soit active ou passive, aux émeutes. Les prisons se remplissent donc à craquer, la proposition de réquisitionner des bateaux pour en faire des prisons temporaires a même été évoquée. Pendant ce temps-là politiciens et médias réclament et annoncent de lourdes peines. La police et toutes sortes de milices citoyennes investissent les « réseaux sociaux » sur internet, et les images des médias, des caméras et des téléphones portables sont affichées dans les rues, les journaux et la toile pour permettre à la police d'identifier des gens par le biais de la délation. Sur la façade du centre commercial Debenhams, à Londres, on appelait les honnêtes gens à dénoncer les « rats à capuche ».

On peut citer le cas d'Amed Pelle à New Basford, jeté en prison pour deux années et neuf mois dans un procès expéditif pour avoir écrit sur Facebook qu'à « chaque noir assassiné, il y aura un million de flics tués ». Rien ne permettait au tribunal d'avancer que l'accusé avait participé aux émeutes, il n'en était pas question. Plus grave encore, deux autres hommes ont eux été condamnés à quatre années de prison ferme pour « organisation d'émeutes sur Facebook » (sic) qui n'ont même pas eu lieu dans le Nord-Ouest, il s'agissait en fait d'une blague, mais la justice, elle, ne blague plus. On peut citer de nombreux autres cas, comme les seize mois de prison ferme pour avoir léché une glace pillée auparavant

par un autre. Le 12 août, *The Daily Mail* titre : « Après des jours à se prendre des briques et des cocktails molotovs, c'est l'heure de la vengeance ».

Face à l'abondance des pillages (dus à la volonté de la police d'éviter les affrontements directs perdants) et plus généralement face à la grande diversité des pratiques expérimentées lors de ces émeutes, il y aura toujours de fines bouches, radicales ou non, pour s'indigner de telle ou telle autre pratique, débordement ou erreurs de telle ou telle autre « catégorie » d'émeutiers. Oui, il y a eu des habitations parties en fumée (qui n'ont heureusement pas fait de victimes), oui il y a certainement eu des dérives ici ou là.

Il faut se débarrasser de cette vision obtuse des mouvements de révolte massive vus comme une masse homogène, coordonnée, motivée par les mêmes buts. Ces quelques jours d'émeutes ont été très chaotiques, ce qui a contribué au mutisme de la foule et son absence de porte-parole ou de revendication à l'ennemi. De fait n'importe qui peut y participer, il n'y a pas de vider à l'entrée, ni d'entrée du tout. Et on ne peut pas jeter sa morale pourrie sur des milliers d'émeutiers pour les actes de quelques-uns en décalage avec ce qui se passe.

Dans les journaux anglais, on nous dit que l'« opinion publique », de droite comme de gauche, impute prioritairement les désordres à la défaillance des parents, à la culture de gang, aux comportements criminels et à l'insuffisance des peines de prison, loin devant les inégalités sociales, le chômage

ou les coupes budgétaires. Pour Peter Osborne, analyste politique en chef au *Daily Telegraph*, les émeutes révèlent la « décadence morale » de la société britannique tout entière, la culture de la vénalité et de l'impunité. Ed Miliband, chef de l'opposition travailliste, fait écho à cela en dénonçant une « crise des valeurs » tandis que le premier ministre Cameron pointe du doigt l'« effondrement des structures familiales et la dépendance excessive envers l'État ». Dans les journaux français on nous parle d'un « malaise social ». Les sociologues et journalistes progressistes nous rotent à la gueule leurs analyses socio-culturelles à deux francs sur la « composition sociale » des émeutiers, les psychologues nous bassinent avec leur complexe d'œdipe et les récupérateurs s'amusent à plaquer leurs idéologies rances sur la colère des révoltés. Nous nous foutons de tout ce manège démocratique. A vrai dire, nous nous foutons arbitrairement de savoir si ces émeutes sont « politiques » ou non, ou si les rebelles sont « conscients », ce qui nous importe c'est qu'elles permettent à ceux qui les font d'entrevoir un peu de la liberté et de la jouissance qui peut les attendre dans la destruction et dans l'affrontement avec l'autorité, et de rendre cet éclat souhaitable et contagieux.

En tant que révoltés, notre solidarité va à tous ceux qui ont combattu la police et le règne du fric pendant ces quelques jours, car cela pourrait bien nous arriver, en France comme ailleurs, une solidarité qui exprime sa complicité avec les « coupables » en premier lieu.

3 cf *Lucioles* n°4, bulletin anarchiste du Nord-Est de Paris : luciolesdanslanuit.blogspot.com

Lâches :

Un autre mot pour qualifier les "Alliés Blancs"

Introduction des Feuilles Antarctiques.

Le texte *Another word for « White Ally » is coward* a été publié en août 2015 par « a few of the many anarchists in St. Louis ». Il est donc écrit un an après le début des émeutes qui ont eu lieu à Ferguson (dans la même région que Saint Louis) suite à la mort de Michael Brown tué par un policier qui lui a tiré plusieurs balles dans le dos alors qu'il s'enfuyait avec les bras levés. Il est écrit de l'intérieur de cette confrontation qui a continué à agiter la région pendant des mois. Il est clair à sa lecture qu'il s'inscrit dans un contexte polémique où différentes franges du mouvement se remettent en cause les uns les autres face à des événements qui bouleversent les habitudes, les credos et les certitudes idéologiques de toutes celles et ceux qui y participent. Il est intéressant d'abord parce qu'il ouvre des pistes de réflexion très concrètes et issues de la pratique autour de l'intervention dans un cadre émeutier qui s'étend sur une certaine durée. Ensuite il critique très frontalement les limitations induites par des conceptions militantes qui attribuent des rôles séparés aux uns et aux autres, là où l'émeute ouvre justement au

contraire la possibilité d'une brèche dans les assignations installées par la normalité. Ces rôles assignés (medic, legal team, observateurs divers, etc.) empêchent les militants qui les incarnent d'être tout simplement partie prenante du moment de l'émeute. Ce texte est un vibrant appel à dépasser ces limitations. Enfin, et c'est son objet principal, il s'attache tout particulièrement à critiquer la notion d'« Allié » qui cantonne certains militants au rôle de soutien d'autres militants qui seraient seuls légitimes à lutter. Cette question se pose ici autour d'une lecture racialisée, inscrite avec le contexte américain et avec le meurtre raciste qui a initié ces émeutes (un homme noir tué par un policier blanc) : les blancs se doivent-ils de se cantonner à un rôle d'allié d'une lutte qui n'appartient qu'aux noirs ? Ce qui se présente comme un respect des « premiers concernés » ne finit-il pas par promouvoir le pire des paternalismes et la pire des lâchetés ? Que signifie « s'allier » dans une lutte, une émeute ? Et puis, en lien avec ces questionnements qui se retrouvent aujourd'hui importés avec à peu près les mêmes tenants et aboutissants autour des manifestations et émeutes suite au meurtre de Georges

Floyd, ce texte pose la question de la prise de pouvoir des uns sur les autres, (qui, malgré les apparences, reconduit en fait le pouvoir des blancs sur les noirs, poussés en première ligne ou « protégés » par leurs alliés, mais jamais en mesure de décider par eux-mêmes, et pas forcément d'une seule voix...) et de cette logique mortifère qui asservit par le chantage à l'alliance et finit par justifier toutes les formes de lâcheté imaginables. En ce sens, on peut dire que ce texte, depuis un contexte émeutier, nous parle d'émancipation et de puissance à acquérir pour détruire ce monde.

Nous avons choisi de traduire « White Ally » en « Allié Blanc » dans la mesure où cette expression et l'idéologie qu'elle trimballe avec elle, est utilisée aussi en français. EN revanche nous avons décidé de garder « leadership » qui, à la manière dont le mot est intégré comme tel dans la langue française, nous semble correspondre à cette conception de la politique comme une rivalité de lobbies divers où lutter devient étendre par tous moyens sa zone d'influence en rivalité permanente avec les autres lobbies.

Lâches : Un autre mot pour qualifier les « Alliés Blancs »

La peur. La peur est réelle. Parfois, il faut écouter la peur. Comme quand des tirs retentissent et que la peur dicte de se baisser et de courir. Il y a d'autres moments où il est nécessaire de la traverser. Nous laissons à chacun la décision de savoir à quel moment fuir la peur et à quel moment la traverser. La peur que nous critiquons n'est pas la peur de ceux qui se tiennent à l'écart de toute violence, de toute scène de chaos, ce n'est pas non plus la peur de ceux qui écoutent leur corps leur signifier qu'ils ne pourront pas supporter un autre traumatisme. Nous n'avons rien à reprocher à ceux qui font ces choix pour eux-mêmes.

La peur que nous voudrions critiquer ici, c'est la peur de se forger sa propre pensée, la peur de développer ses propres analyses et d'agir en conséquence. Nous avons effectivement des reproches à faire à cette peur des « Alliés Blancs ». Être un « Allié Blanc » c'est arrêter de penser par soi-même, c'est suivre aveuglément un leader sur le seul critère de son identité. Du moins, c'est ce que nous demandent ceux qui voudraient faire de nous des « Alliés ».

Le concept même d'« Alliés Blancs » est en faillite. Il est impossible d'être l'allié d'une catégorie de personnes. Dire « je suis un "Allié Blanc" des personnes de couleur » c'est tenir un double discours, c'est intérioriser le non-sens. Il n'existe aucune voix noire univoque qu'il s'agirait d'écouter, aucun leadership communautaire authentique

qu'il s'agirait de suivre. Tout ce qui existe c'est plein de personnes différentes les unes des autres, avec chacune leurs idées, leurs vécus, leurs expériences et leurs perspectives propres. Penser autrement, penser que toutes les personnes noires partagent le même point de vue est extrêmement problématique, raciste même, pourrait-on dire. C'est avec d'autres individus que quelqu'un peut « s'allier », mais d'autres termes existent dans la langue anglaise pour désigner cette relation de manière plus gracieuse : ami, amoureux, compagnon, et parfois codétenu ou co-inculpé.

À propos du leadership

Il y a deux types de *leadership*. L'un est issu des organisations qui ont pour noms des acronymes et des statuts officiels avec rémunération à la clé, et l'autre naît de la pratique. Nous appellerons le premier « leadership formel » et le second « leadership informel ». La réalité de la situation actuelle exige que les blancs suivent le leadership des noirs dans les espaces de lutte majoritairement noirs. Nous ne sommes pas actuellement en capacité de contredire cette construction narrative, alors que pourtant nous voudrions mettre en avant l'idée d'une révolte multi-raciale au sein de laquelle tous les participants peuvent se saisir du *leadership* informel puis s'en démettre. Aussi idéale que puisse nous paraître cette situation, ce n'est pas la nôtre. De fait, nous faisons le choix de suivre la direction informelle des noirs qui se battent contre la terreur policière. Dans certaines situations, une émeute par exemple, pour le meilleur ou pour le pire,

on ne peut pas suivre à la fois le *leadership* formel de ceux qui sont affiliés à des organisations et le *leadership* informel de ceux qui se battent dans les rues. Dans de telles situations, les deux formes de *leadership* se contredisent.

Dans la mesure où nous ne nous identifions pas au rôle d'« Alliés Blancs », nous choisissons le camp de ceux qui se battent, alors que l'« Allié Blanc » choisit invariablement celui des organisations.

Pourquoi les personnes qui sont liées aux organisations trouvent-elles les comportements émeutiers si critiquables ? Même si nous ne voulons pas parler à leur place, nous pouvons formuler quelques suppositions. Payer des organisateurs nécessite de récolter des fonds. Récolter des fonds nécessite de riches et généreux bienfaiteurs. On ne mord pas la main qui nourrit, n'est-ce pas ? Les organisateurs ont besoin d'un groupe de gens à organiser, c'est-à-dire, en d'autres mots, à manipuler et à contrôler. Quand les gens refusent d'être contrôlés, les organisateurs ne sont plus capables d'abandonner leurs rôles et de participer à ce qui est en train de se passer. Ils restent coincés entre leur instinct de rallier et diriger, et l'élan d'un groupe de personnes qui ont temporairement échappé à toute médiation et à tout contrôle.

Quand quelqu'un affirme vouloir construire un mouvement, nous ne voyons que ce qui va réprimer ce mouvement. Que se passerait-il si, au lieu d'organiser cette répression, des groupes de camarades et de compagnons de confiance s'attachaient plutôt à donner aux émeutiers une chance de prendre le dessus dans le combat ? Pour aider à

prendre véritablement le dessus dans une confrontation avec la police, qu'est-ce qui est matériellement nécessaire, à quel endroit et à quel moment? Comment pouvons-nous y parvenir d'une manière qui renforce nos capacités au lieu d'arriver au point où ça devient sanglant? Quels objectifs offensifs pouvons-nous nous fixer — territoire, nourriture, logement, infrastructures? Qu'est ce que cela signifierait d'être libre et quelles seraient les conditions pour y parvenir?

Sur les barricades

La barricade est un moyen. Ce n'est pas juste pour s'amuser qu'on met des objets en travers de la rue. On le fait pour bloquer la circulation, pour foutre le bordel et parfois pour ralentir l'avancée de la police et créer une situation plus sûre pour ceux qui veulent l'affronter. Nous observons ces dernières années la transformation du processus de confrontation de rue, celui-ci a évolué en un processus d'apprentissage, de prise de confiance, qui permet de poser des bases pour les révoltes futures. La barricade idéale est large, haute et résistante, et peut être enflammée une fois que la police l'a atteinte. Selon nous, c'est une tactique efficace qui peut être employée pour tenir et défendre un espace et pour sécuriser les confrontations. En arriver à ce que la construction d'une telle barricade soit possible implique probablement une bonne dose d'apprentissage et de créativité collective. En d'autres mots, nous avons tous besoin de nous entraîner ensemble.

Voilà pourquoi nous participons aux émeutes plutôt que de rester chez nous ou de nous

contenter de regarder depuis le trottoir comme de bons « Alliés Blancs ».

À ceux qui disent que nous partirons en courant dès que les choses commenceront à devenir sérieuses, et que d'autres que nous auront à subir les conséquences de nos actions, ou que nous ne faisons jamais l'expérience de la répression que nous provoquons :

Depuis quinze ans que nous

participons à diverses luttes et mouvements sociaux, nous avons traversé bien des épisodes! À nous tous, nous avons été gazés à la lacrymo et à la bombe au poivre, on nous a tirés dessus avec des balles en caoutchouc, on nous a tasés. Nous avons été arrêtés un nombre incalculable de fois, accumulant des dossiers qui ne font qu'augmenter le prix de nos cautions et diminuer nos chances de trouver un travail. Nous avons dû faire face à des peines de dix ans ferme et avons refusé de déroger à

nos principes. Certains d'entre nous sont passés à deux doigts de la mort, tabassés à coup de lampe torche et de matraques renforcées de fer par des policiers enragés. L'un d'entre nous est effectivement mort et n'a été ramené à la vie que grâce à un mélange de chance, de ténacité et à l'intervention d'un médecin. Nos logements ont été perquisitionnés. Nous avons été placés sous surveillance constante par le FBI et cités à comparaître par des grands jurys fédéraux. Certains d'entre nous ont des lé-

sions nerveuses irréversibles aux poignets à cause des menottes et des techniques de contrainte par la douleur. Nos doigts ont été intentionnellement cassés pas la police. Nous avons été tabassés au cours d'interrogatoires. On pourrait continuer, mais le but n'est pas de nous congratuler pour les souffrances que nous avons endurées. Le but est de montrer qu'il y a longtemps que les choses sont devenues sérieuses pour nous et que nous sommes encore là. Nous n'avons pas fui. Nous venons toujours à presque

toutes les manifs même si nous avons récemment arrêté de les initier. Nous affrontons toujours le pouvoir et nous sommes toujours parmi ceux qui se battent. Après une décennie et demie de tabassages et de poursuites judiciaires, nous sommes toujours du même côté et ce n'est pas prêt de changer.

À ceux qui disent qu'ils ne nous font pas confiance

Vous avez raison et nous non plus, nous n'avons pas confiance en vous. Ce qui ne veut pas dire que nous sommes a priori méfiants envers ceux que nous ne connaissons pas. La confiance, tout comme l'amitié, est une relation réciproque qui se construit dans le temps. La confiance ne fonctionne pas à sens unique. La confiance n'est pas quelque chose que les « Alliés Blancs » doivent gagner. La confiance se développe entre des compagnons et des camarades qui partagent vies et combats depuis de nombreuses années. Les manifestations et les émeutes de l'année dernière ont produit nombre de nouvelles relations de confiance à travers la ville dans laquelle nous vivons et dans tout le pays, et c'est tant mieux. Nous ne nous attendons pas à faire partie de toutes ces relations, mais ce n'est pas parce que nous ne faisons pas partie de votre nouvelle équipe que nous n'avons rien à nous apporter les uns les autres.

À ceux qui voudraient essayer de nous démasquer.

Ce n'est pas parce que nous serions des agents de police ou parce que nous serions toujours en train de manigancer quelque

Another Word For White Ally Is Coward



Anti-State STL

chose que nous portons des masques. Si nous nous couvrons le visage, c'est pour rester en sécurité dans des situations conflictuelles qui impliquent la police. Contrairement à l'opinion répandue au sein d'une certaine frange de la population militante, il arrive que les personnes blanches soient ciblées par la police même lorsqu'elles sont dans une foule majoritairement noire. D'après notre expérience, la police s'acharne et cible particulièrement les émeutiers qui ont des caractéristiques identifiables, par exemple un vêtement de couleur vive. Ils agissent ainsi dans le but de s'assurer une arrestation rapide et réussie, sur des consignes facilement communicables.

Voilà pourquoi nous portons des habits noirs et des masques. Ce n'est pas (seulement) parce qu'on pense avoir la classe habillés en ninjas. Par exemple, pour empêcher l'arrestation d'un compagnon d'émeute, changer de vêtements est une des manières d'éviter la répression policière. Plus il y aura de personnes qui agiront ainsi, plus on sera tous en sécurité. Moins il y a de personnes masquées dans la rue et plus ceux qui se battent sont vulnérables. Même sans intention d'enfreindre la loi, porter un masque est une manière subtile d'augmenter la sécurité et la force de la foule. Partout où il y a des caméras de sécurité et à chaque fois que la police filme, ce qui de nos jours signifie quasiment partout et tout le temps, tout le monde devrait porter un masque. Plus la police te reconnaît et plus il est probable que tu sois la cible d'une arrestation ou d'une surveillance accrue.

À ceux qui disent que nous avons déclenché tous

les incendies

Dans le meilleur des cas, c'est se nourrir d'illusions à un point délirant. Au pire des cas, c'est de la manipulation intentionnelle qui pourrait mener à de sérieuses conséquences judiciaires. En plus d'être tout simplement faux, affirmer que les nombreux actes d'incendies volontaires qui ont été commis au cours de l'année passée ont été le fait de personnes blanches dénie toute capacité d'action aux révoltés noirs. Selon cette logique, les personnes noires ne se révolteraient violemment que lorsqu'elles y seraient incitées par des blancs.

Aux activistes

Passons un accord. Nous promettons de ne pas perturber vos Actions Directes Non-Violentes et vos espaces de Désobéissance Civile. Merde, la plupart d'entre nous ne s'y aventureront même pas. La seule chose que nous demandons en échange, c'est que vous arrêtiez de venir participer aux émeutes pour essayer de contrôler ce qui est par définition une situation incontrôlable.

Contrairement à vous, nous ne voulons pas que vous arrêtiez de faire ce que vous considérez comme juste et cela ne nous intéresse pas vraiment d'essayer de vous convaincre à tout prix de partager notre vision des choses. Et si en fin de compte nous nous trouvons en désaccord sur des questions fondamentales, alors qu'il en soit ainsi ! Ce que nous aurons à trouver, c'est une manière de coexister.

On pourrait aller plus loin et critiquer tous les rôles spécialisés du Mouvement officiel, comme les observateurs juridiques, les

street medics, ceux qui font de l'information directe en filmant, ou les journalistes citoyens. Ce n'est pas que nous pensons que personne ne devrait avoir de matériel médical et s'être entraîné à l'utiliser dans les circonstances les plus stressantes. Ou que, même si la plupart des images prises en manifestation servent les intérêts de la police, il n'y a jamais de bonne raison d'avoir une caméra, un carnet et un stylo. C'est tout simplement que plus il y a de personnes qui restent inactives, à regarder en simples spectateurs, moins il y a de véritables participants. Et si nous sommes sur le point de prendre vraiment le dessus, nous allons avoir besoin du plus de participation active possible. Donc, apportez votre caméra, votre maalo et vos pansements, si vous y tenez vraiment, mais prenez également vos masques à gaz, vos gants en latex et un t-shirt supplémentaire pour le nouer sur votre visage. Refusez d'être limités à un seul rôle qui vous empêcherait d'endosser tous les autres. Cassez la distinction entre les combattants et les soignants, entre ceux qui agissent et leurs supporters.

Alors même que nous formulons cette critique bienveillante, nous reconnaissons que tout le monde ne se sent pas à l'aise pour tout faire. Chacun a ses centres d'intérêt, ses niveaux de confort, et nous respectons ces différences. Espérons que d'autres commencent à faire de même.

Quelques-uns des nombreux anarchistes de Saint Louis.

PS : Nous ne sommes pas tous blancs !

Décembre 2008

Les sentiers de la révolte

paru dans *À Corps Perdu*, revue anarchiste internationale, n°3
Texte écrit en novembre 2009

La rage et l'insurrection

Disons le sans trop hésiter : les révoltés, les prolétaires enragés, se bougent surtout à partir des situations concrètes, à partir d'un ras-le-bol qui se généralise. A des moments plus conflictuels, ils se posent, pour ainsi dire, dans le négatif face à la réalité qui les entoure. Ce négatif, comme il reste en dialectique avec la réalité vécue, a toujours eu des difficultés à se détacher des chaînes de cette réalité à laquelle il s'oppose. Souvent, c'est plus à cause de ça qu'à un réformisme profond que les révoltes des opprimés se trouvent, après un certain temps, sur une voie sans issue où la force manque pour tenter le saut qualitatif d'imaginer déjà un monde complètement autre. Ce n'est pas un hasard si les révolutionnaires se sont souvent posés la question de ce saut, car c'est là que réside toute la différence entre « exprimer sa rage » et « faire l'insurrection ». Dégoûtés par les visions léninistes et ne croyant guère aux fantômes de la Sociale à travers la grève générale, nous hésitons à nous poser cette question... et nous avons perdu la capacité que d'autres avaient encore maintenue : poser la question de l'insurrection, de ses méthodes et de ses buts.

En décembre 2008, la rage met les centre-villes de Grèce à feu et à flammes. La diffusion de la pratique destructive a été impressionnante, fruit d'années d'expériences de combat et de défense de la nécessité de l'action directe. Cependant, cette révolte est en général restée une réaction – féroce oui – mais une réaction quand même. Et rarement dans l'histoire récente, les révolutionnaires ont été tellement préparés au point de pouvoir immédiatement mettre en avant (et pousser vers) l'insurrection, dans une situation où la réponse à la brutalité de la domination prend la forme d'une révolte se généralisant. Car il faut l'avouer, nous avons presque oublié que dans l'histoire, des compagnons, et pas qu'une poignée, se sont servis de la méthode insurrectionnelle d'une manière consciente.

Si nous nous rendons compte des potentialités subversives qui existent en Grèce, ne serait-il pas imaginable de poser la question de l'insurrection dans un sens plus réfléchi, visant davantage à réaliser certains objectifs et à libérer à chaque fois l'espace nécessaire pour continuer à saper les rapports sociaux existants ? Pouvons-nous retrouver cette capacité perdue au fil du déclin de la lutte de classes et des ini-

tatives révolutionnaires ? La révolte en décembre 2008, tout comme d'autres explosions sociales récentes qui prennent des allures que nous avons du mal à nous imaginer, montre à quel point il est toujours possible de partir à l'assaut du meilleur des mondes. Sans tomber dans un optimisme qui serait très mal placé dans un monde où la réaction à l'oppression semble se cristalliser plus autour d'autres idéologies réactionnaires qu'autour de l'émancipation libératrice, il semble que, aussi peu que nous sommes, nous pouvons faire plus que juste rendre des coups de temps en temps, ou simplement accompagner les flambées sociales avec des propositions subversives.

En regardant vers l'avenir, il nous faut poser la question de savoir si le saut qualitatif entre les émeutes généralisées qui endommagent les façades de la domination et l'insurrection qui fait trembler ses fondements est possible, et si oui, comment on peut l'articuler. Ceci ne témoigne pas d'un avant-gardisme, comme certains pourraient le croire, ni d'un blanquisme actualisé, comme d'autres le professent déjà, mais d'un souci d'aller plus loin, de recommencer à penser et mettre en pratiques les hypothèses insurrection-

nelles.

A l'aide de l'expérience grecque, nous partons à leur recherche, pas tellement pour trouver des réponses claires, mais pour discerner des chemins possibles et imaginables.

La question du Palais d'Hiver

C'est une vieille métaphore, mais parfois même les vieilles valent le coup d'être répétées et réinterprétées. Le pouvoir, au moins si nous nous battons pour un changement social et pas politique, ne réside pas dans un quelconque Palais d'Hiver qu'il faudrait conquérir. Pour opérer un banal changement politique, il est vrai qu'il suffirait de prendre, par le vote ou la force, le lieu du pouvoir pour le perpétuer d'une manière différente. Par contre, comme les fondements du pouvoir et de l'exploitation sont justement les rapports sociaux, et que l'activité révolutionnaire doit viser à subvertir ces rapports sociaux, toute stratégie insurrectionnelle qui ne les pose pas comme cœur du problème tournera vite à des conceptions putschistes.

Durant plusieurs semaines, la révolte de décembre 2008 en Grèce s'est diffusée à un tel point qu'elle a touché presque toutes les grandes et petites villes, qu'on a senti les odeurs d'essence dans presque tous les quartiers, et qu'il a été très difficile de ne pas entendre son cri. Mais la diffusion de la révolte n'a pas été exactement le résultat d'une croissance *quantitative* du mouvement. Ce n'est pas tant parce que des milliers de personnes ont rejoint le côté de la révolte que plus de struc-

tures ont été attaquées. Ce fut par contre le fruit d'un choix très précieux, celui de ne pas se laisser opérer une quelconque centralisation, un choix qui n'a pas été la consigne de quelque comité central ou directoire, mais justement la rencontre fertile entre les expériences du passé et les idées antiautoritaires. La volonté aussi de refuser une manifestation unitaire et massive de la révolte, de se concentrer autour d'un lieu ou d'un quartier, mais de préférer une multitude d'initiatives dispersées et diffuses.

Le choix de la décentralisation de la révolte, d'un mouvement qui s'étend plus qu'il ne se focalise, est un choix inspiré par le refus de la politique, de la représentation, qui pousserait vers des moments de référence, comme la grosse manifestation ou la journée de grève nationale,... Elle est aussi le fruit des habitudes d'informalité bien ancrées dans le mouvement anarchiste en Grèce, qui a toujours refusé de se constituer autour d'une organisation de synthèse (comme par exemple une fédération anarchiste) ou autour d'une organisation de type anarcho-sindicaliste réduisant le spectre de la subversion sociale à la lutte autour des lieux de production. La « force » des anarchistes en Grèce est aussi liée au fait de s'organiser selon les affinités, dans un archipel toujours étendu de liens entre individualités et entre petits groupes, et de combattre – aussi en son sein – l'émergence de groupes dominants ou de représentants dans la bataille sociale.

Voilà donc une révolte qui n'a pas aspiré à conquérir une représentation. Elle a refusé,

en pratique, tout dialogue avec le pouvoir et ses concurrents. Elle a refusé de se laisser entraîner dans le jeu des revendications, de se perdre dans la recherche d'un rapport de force avec l'Etat et ses flics, là où elle était attendue.

La révolte de décembre 2008 n'a pas été centralisée, même si c'est une question que se sont notamment posés les participants aux assemblées de l'Ecole Polytechnique, à côté d'Exarchia. Tandis qu'au cours des premiers jours après le 6 décembre les révoltés avaient réussi à balayer les forces de l'ordre d'Exarchia et autour des universités occupées, l'Etat n'a pas tardé à les réorganiser pour tenter d'endiguer les révoltés dans le périmètre d'un kilomètre carré autour de ce quartier. Les compagnons se sont bien rendus compte qu'une révolte qui se laisse isoler territorialement est vouée à mourir dans un bain de sang. Après les premiers jours, l'atmosphère générale s'est donc orientée vers un retour dans les autres quartiers de la métropole, gardant ainsi l'initiative, seul remède contre l'asphyxie prévisible.

Cette diffusion s'oppose de fait à la conception classique de la libération de territoires, c'est-à-dire de construire des forteresses en y chassant les flics et les représentants de l'ordre, et d'essayer que ça fasse tâche d'huile. Bien que les révoltés soient nombreux et déterminés, il aurait été impossible de tenir ce face-à-face. Dans la première semaine après le 6 décembre, les flics s'étaient en effet rapidement réorganisés pour occuper temporairement

les rues et les places d'Exarchia et circonscrire les rues avoisinantes des facultés occupées, invitant les révoltés à se perdre dans une bataille selon des règles militaires où ils ne pouvaient pas gagner.

Si sans points d'appui, sans points forts, toute tentative d'insurrection est vouée à l'échec, ceci ne veut pas dire que ces points doivent être fixes ou territoriaux. Les « foyers » de la révolte de décembre 2008 se trouvaient dans l'action même, dans la coordination spontanée ou organisée informellement entre les insurgés. Ils se sont dotés d'outils de discussion et de coordination, comme des assemblées souvent éphémères. Ce n'est que dans certains cas que ces assemblées se sont converties en organes permanents, s'éloignant de fait toujours plus des questions réelles de la révolte.

D'autant plus que, y compris à travers les actions destructives, les révoltés n'ont pas insisté pour continuer de tenter d'attaquer au même endroit ou contre les mêmes cibles. Reste alors à aller comprendre pourquoi tant d'articles et d'analyses qui parlent de décembre 2008 insistent autant sur le nombre de tentatives de brûler à nouveau l'arbre de Noël sur la place Syntagma. Tout au long des semaines, les révoltés ont fait preuve de leur capacité d'attaquer là où on ne les attendait pas, de se disperser quand il le fallait, et de ne pas se laisser piéger dans un affrontement qui transformerait les attaques diffuses en une guerre de tranchées. Cette forme qu'a pris la révolte témoigne aussi de son caractère profondément antiautoritaire : elle laisse à

chacun et chacune la responsabilité d'agir de manière autonome, selon ses propres conceptions et estimations, au lieu de pousser vers une position d'attente de la prochaine manifestation émeutière. C'est la tension vers la décentralisation, vers l'autonomie et la responsabilité de chaque individu en lutte qui a permis à cette révolte de s'étendre et de durer pendant plusieurs semaines.

Les façades et l'infrastructure

Au cours des premiers jours de la révolte en décembre 2008, les révoltés ont réussi à paralyser une partie de la circulation marchande en attaquant, saccageant et incendiant d'innombrables structures visibles de la domination. Au cours des trois semaines que durera la révolte, plus de 500 commerces, banques et bâtiments gouvernementaux ont été brûlés. Très vite, la question n'a pas été seulement d'attaquer pour exprimer sa rage à propos du meurtre d'Alexis et contre cette prison sociale où nous sommes tous enfermés. La révolte a laissé voir la possibilité d'aller bien au-delà. Il s'agissait d'empêcher le retour à la normale pour créer l'espace et le temps propices afin d'avancer certaines questions, d'encourager la discussion et la confrontation avec tous les exploités, y compris avec ceux qui restaient encore dans la position de « spectateurs » que l'Etat cherchait à stimuler à tout prix. « Il est impossible de penser librement à l'ombre d'une chapelle », et c'est ce constat qui nous pousse à être des éléments moteurs vers des

ruptures. Voilà donc que la question se pose de comment il est possible de mettre à sec les artères de cette société. Pas pour s'engager dans un prétendu rapport de force avec l'Etat et ses représentants, pas pour faire un chantage sur la population, mais pour justement relâcher, même si ce n'est que très temporairement, un peu les prises quotidiennes de l'autorité et créer de l'espace, né dans la rupture, pour pouvoir se poser les bonnes questions.

Dans l'Espagne d'avant 1936, les révolutionnaires tentaient une insurrection après l'autre. Il serait certainement très intéressant de revenir sur cette période pour comprendre le développement d'hypothèses insurrectionnelles, leurs mises en pratiques et leurs effets. Mais ici, ce ne sera qu'un aspect qui nous intéresse, parce qu'il nous semble très pertinent : malgré le fait que les technologies étaient beaucoup moins développées que maintenant, les insurgés cherchaient dès la première heure de l'insurrection (ou voire même un tout petit peu avant...) à couper tous les moyens de communication et de transport. Au cours des préparatifs et lors de l'insurrection des Asturies en 1934, des insurgés s'étaient ainsi organisés pour couper les lignes de train, ces monstres ferrés qui pouvaient en quelques heures ramener des centaines de soldats, ou à l'inverse soustraire de la ville à peine conquise des armes et des produits finis bien utiles,...

Tout comme il serait bien que la télévision se taise un peu lors d'une révolte qui se généralise, il serait utile que la production, si elle n'est pas bloquée

par des grèves ou des sabotages sur les lieux de travail, s'arrête un peu et que la circulation se limite aux mouvements des insurgés. La communication et la production sont en effet devenues tellement dépendantes de l'infrastructure, c'est-à-dire de l'électricité, des connexions téléphoniques, des axes routiers et des flux continus d'information, qu'il ne faut certainement pas être un grand spécialiste pour les obstruer.

Les deux décennies de révolte diffuse en Grèce et sa défense sociale ont porté leurs fruits en décembre 2008. Au fil des années, aussi bien au niveau de la contre-information qu'au niveau de l'attaque, les structures de l'ennemi ont été identifiées et rendues visibles aux yeux de tous ceux qui veulent encore voir. Plus important que tous autres préparatifs ou stratégies, ce sont ces choix conscients et délibérés pour l'attaque, ici et maintenant, qui ont donné de l'oxygène à la révolte de décembre 2008, un oxygène qui a également don-

né des ailes pour voler au-delà des frontières. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'à des moments qui portent de telles possibilités, et où tout pourrait être mis en jeu, la question ne peut pas être réduite à détruire le plus de façades de la domination possibles, mais consiste justement à faire le pas pour partir à l'assaut de ces infrastructures. Car dans ses caves, l'Etat sauvegarde des cartographies entières de la population, tout comme les futurs projets mortifères de la domination se concrétisent peu à peu dans ses centres de recherche. Sans s'illusionner sur le fait que détruire aussi tout cela subvertirait profondément les rapports sociaux existants, on pourrait au moins essayer de garder le chemin ouvert pour cette subversion, en freinant ainsi des projets qui peuvent hypothéquer à jamais sa possibilité même.

Ce n'est pas parce qu'une généralisation de la révolte offre des possibilités de ruptures bien plus profondes qu'en

temps de « paix », qu'il serait convenable de la considérer comme quelque chose de détachée de toutes les autres luttes, souvent spécifiques ou partielles, qui ont été menées jusqu'à ce moment-là. Profitant de la hausse de la température sociale et de la force croissante, on pourrait évaluer les possibilités de porter ces luttes jusqu'au bout, et ainsi encore contribuer à la diffusion de la révolte, portant la subversion sur tous les terrains qui existaient déjà. Par exemple, lier le grondement social croissant avec ce petit peu qui manque souvent pour empêcher la construction de tel ou tel projet nuisible. Ceci nous permettrait de tisser les liens entre l'avant, le pendant et l'après de l'intensification de la guerre sociale.

Les occupations

Une des questions principales que se sont posés autant les révoltés que ceux qui ont tenté d'analyser le mouvement, c'est comment il serait

possible d'impliquer plus de gens. Pas seulement plus dans un sens quantitatif, mais plus dans le sens des catégories sociales. Comment par exemple combler le fossé qui séparait les émeutiers dans la rue des ouvriers dans les lieux de production, ou les immigrés dans les quartiers ?

Tout d'abord, à force d'être pessimistes par rapport aux « missions historiques » de la classe ouvrière, des précaires ou des immigrés, on en oublie que sortir de son rôle social est primordial pour la révolte libératrice. S'il est vrai que la révolte doit partir de là où on est, elle doit aussi, pour prendre des allures insurrectionnelles, se diriger justement *contre là où on est*. Et si sortir de son rôle social est primordial, comment est-ce que nous pouvons alors baser nos perspectives sur le fait d'ouvrir les oreilles de telle ou telle catégorie sociale ? Nous ne ferions alors pas autre chose que de les reproduire. Est-ce qu'il ne serait pas possible au contraire d'envisager le développement de perspectives invitant chacun à quitter la servitude quotidienne et ses rôles ? Ce fut par exemple à la surprise de pas mal de compagnons que des centaines d'« immigrés », pourtant bombardés de victimisation militante, ont rejoint le mouvement de la révolte en participant aux émeutes et aux pillages...

En décembre 2008, une des tentatives envisagées pour contribuer à diffuser territorialement et socialement la révolte a également été d'occuper des bâtiments et de les transformer en lieux de rencontre et de discussion. Lors

des moments de conflictualité croissante, des compagnons avaient pris l'habitude d'occuper différentes universités. Il n'en fût pas autrement début décembre 2008. Pendant que les premières assemblées s'y déroulaient, plusieurs dizaines d'écoles aux quatre coins de la Grèce étaient à leur tour occupées. Ces occupations d'écoles ont moins servi comme points de référence et de débat que comme points de départ pour partir ensemble en manif sauvage, pour préparer des blocages ou des attaques. Ces occupations furent, pour ainsi dire, des outils presque techniques, nécessaires à la coordination et à l'organisation des initiatives.

Ensuite, ce sont des préfectures et des mairies qui ont été occupées dans différents quartiers d'Athènes. Tandis qu'elles répondaient clairement par endroit aux besoins matériels des révoltés, elles avaient vocation ailleurs à jouer un autre rôle, celui de l'autogestion. Ce fut par exemple le cas de l'occupation de la mairie de Halandri, où les occupants ont prié les employés municipaux de continuer leurs activités d'assistance aux citoyens et aux immigrés (notamment la délivrance de documents d'identité) en laissant tomber leurs activités « plus nocives ». Alors surgit une question intéressante, envisageable presque exclusivement dans un contexte de révolte généralisée, sur le que faire du monde existant, en pensant déjà à l'éventuel après de la révolte, au sens positif ou négatif.

D'un côté, il y a la possibilité de détruire des infrastructures névralgiques de la domi-

nation (comme par exemple dans les mairies les cadastres de propriété, les fiches des habitants, toute la bureaucratie liée aux impôts, aux taxes, à qui habite où,...), rendant plus compliqué un rapide retour à la normalité. D'un autre côté, on pourrait dire que si la révolte n'aboutira pas comme ça, d'un coup, à la révolution, un certain pragmatisme ne nuirait pas forcément à une logique insurrectionnelle. Si de l'argent est brûlé, c'est pour jeter certaines questions sur la table, mais se réapproprier de l'argent au cours de la révolte, ce serait alors simplement se préparer pour la prochaine insurrection ? Est-ce que ce n'est pas pareil en ce qui concerne toute sorte de papiers d'identités ? Le terrain est peut-être glissant, mais ces questions s'imposent et peuvent difficilement être résolues, que ce soit de manière purement idéologique ou purement stratégique, hors des contextes précis.

Mais revenons aux occupations. La plupart des assemblées se sont déroulées au sein de ces occupations, mais ce n'est pas parce que des assemblées se déroulent dans un contexte de lutte que des mécanismes pourris n'apparaissent pas en leur sein. Les mécanismes de la représentation et de la délégation fleurissent volontiers lors d'assemblées de centaines de personnes, d'autant plus quand il s'agit d'arriver à prendre des décisions *ensemble*. Alors, comment éviter que les assemblées, outils nécessaires à la coordination et à la rencontre, ne deviennent des petits parlements antagonistes ? Comment empêcher



qu'elles se donnent le pouvoir de prendre des décisions, de parler au nom des participants à l'assemblée ? Peut-on imaginer les assemblées comme des moments de discussion et de confrontation, et pas comme des instances de prise de décision ? Et il faut rester clair : même si en décembre 2008 les « résolutions » prises par des assemblées étaient surtout à caractère anti-autoritaire, cela ne change rien au fond du problème de comment éviter de reproduire les mécanismes de représentation et de délégation. Car un mini-parlement qui vote pour une résolution anarchiste restera toujours un parlement, foyer de la médiation et frein à l'association et aux libres initiatives. On pourrait donc se poser la question de comment il est possible que des textes signés par les assemblées aient pu sortir. Il me semble quasi inimaginable que des centaines de personnes puissent s'exprimer de manière libre et horizontale sur des textes de deux pages... donc au bout de compte, même tacitement, c'est le mécanisme du vote, de la délégation qui rend ça possible. N'est-il pas envisageable d'encourager tout le monde à écrire ce qu'il ou elle pense, sans devoir le cautionner par un quelconque tampon légitime (comme la signature « assemblée de »), et à le prendre en compte dans la mesure où ça parle, où ça inspire et où ça répond à certaines questions ? A encourager que les textes circulent sans qu'ils n'aspirent à aucune représentation ?

Une des occupations qui, dans certains milieux, a beau-

coup été commentée et quasi glorifiée, fut celle du siège du syndicat GSEE. Des syndicalistes de base, des communistes autonomes et des compagnons anti-autoritaires avaient occupé ce bâtiment. Ils ont sorti plusieurs textes signés par « les occupants », appelant surtout à l'auto-organisation (il n'est pas clair si c'était à l'auto-organisation de la lutte hors de toute représentation, ou justement au sein de « syndicats de base ») et les « prolétaires » à rejoindre la révolte. S'il est évident, comme je suppose que cela l'était pour ces occupants, que les syndicats et le syndicalisme tout court sont des structures auxiliaires des rapports capitalistes, alors pourquoi occuper leurs bâtiments ? Parce que leur destruction serait mal perçue par les membres du syndicat ? Parce qu'une occupation prouverait que la lutte est possible hors du syndicat – bien que dans la rue, cela était déjà visible aux yeux de tous ceux qui voulaient le voir ? Ou parce que ça donnerait une *légitimité* au mouvement en prenant possession des structures de l'ennemi ? Cela ressemble au paradoxe qui consisterait à occuper le Parlement pour réclamer l'auto-organisation. N'oublions pas non plus que nombre d'occupants du GSEE se sont opposés physiquement aux compagnons qui voulaient détruire les archives et le matériel du syndicat, ou encore qu'ils ont fermé les portes du bâtiment contre d'autres qui tentaient d'échapper à une charge policière. Même les meilleures intentions n'empêchent pas que des glissements dans la politique se produisent et mangent, petit à

petit, la révolte en son sein.

Les pillages

A partir du troisième jour après le meurtre d'Alexis, les pillages commencent à se généraliser. Les révoltés sont rejoints par nombre d'autres qui ne s'affrontent pas seulement à la police, mais cherchent aussi à reprendre un peu de marchandises. L'enchantement du respect de la propriété d'autrui commence à fondre comme neige au soleil. Qu'à des moments précis, des exploités se servent eux-mêmes sans passer par un intermédiaire quelconque est un beau contraste avec l'habitude de la servitude volontaire, avec le rabâchage habituel faisant l'éloge du travail et du « il faut gagner sa vie ».

Quand à un certain moment, des gens sont revenus les mains pleines de portables, d'ordinateurs, de radios etc. à l'occupation de Polytechnique, des discussions de plusieurs heures ont eu lieu à propos de ce qu'il fallait en faire. Et celles-ci se sont terminées avec la destruction par le feu des marchandises pillées. Même si cet épisode fut plutôt éphémère (car la plupart des marchandises pillées ont bien sûr été ramenées à la maison), cela ouvre le chemin pour un questionnement... S'il est vrai que le respect de la propriété privée semble s'effondrer lors des pillages, il ne s'agit pas pour autant d'attaques contre l'accumulation capitaliste ou la logique de la marchandise. La différence entre le pillage visant à la réappropriation et le pillage visant à l'expropriation réside probablement dans son

pourquoi, dans sa motivation. Tout comme d'autres, les révolutionnaires peuvent profiter de l'occasion de l'insurrection, par les possibilités qu'elle rend concrètes, de déjà penser à l'avenir, à l'après, pour s'approvisionner matériellement en vue des batailles à venir. Il serait plutôt triste de sortir d'un mouvement insurrectionnel plus démunis qu'avant. Mais là, le pourquoi est différent de ceux qui pillent pour ensuite aller revendre la marchandise sur le marché, perpétuant ainsi l'accumulation capitaliste à

l'intérieur d'une intensification de la subversion sociale. Oui, il y a une différence, le pillage est illégal tandis que l'exploitation salariale est légale, mais qu'est-ce que ça change en termes d'attaques contre les rapports capitalistes ? Peut-être convient-il donc mieux de s'abstenir de faire l'apologie des pillages en les posant comme une réappropriation « légitime » des exploités pour reprendre un peu du « produit de leur travail » ; tout comme il serait malvenu d'en faire la condamnation parce qu'il

s'agirait seulement de tentatives d'exploités de devenir eux-mêmes des capitalistes. Ce qu'on pourrait peut-être en dire, c'est que les pillages sont simplement normaux, et que la profondeur de la subversion va de pair avec le changement d'attitude face aux marchandises, avec le pourquoi du pillage et avec le devenir concret de la question de l'expropriation.

« Que chacun prenne selon ses besoins » était un vieil adage de la révolution sociale. Il reste toujours valable, en temps d'insurrection comme en temps de paix sociale, en termes collectifs comme en termes individuels. Néanmoins, face à la pénétration toujours plus profonde de la logique de la marchandise, comment est-ce que nous pouvons sortir de la dialectique entre dépossession capitaliste et simple réappropriation, surtout en pensant au développement de technologies toujours plus nocives ? Comment détacher la question des besoins de ce que la société capitaliste nous inculque comme besoins ? Une insurrection incapable de se poser ces questions se retrouvera très vite sur une voie sans issue, où la révolte sera inévitablement réabsorbée par le capitalisme. Il serait plus courageux de poser ces questions, sans pour autant tomber dans un moralisme ascétique, que d'acclamer bêtement le « à chacun selon ses faux besoins ».

Articuler le pourquoi

Si la révolte n'arrive pas à balayer les rôles que cette société nous impose, elle mourra vite. Si nous considérons que



la domestication des individus par leur environnement et leur rôle social est interchangeable, ce sera la fin du rêve de la révolution sociale, et plus généralement de toute émancipation. Mais heureusement, la réalité de la révolte contredit de telles réflexions obscures, terre fertile pour un cynisme qui au bout du compte nie la possibilité de la subversion, ou encore terreau d'une auto-exaltation aristocratique méprisant les exploités à un tel point qu'elle les conçoit comme des ennemis à l'égal des exploiters.

Il demeure que tant que les exploités continuent à se définir ainsi et à axer leurs révoltes sur le rôle social qui leur est imposé, aucune explosion, aussi grande soit-elle, n'arrivera seule à, justement, subvertir les rapports sociaux et faire table rase du jeu de rôles de la société. Dans les nombreux communiqués sortis en décembre 2008, des immigrés, des soldats, des lycéens, les adolescents révoltés, des ouvriers en colère,... expriment leur « adhésion » à la révolte en mettant en avant leur condition sociale. Bien sûr qu'ils critiquent leur condition, mais quasi tous trouvent très important de se définir, de se tamponner avec telle ou telle étiquette, reprenant à leur compte les catégories imposées. Bien sûr que ça en dit long quand ce n'est pas seulement un « secteur » spécifique qui se bouge, et que d'autres le rejoignent, mais le plus important ce ne sont pas « les secteurs », ce sont leurs motivations, leurs pourquoi, leurs aspirations à renverser leur condition. C'est ce saut qualitatif qui pourrait être considéré comme signe d'une

perspective insurrectionnelle, pas le fait que « d'autres catégories » rejoignent la lutte.

La question reste en effet toujours la même. Comment et sur quelles bases les révoltés peuvent-ils se rencontrer, se joindre à la révolte ? Cela suffit-il d'avoir la rage en commun ou de se retrouver ensemble dans l'attaque contre les structures de ce monde ? Ou est-ce que le processus insurrectionnel, c'est justement le saut qualitatif hors de la dialectique entre la réalité opprimente et le négatif purement destructeur ?

Depuis longtemps on n'avait plus vu des expressions si massives de solidarité comme lors de ce décembre 2008. Aux quatre coins du monde, avec non seulement la solidarité avec les insurgés au cœur mais aussi avec la détermination de souffler fort sur le feu de révolte dans son propre contexte, les structures du Capital et de l'Etat ont subi des dégâts. La révolte en Grèce a inspiré d'autres révoltés ailleurs, se rendant compte qu'il faut une tempête sociale pour découvrir ses complices et forger des liens dans le partage de la tension vers la liberté. Alors, dans les chemins tracés par la solidarité internationale, on pourrait peut-être apercevoir une tentative d'articuler un certain pourquoi. Au-delà des frontières et des catégories sociales, les rebelles d'ailleurs se sont reconnus dans la possibilité de jouer le tout pour le tout.

La volonté

Alors que les quelques textes venant de Grèce lors de cette période ne le mentionnent pas

tant, beaucoup d'analyses ne cessent de mettre en avant la « crise », la brutalité « particulière » de la police grecque, ou encore « la corruption et la faiblesse de l'Etat grec ». Face à ceux qui sont éternellement à la recherche de « conditions objectives », on pourrait s'amuser amèrement à donner des dizaines de contre-exemples où quasi personne n'a réagi face à un meurtre par les forces de l'ordre, et où « la réponse du prolétariat » aux crises semble surtout consister à s'adapter le plus vite possible. Il ne s'agit pas de nier l'influence de la situation sociale et économique sur les possibles révoltes, mais il n'existe pas de simple relation de cause-à-effet entre l'oppression et la révolte, ni encore de « mouvement du capital » qui ferait révolter les exploités.

Ce serait une mythification de simplement présenter la révolte de décembre 2008 comme une conséquence automatique des conditions de vie détériorées. Elle a été, même si c'était largement une réaction, un mouvement volontaire, un choix conscient. Elle a été l'expression du fait de prendre et de vivre le combat en première personne – et pas comme pion d'un développement historique. En ça, on pourrait dire que c'est le fruit d'années de révolte acharnée des anarchistes et d'autres rebelles sociaux. Ceci illustre encore une fois que l'activité révolutionnaire sous toutes ses facettes est aussi importante dans les périodes de conflictualité sociale moins forte, qu'elle peut toujours porter ses fruits, même si les explosions sociales semblent parfois très lointaines.

Deux poids, deux mesures De l'onanisme en milieu militant

Anonyme
Décembre 2008

Avec la même unanimité que l'on peut voir aujourd'hui pour encenser les émeutiers grecs, après les émeutes urbaines de 2005 en France, un cortège de communiqués ont condamné les violences. Les émeutiers, ici, sont des « irresponsables », des « inconscients » qui « se tirent une balle dans le pied » et se mettent « les leurs » à dos. Les leurs ? Voici le meilleur moyen de souligner la séparation entre « les militants » qui pondent leurs analyses tranquillement installés dans leurs sièges au coin du feu et ceux, que beaucoup d'entre eux s'amusent à appeler « les masses », qui elles s'insurgent en foutant le feu.

Suite à la mort de Bouna et Zied, la révolte était au mieux « compréhensible », mais ce n'était pas la « bonne » révolte, LA révolte « politisée » (celle qui aboutirait à la Révolution Sociale), et les cibles n'étaient pas les bonnes non plus ; foutre le feu oui, mais pas à l'école primaire de la ville, pas aux associations de « grands frères » chargées d'assurer la médiation, pas à la voiture

du voisin prolétaire, pas à la bibliothèque du quartier, pas aux entreprises qui amènent « l'égalité des chances » dans les banlieues parce que faire « cela » revenait à un suicide politique.

Mais était-ce vraiment le choix des cibles qui démangeaient nos révolutionnaires franchouillards ? On se pose la question quand on voit les réactions de ces mêmes personnes lorsque le même type d'événements a lieu en Grèce, mais cette fois, lorsqu'ils sont « produits » par des personnes qui ajoutent un A cerclé et autres signes de reconnaissances tribaux sur les murs (comprenez : « par des gens déjà conscientisés »).

Dans le premier cas, il s'agit « d'irresponsabilité », dans l'autre, c'est « l'insurrection qui vient ». Ce qui semble cristalliser l'attention de nos révolutionnaires dans ces émeutes à l'étranger, c'est le folklore militant.

En effet, la France est un des pays où ont lieu le plus d'émeutes urbaines, et ce depuis le début des années 80 (depuis Vaulx en Velin en 79). Encore il y a peu, Vitry-le-francois, Roman-sur-Isere,

Villiers-le-Bel, Grigny, La Courneuve, Les muraux etc. ont explosé. Mais personne aux balcons, finalement, c'est devenu si commun de se révolter dans les banlieues...

Seulement, dans ces milieux, l'exotisme règne. La France, ses banlieues pourries, ses « racailles obsédées par l'argent facile et le business » et sa « jeunesse dépolitisée » contre la Grèce, son soleil, ses îles fleuries et ses black blocs photographiques.

Ces « analyses » militantes créent donc une hiérarchisation entre les explosions de rage régulières des banlieues et celles, plus sporadiques, comme à Oaxaca ou en Grèce. Ils reconnaissent donc à certaines populations le privilège d'être le ou les « sujets révolutionnaires », tandis que d'autres restent, à mot couvert, des avatars modernes du lumpenprolétariat, incapables d'aller au delà de la révolte. Car les révoltes, dans leurs esprits, ne sont bonnes qu'à être le prélude du Grand Soir, ou d'un hypothétique processus révolutionnaire, ce qui revient au même.

Une étrange compétition semble alors s'installer, entre

ceux et celles qui ne feraient « que » cramer la voiture de leur voisin, l'école de leur petit frère ou le bureau de poste de leurs parents, et ceux qui ont déjà tout compris, ceux qui s'en prennent directement aux symboles du Pouvoir. Pourtant, les cocktails Molotov sont de même facture, et une école qui brûle reste une école qui brûle, d'Ithaque à Aubervilliers.

Il est bien plus facile pour un libertaire, un trotskiste ou n'importe quel autre gauchiste de s'identifier à un étudiant de classe moyenne, déjà actif dans les mouvements sociaux et surtout, affublé des mêmes symboles folkloriques qu'à un individu qui n'a pas la même « culture politique » et qui d'ailleurs n'a pas forcément attendu de lire l'intégrale de Bakounine pour foutre le feu à ce monde. La rage spontanée des pauvres, elle, n'a rien de folklorique ; elle n'est ni esthétique ni pompée d'un manuel commercialisé à la Fnac.

Dans les divers commentaires à propos des révoltes en Grèce, on a pu lire que le Pouvoir se chait dessus, qu'il était à deux doigts de vaciller, que l'insurrection se propageait à vitesse grand V, et autres projections fantasmées. Faux, la révolte était somme toute balisée, elle est restée dans un cadre « classique », connu par les forces de l'ordre, et ce, quelque soit le nombre de banques cramées. Si l'insurrection venait vraiment, ce ne

serait pas des grenades lacrymogènes que l'Etat enverrait, mais l'armée.

En 2005 par contre, peu après les premiers tirs en direction de la police et le relatif retour au « calme », une note interne des renseignements généraux décrivait la situation comme « insurrectionnelle ». En effet, dans cette note de huit pages de la D.C.R.G. nommée « crise des banlieues : violences urbaines ou insurrection des citées ? » on pouvait lire : « la France a connu sous forme d'insurrection non organisée avec émergence dans le temps et dans l'espace, une révolte populaire des citées, sans leader et sans proposition de programme » et ce, en totale contradiction avec leur ministre de tutelle de l'époque. La note rajoute : « aucune manipulation n'a été détectée, permettant d'accréditer la thèse d'un soulèvement généralisé et organisé ». Cette fois-ci, la France s'est véritablement chiée dessus, dans des proportions incomparables avec d'autres crises « politiques » comme le CPE. Le déploiement des hélicoptères de surveillance et les mesures de couvre-feu en témoignent. Le 8 novembre, De Villepin décrète l'Etat d'urgence, autorisant ainsi les préfets à mettre en place des mesures « exceptionnelles », alors même que le « calme » était peu à peu en train de revenir.

Le but de ce texte n'est pas

de minimiser une révolte ou d'en maximiser une autre, mais de mettre les militants face à leurs contradictions. Pourquoi eux se permettent-ils de maximiser ou de minimiser, et selon quels critères ? Nous nous foutons des symboles, la seule chose qui importe dans une émeute, c'est la rage qui la guide, et non les « capacités pré ou post-révolutionnaires » de ceux qui la font¹. Mais se réfugier dans le fantasme exotique d'une insurrection en Grèce permet de ne pas trop se mouiller ici, et de redorer un blason terni par des actes manquants. Pour nous, condamner une émeute de banlieue -sous un prétexte fallacieux ou un autre- équivaut à condamner une grève sauvage, une attaque de keufs ou l'incendie d'un centre de rétention ; c'est nier la révolte qui anime les enragés, en faisant d'eux des objets d'études sociologiques qui, pour se faire, doivent nécessairement adopter un point de vue extérieur et distant, voir condescendant. Assis au coin du feu, le révolutionnaire a tout le loisir de pondre d'imposantes réflexions qui feront autorité et montreront la voie à ceux qui eux, n'ont pas que ça à foutre.

Solidarité avec les incarcérés de 2005 comme de 2008.

¹ Il est évident par ailleurs que nous ne serons jamais solidaires d'une émeute conduite par des ennemis, ou par n'importe quel groupe ayant l'intention de s'emparer du pouvoir ou de commettre des massacres, cela va sans dire.

Suède : Quelques mots sur les émeutes récentes de Rinkeby, à Stockholm

Texte original en anglais sur [contrainfo](#), traduit par Non Fides 2014

Cachée derrière le spectacle médiatique autour des émeutes de l'été 2013 dans la banlieue de Stockholm (Husby en était l'épicentre), se trouve la tension sociale constante dans les quartiers pauvres de Suède¹.

Rinkeby, une banlieue proche d'Husby, a fait monter la température à nouveau. Cette fois, cela ne s'est pas propagé plus loin. Le 23 juillet 2014, dans la banlieue de Stockholm, à Tensta, une course-poursuite s'est terminée par un crash ; alors que les flics procédaient à l'arrestation, des échauffourées ont éclaté. Peu après cet incident, une autre course-poursuite a lieu, s'arrêtant près du centre de Rinkeby, à l'ouest de Stockholm. Alors que les flics essayaient de remorquer la voiture, ils se retrouvent dans une situation vraiment agressive et tendue, avant de quitter le quartier.

Une heure après, la voiture fut incendiée. Les pompiers sont arrivés, suivis par la police pour leur protection, et immédiatement les flics ont été attaqués avec des pierres, et ont décidé de déguerpir. Peu après, ils furent de retour pour une autre voiture incen-

diée, cette fois avec des véhicules sécurisés, mais ils ont été si massivement attaqués qu'ils ont dû battre en retraite pour la troisième fois.

La poursuite des troubles a pris la forme de plusieurs voitures incendiées, des motos, même des bâtiments. Dans la nuit du 23 au 24, des émeutes ont éclaté à Rinkeby ; une personne a été arrêtée, et plusieurs ont été interrogées et libérées dans la foulée. Dans la nuit du 24 des voitures ont été incendiées, mais il n'y a pas eu d'affrontements. La nuit suivante, le 25 juillet, il y a eu une voiture incendiée, cette fois à Husby.

Les médias ont tiré des leçons de l'escalade de l'an dernier, et ont été mis en garde par les flics, de ne pas rapporter ni exagérer les émeutes, et donc il n'y eut qu'une poignée d'articles de presse. La couverture médiatique a seulement été donnée du point de vue des vicieuses créatures appelées travailleurs sociaux, flics et « riverains » (bien entendu, des personnes triées sur le volet et prêtes à lécher les culs des autorités, ce qui n'est pas la majorité des résidents), qui ont tous trouvés l'espace nécessaire pour exprimer leur haine du désordre, de l'anarchie et de la destruction, et leur amour pour les flics,

l'ordre et la démocratie.

Ce qui est intéressant, cependant, c'est que de temps en temps des émeutes éclatent dans tout le pays dans des zones distinctes. Ce n'est pas rare du tout. A Araby, Växjö, à Gottsunda, Uppsala, à Bergsjön et Hammarkullen, Göteborg, et ainsi de suite... Il n'est pas difficile de savoir pourquoi les zones mentionnées sont celles où les troubles éclatent. La partie la plus pauvre de la population y vit, des hors la loi et des parias y vivent, gibiers de prison et déviants vivent là, et la population de ceux qui ne rentrent pas dans la normalité dégoûtante du « Svensson »² augmente, et de plus en plus de gens s'installent qui cherchent refuge des guerres et des catastrophes - en partie créées avec des armes produites par Bofors et autres marchands d'armes suédois.

Les tensions urbaines ne semblent pas décliner ni réduire, au contraire, et le terrain est fertile pour des alliances anti-sociales et des possibilités d'extension de ces tensions, avec plus de potentiel que jamais.

Qu'attendons nous ?

Attaquons et rejetons l'autorité, maintenant et toujours !

¹ Voir Tension sociale et intervention anarchiste en Suède, in *Avalanche* #2.

² Nom courant en Suède, et synonyme de suédois moyen.

Lettre d'amour aux émeutiers de Stockholm

Extrait de Lucioles, n°10, bulletin anarchiste de Paris et sa région
juin 2013.

« Le feu est la réunification de la matière en liesse. Si on garde cela en tête, chaque incendie doit être considéré comme une réunion, un motif de réjouissance chimique. Fumer un cigare, c'est mettre fin à une longue séparation ; faire brûler un poste de police, c'est rapatrier des milliards de molécules en liesse. »

Pendant cinq nuits au moins, les ghettos de pauvres de Stockholm et des alentours se sont embrasés. Comme souvent, l'étincelle qui a mis le feu à la poudrière fut un assassinat policier. Comme lors des mémorables nuits de novembre 2005 en France ou de Villiers-le-Bel en 2007, d'Athènes en décembre 2008 ou encore celles d'août 2011 en Angleterre et celles plus insurrectionnelles encore qui frappent la Tunisie, l'Égypte ou la Syrie depuis plus d'un an maintenant et dans les dernières semaines en Turquie. Comme à

chaque fois, notre solidarité va à tous ceux qui prennent la rue pour en faire baver aux flics et aux institutions qu'ils réussissent à se mettre sous la dent. Elle va à toutes celles et ceux qui, le courage au cœur et la résignation en berne, face à la médiocrité et l'ennui que nous offre ce monde de merde et ses faux-choix entre travail et chômage, école et prison, allument la nuit avec joie et vengeance.

Flics caillassés, commissariats défoncés, une centaine de voitures réduites en cendres, écoles cramées, bref, des vacances en plus pour les indésirables. Et pendant quelques instants, l'inversion de la balance, quand ce sont les flics et les bourges qui deviennent indésirables et que la peur change de camp. Et tout cela, au cœur même de la social-démocratie modèle, la meilleure élève de la classe du

concert des propres Etats démocratiques. La Suède et son modèle économique et social si parfait, mais ça, c'était avant que les masques ne tombent.

Dictature ou démocratie, il n'y a pas de meilleur mode de gouvernement et il n'y a pas de « moins pire » qui puisse nous satisfaire parce que nous ne voulons plus êtres gouvernés et nous ne voulons plus de leur paix, car elle ne signifie que notre misère et notre domestication. Émeutiers de Stockholm, comme tant d'autres avant vous, vous avez visé juste, vous vous êtes attaqués aux outils de notre domination. Vous avez prouvé que tant que l'humain se condamnera à vivre sous le règne de l'économie et de la domination, il n'y aura de possibilité émancipatrice que dans la destruction et la propagation du désordre.

Et le désordre est fertile...



Tension sociale et intervention anarchiste en Suède

Contribution de UpprørsBladet
Tiré de la revue de correspondance anarchiste *Avalanche* n°2
(revu et corrigé par Non Fides)
juillet 2014

Dans le grand nord de l'Europe se trouvent les paysages humbles de la Suède, quelque peu isolés, avec un sentiment d'autosatisfaction d'être ainsi. Dans des contextes internationaux, peu de choses semblent être connues à propos de cette région, et encore moins quand ces contextes concernent les activités et projets anarchistes. Nous avons pensé changer cela en vous dressant le panorama du contexte dans lequel nous avons été socialisés.

Le « nous » dans ce cas, c'est le projet d'UpprørsBladet (Journal d'insurrection en suédois), qui a commencé comme journal anarchiste en 2011. Dès le début, le but a été de diffuser des idées insurrectionnelles, ainsi que d'autres influences qui ont forgé notre lutte et nos projets – des idées qui n'ont très peu ou pas d'espace du tout dans le milieu radical plus large en Suède. La publication voulait aussi non seulement rassembler des récits d'attaques conscientes et radicales contre l'existant, mais contribuer à rendre plus présente et dangereuse la tension générale dans la société. Le but a été et est toujours d'être un journal de rue, mais comme les gens autour du projet sont très

dispersés sur le territoire, cela reste un défi.

Commençant avec l'image de la Suède comme un endroit calme et innocent, nous pouvons rapidement vous assurer que s'il est vrai qu'une grande partie de la population est pacifiée – terrifiée à l'idée de traverser un feu rouge, même si cela n'est en fait pas illégal –, cette image n'est pas correcte.

Les émeutes de Husby

Au début de l'été de 2013, la Suède se trouvait soudainement à la une des journaux télévisés internationaux, avec des images de voitures en feu et de flics anti-émeute attaqués dans les faubourgs de Stockholm. Les médias se demandaient comment cela avait pu arriver dans un coin aussi pacifique du monde – renommé pour sa paix sociale. **Des centaines de voitures ont été brûlées, 32 flics ont été blessés et les dégâts ont coûté un million à l'Etat.**

Comme dans pleins d'autres cas, le point d'escalade de ces émeutes était quand un gars s'est fait abattre par des flics quand ils tentaient de l'arrêter à sa maison. Mais cela a pris quelques jours avant que le

meurtre policier ne devienne feu et pierres, c'étaient des jours de tension extrême, de rumeurs et d'incertitude. La nervosité frappait autant les flics que la population de Husby. Et alors, une nuit, un flic était comme d'habitude en train de harceler des jeunes ségrégués et c'était comme s'il n'avait pas la moindre idée du haut niveau de tension. Il s'est dit qu'il allait aller harceler un groupe de jeunes. On peut l'entendre sur un enregistrement publié de sa communication radio : plein de confiance, il s'aventure seul dans la situation et quelques minutes plus tard, il s'enfuit la queue entre les jambes appelant des renforts. Entre temps, des gens du quartier appellent les numéros d'urgence pour signaler des incendies à différents endroits, parfois ils appellent aussi à propos du flic. Comme les autorités ne sont toujours pas sûres de ce qui était en train de se passer, ils décident d'envoyer une petite unité de flics anti-émeute. Au début, cette unité se baladait au hasard, interpellant des jeunes afin de trouver les désordonnés. Elle était particulièrement insultante et violente. Cela a attiré plus de gens et cette unité a aussi dû se

casser.

À partir de là, les choses se sont précipitées. Quand les flics rentraient encore dans le quartier, ils le faisaient avec beaucoup de violence contre tout ceux qu'ils considéraient comme une menace. Cela n'a pas duré longtemps avant qu'ils décident qu'il n'était plus possible d'y entrer à cause du nombre croissant de gens qui les attaquaient, ainsi que les pompiers, avec des pierres. En même temps, des voitures, des bâtiments et d'autres choses sont incendiés un peu partout.

Les nouvelles à propos de ces émeutes et l'instigation des médias ont assuré la diffusion

des émeutes à d'autres faubourgs et même à d'autres villes. Dans certains endroits, les émeutes ont duré quelques jours, à Husby elles ont duré plus d'une semaine.

Il y a plusieurs points qui rendent ces événements intéressants, mais encore davantage de points qui les rendent compliqués. Pour cette raison, nous n'approfondirons pas dans ce texte, mais nous comptons écrire un texte analytique spécifique par rapport à ces émeutes.

Mais ce que nous considérons comme un fait important, c'est que ces événements ont servi pour soutenir une fausse image de la tension sociale en

Suède. Depuis des années, il y a de grandes tensions dans plus ou moins tous les quartiers ségrégués de la Suède. Particulièrement à Göteborg, mais aussi dans d'autres grandes villes, il y a eu une continuité d'attaques contre l'existant oppressif. Des voitures, des bâtiments et des poubelles qui crament, des attaques contre les flics et les pompiers, des grands rassemblements de jeunes fébriles se terminant avec des petites émeutes. Cela a été tellement présent et continu que personne à part les politiciens ne pouvait le nier.

Autour de 2009, il y a eu quelques interventions anarchistes et radicales dans cette tension. L'une plus réussie que les autres, si on définit sa « réussite » par le renforcement de liens entre des compagnons et d'autres révoltés dans cette tension. L'intervention la moins réussie a eu lieu dans un faubourg à Malmö : il s'agissait d'un « *Reclaim The Streets* » et ça a été un fiasco principalement pour deux raisons. La première raison, c'est que le groupe derrière cette initiative était entré en contact avec un gang qui prétendait être le gang dominant, afin de ne heurter personne. Avec le système sonore mobile et des gens qui rejoignaient la fête, des membres d'un gang rival ont débarqué et ont attaqué le véhicule du son. Ensuite les gangs ont commencé à se taper dessus. L'autre raison, c'est que les gens qui ont pris l'initiative n'étaient clairement pas enracinés dans la zone. Trop de ces gens vivaient, socialisaient ou organisaient leur vie

quotidienne ailleurs. La majorité des gens dans le quartier ne voulaient pas en découdre cette nuit-là, la plupart même pas du tout, et certainement pas pour des raisons que quelqu'un qui ne vit pas là vient leur jeter à la gueule.

La deuxième intervention a eu lieu à Fittja, un faubourg de Stockholm. Les compagnons vivaient là, ils avaient des idées claires et une meilleure intuition dans leur rapport avec ce qui les entourait et ils ont rejoint les tensions en tant qu'individus et groupes informels. Comme les flics intensifiaient le harcèlement des jeunes, avec des fouilles et des contrôles d'identité dans la rue, une nuit des gens ont fini par contre-attaquer. Les compagnons ont rejoint le nouvel espace temporairement anti-autoritaire pour faire des propositions afin de pousser les choses plus loin. Deux jours après la première contre-attaque, les jets de pierres et les dégâts occasionnels se sont transformés en émeute. La suite a été dure, car le prix que les compagnons ont dû payer pour leur présence dans les faubourgs a été le fait que les flics puisse assez facilement les repérer. Huit personnes ont alors été arrêtées dans l'appartement où elles vivaient et plusieurs d'entre elles ont été condamnées à des peines de prison. L'État a décidé que ces personnes faisaient partie de l'Action Antifasciste et qu'elles étaient les responsables des émeutes, réécrivant l'histoire comme il le fait toujours. Cette tension continue, l'arrière-scène de ces

deux interventions et de toute bagnole cramée, était mise sur le tapis quand les « émeutes de Husby » sont devenues le sujet d'un tapage médiatique mondial. C'est un cliché, mais ces émeutes n'étaient que le sommet de l'iceberg...

La tension entre les fascistes et les antifascistes

Les tensions entre des groupes fascistes et les groupes antifascistes plus ou moins radicaux en Suède sont grandes pour l'instant, et cela depuis le début de l'année dernière. L'augmentation de cette tension n'est pas due à un événement précis, mais à toute une série de faits. Cela a commencé l'automne dernier avec l'« Opération Eskil » avec laquelle l'Etat a ciblé un groupe d'antifascistes organisés dans le groupe communiste *Revolutionära Fronten*. Entre temps, le groupe nazi le plus militant et actif, le Mouvement de Résistance Suédois, a intensifié ses activités partout dans le pays, allant de collages d'affiches et de distributions de tracts à des attaques physiques contre des gauchistes et des immigrés. En décembre, des compagnons et d'autres gens plus ou moins radicaux ont organisé une manifestation contre le racisme dans un faubourg de Stockholm où ce groupe nazi avait été présent. Cette manifestation, composée aussi bien de vieilles dames que de jeunes suçant leurs tétines, a été attaquée par quelques douzaines de nazis masqués, armés de couteaux, de bouteilles et de matraques.

Après une scène horrible et

violente, les nazis sont repoussés. La vague répressive qui a suivi ciblait à nouveau des gens des milieux antifascistes, plutôt que les fascistes (pour donner un exemple, récemment un antifasciste a été condamné à six ans pour tentative de meurtre après avoir donné un coup de couteau à un nazi qui l'attaquait, tandis que les nazis impliqués dans l'attaque n'ont pas eu des peines plus lourdes que huit mois). Quelques mois plus tard, le 8 mars de cette année-ci, un groupe de nazis (qui venait de revenir d'un voyage de « soutien aux troupes » en Ukraine) a envahi le quartier de gauche/branché de Malmö pour attaquer le centre social *Glassfabriken*. Après, ils ont continué leur chemin vers une fête du 8 mars dans le parc de *Folkets*. Là, ils ont attaqué un petit groupe de gens qui s'en allait de la fête. Une personne de ce groupe, connue par les nazis des milieux ultra où il était actif contre l'homophobie et les structures patriarcales, a été presque tuée, d'autres ont été grièvement blessées.

Ces événements ont généré un soutien massif et des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue, de différentes façons, pour marquer leur solidarité. Aucune de ces manifestations n'ont en soi généré quoi que ce soit de potentiel insurrectionnel, mais ont ouvert quelque chose de différent : un intérêt pour des idées radicales et pour agir contre le fascisme.

L'antifascisme est un concept qui ne nous intéresse pas dans nos projets ou nos perspectives. Bien évidemment, le fascisme



fait partie des structures oppressives qui nous empêchent d'être des individus libres et joyeux, mais orienter toute notre attention sur le fascisme ne fait que nous mener vers le cul-de-sac démocratique. Par contre, ce qui nous intéresse, c'est la tension que cette dernière année a générée dans ce coin du paysage radical. L'État a montré ses sympathies ouvertes pour les fascistes plutôt que pour les antifascistes, désenchantant beaucoup de gens dans leurs croyances, les rendant plus en colère, et plus présents ici et maintenant. Sans savoir si cela est lié ou pas, mais parallèlement à cette tension croissante, les abonnements à UpprorsBladet ont massivement augmenté, tout comme les liens entre UpprorsBladet et d'autres gens et d'autres projets. Cette tension a ouvert une fissure dans laquelle nous comptons être présents avec nous-mêmes et nos idées.

Résistance à l'« Année des Super Elections »

2014 signifie année électorale en Suède. Cette année a été promue par tous les moyens possibles comme « l'année des super élections », les élections où tout va se décider, où les tensions vont être à leur comble, voire exploser. Après bientôt une décennie de mesures d'austérité sous le gouvernement de l'Alliance, les gens ont déjà oublié les conditions misérables qui existaient sous le règne de la social-démocratie. Aussi, des partis nazis se sont joints à cette danse spectaculaire. Les tensions dans

les zones ségréguées sont toujours là comme une force avec laquelle il faut compter. Tout ce que tu veux, ces élections l'ont !

Ce qui nous a fait choisir de nous intéresser à ces élections, plus que de juste leur cracher à la gueule, c'est tout d'abord le fait qu'une initiative anti-autoritaire contre les élections avait vu le jour.

Le premier avril, plusieurs attaques ont été menées sous le nom de « Joker » (comme le joker du jeu de cartes). Cette journée d'action était appelée « Hors Service » et les actions/attaques ont été menées à beaucoup d'endroits [jets de peinture, bris de vitres, slogans,...]. La campagne s'est présentée comme le Mouvement 365 et toute action est menée par des groupes ou des personnes anonymes, pour ensuite être « revendiquée » par le Joker. Les cibles des actions ont été et continuent d'être la machinerie électorale, l'Etat et le spectacle politique, mais il y en a eu aussi contre la Coupe du Monde au Brésil.

Endehorsdel'ambiance action-Joker qui revendiquait, il y a eu aussi des destructions anonymes et non-revendiquées de matériel électoral, ce que nous trouvons important de mentionner, peu importe leur ampleur.

Voyant d'autres personnes se saisir de la tension déjà exis-

tante pour l'impulser contre les autorités et contre le spectacle électoral, cela nous a inspiré à nous y joindre. Nous avons perçu aussi un espace à l'intérieur de cette initiative qui n'était pas utilisé : l'espace d'une critique anarchiste individualiste des élections et de la démocratie. Un espace à remplir avec notre journal et avec d'autres formes de « notre » propagande. Nous avons aussi constaté le manque de débat autour de l'organisation informelle, la « revendication » et d'autres sujets liés, un débat qui est beaucoup plus présent à un niveau international. Nous avons donc traduit en partie ce débat comme contribution à ce contexte de lutte.

En écrivant ces lignes, notre numéro contre les élections est prêt à être imprimé et à envahir les rues, la construction d'une atmosphère de débat dans la résistance aux élections et plus largement dans le mouvement anarchiste va de l'avant et nous voyons pour le moment un grand potentiel dans le contexte suédois. Si ce n'est pas en termes d'attaques, le succès de cette année de recherche de tension sera mesuré aux nouveaux espaces qui auront été ouverts pour nos idées et pour rencontrer d'autres compagnons en lutte, quelque chose qui sinon ne serait jamais arrivé.

Des salutations d'un contexte rempli de tensions, réellement existantes,

UpprorsBladet

Syndrome de Stockholm

Extrait de Hors Service n°37
mai 2013

Le 13 mai, quelque part en Europe, un homme est assassiné par la police dans un quartier pauvre. Ce n'est pas un jeune, et cela ne se passe pas dans une zone connue pour sa conflictualité. Un homme de plus est tombé sous les balles de l'Etat. Cette fois cela se passe à Husby, dans la banlieue nord de Stockholm, ce paradis de la gestion social-démocrate de la domination. On n'est ni à Paris ni à Londres, pas à Bruxelles ni à Berlin. Mais qu'est-ce que cela change ? Les riches et leurs chiens de garde sont partout, et partout aussi existent des individus prêts à s'armer de courage pour exprimer leur révolte avec détermination. Même en Suède.

Moins d'une semaine plus tard, la nuit du 19 mai, des voitures commencent à brûler dans ce même quartier de Stockholm. La police et les pompiers sont accueillis avec des pierres. Le lendemain, la rage se transforme en émeute, les vitres de boutiques, d'équipements publics et d'écoles commencent à se fendre sous le coup de projectiles. Malgré les appels au calme et « à la responsabilité citoyenne », malgré les promesses des politiciens, les années d'humiliation et le sang du vieil homme abattu par la police ne s'achètent pas si facilement. Pour la troisième nuit de suite, ce sont encore près de 30 véhicules qui partent en fumée, mais pas seulement. Deux écoles et un centre culturel les rejoignent dans un incendie qui devient contagieux. A Jakobsberg, une autre banlieue située au nord-ouest de Stockholm, les actes commencent à dialoguer directement entre eux : un commissariat est attaqué. Les mots ne sont pas

nécessaires, et les destructions ciblées parlent d'elles-mêmes.

La quatrième nuit, près de 90 feux sont allumés à différents endroits de la ville. Les pompiers courent partout, protégés par la police, et harcelés par de petits groupes. A Husby, 300 collabos effectuent des rondes pour contenir les affrontements. Mais c'est quoi, quelques milliers de flics et de citoyens qui essayent d'étouffer une émeute, face à la détermination de dizaines d'émeutiers ? Faute d'oxygène dans le quartier où tout a commencé, la joie se diffuse un peu plus loin : trois commissariats de plus sont attaqués, un à Kista au nord de Stockholm, deux autres au sud de la ville. La police perd son premier véhicule de patrouille, cramé, et rencontre des lasers aveuglants en plus des pierres et des molotovs. A 700 kilomètres de là, dans la troisième plus grande ville de Suède (Malmö), d'autres incendiaires rejoignent à leur tour le grand bal de la révolte.

Le jeudi 23 mai, l'émeute dure toujours. La police de Stockholm commence à s'épuiser, et attend avec impatience les renforts annoncés. Dans toujours plus de quartiers de la capitale, les feux touchent non seulement des voitures (et hop, 70 de plus !), mais visent aussi les intérêts de l'Etat et des patrons : à Rinkeby, à Södertälje, à Norsborg, à Tensta (une école), à Kista (une école), à Älvsjö (un commissariat), à Jordbro (un centre commercial). En dehors de Stockholm, les flics sont attaqués dans les villes de Borås, Karlskrona et Malmö. Les assurances commencent à sonner l'alarme, et chiffrent les dégâts de moins d'une semaine d'émeute à « plusieurs

centaines de milliers d'euros ».

On arrête là, ou on continue de compter les nuits ? Alors ok, une dernière pour la route, la sixième. Stockholm est saturée de flics, et beaucoup crient provisoirement victoire. Sauf que tout n'est pas si simple, et d'autres grandes villes de Suède se réveillent avec un goût de cendres dans la bouche : à Örebro par exemple, une école a brûlé et un commissariat fait l'objet d'une tentative identique, tandis qu'à Kista, une autre école est partie en fumée.

Alors, ces émeutes pas si lointaines nous disent aussi quelque chose d'autre, à nous, ici ? Peu d'affrontements massifs avec les flics, et beaucoup de petits groupes mobiles. Des dizaines de voitures brûlées pour attirer les différents uniformes, puis des guet-apens agiles. Et surtout, la capacité de cueillir une occasion, celle de détruire ce qui nous opprime au quotidien : une école ici, un commissariat là, ou un centre commercial encore ailleurs. En Suède, des poignées d'individus relativement isolés, mais armés de détermination et d'un peu d'imagination, ont réussi à diffuser leur rage pendant de longues nuits. Ils ont employé une langue enflammée qui a directement parlé au cœur et à l'esprit d'autres révoltés sur des centaines de kilomètres. Et si celle-ci a pu fendre en quelques jours la glace de la pacification apparente d'un grand pays nordique, qui sait si d'autres inconnus ne pourront pas à leur tour être saisis par sa beauté destructrice ? Une sorte de nouveau syndrome de Stockholm qui se gripperait à travers toute l'Europe...

Considérations sur les émeutes

ayant hanté "Zureich" ces derniers temps

Traduit de l'allemand d'Indymedia Suisse allemande par Le Réveil
Octobre 2011

I
Après les premières émeutes au Bellevue, les médias se sont jetés dessus comme sur du pain bénit. Ce qui était à attendre. Ils ont tous trifouillé leurs « spécialistes » pour analyser la nature du « problème ». Le problème de « la jeunesse ». Tout d'abord pour prendre sa distance car la jeunesse, Monsieur et Madame Toutlemonde le savent, ce n'est pas nous, et leurs problèmes, ON ne les a pas. ON est choqué.

« La jeunesse » ne veut bien sûr rien, ON le sait, ou, autrement dit, rien dont ON ne devrait se préoccuper. Puisque, si les gens sont vraiment mécontents, ils peuvent évidemment « fonder un parti », « manifester pacifiquement » et ainsi de suite... Bien sûr. Car, comme ON le sait, chacun a la possibilité pour le faire.

Les citoyens n'affrontent bien sûr que les problèmes qu'ils peuvent résoudre. Si bien que le seul problème qu'on reconnaît, c'est la jeunesse en tant que telle, mais certainement pas « leurs problèmes ». De toute manière, rien de ce qui ne doit pas être reconnu ne sera reconnu, ce sera traité comme

tout ce qui ne convient pas : en tant que criminalité.

Ce qui choque cependant surtout les citoyens, c'est exactement ce fait-là ; qu'il n'y ait pas de revendications, que les peu de gens ayant pu être interviewés par les médias n'essayent même pas de se défendre contre les reproches que l'ON leur fait...

« Si j'ai pensé au fait que des flics peuvent être blessés ? Bien sûr, c'était bien ça le but du truc. »

Ça ne va bien sûr pas. Blessier des humains ; « sans raison ». Ici, si quelqu'un blesse des humains, c'est bien sûr la police. Ce qui est légitime. Elle a une bonne raison : la sacrosainte propriété et l'État, connu aussi sous un nom qui prête un peu à confusion, la démocratie.

II

Ainsi, tout est finalement réduit au « problème jeunesse », il n'y a pas de problèmes, hormis celui que « la jeunesse » fait semblant d'en avoir un ; qu'elle ne peut – comme ON le sait – tout simplement pas avoir.

Tout le débat spectaculaire est divertissant. Les citoyens font leur monologue et n'arrivent pas à voi-

ler le fait de n'avoir pas la moindre idée. Nous ne comprenons pas pourquoi certains s'énervent que les médias spectaculaires ne fassent que dénigrer les émeutes et qu'ils reproduisent tout simplement la propagande des flics. Ceci n'est pas nouveau et c'est tout simplement le but de ces médias.

Cela ne sert pas à grand-chose si les médias nous acceptent en tant que interlocuteurs ou en tant que opposition prise au sérieux sauf à ce que les organisations se jettent sur nous pour nous intégrer, pour nous prêter de faux contenus et pour finalement enlever toute vie.

Nous ne leur avons finalement rien à dire sauf ce qui a suffisamment été communiqué par les émeutes.

III

Les « fêtes illégales » à Zureich¹ existent depuis longtemps. Elles ont une histoire. Déjà il y a un an, il y a eu une émeute après un RTS. A l'époque, les médias étaient encore bien plus ignorants. Ce dernier temps, de plus en plus de

¹ « Zureich » est un jeu de mots avec le nom de la ville, « zu reich » voulant dire « trop riche » en allemand

« fêtes illégales » ont été dissoutes. Elles étaient souvent trop petites pour être défendues, ou du moins, c'étaient ce que beaucoup pensaient. Que ça allait péter au Bellevue était d'une certaine manière prévisible, même si peu de monde se serait attendu à une telle dimension.

Bien sûr, les émeutes étaient en lien avec les espaces libres. Mais pas seulement. Le point c'est que tout l'espace est sous occupation policière. Et que les citoyens aiment jouer à la police de temps à autre. Qu'il n'y a pas de lieux où des gens peuvent se rencontrer hormis des espaces complètement pacifiés et protégés par des sécus. C'est le quotidien, le vide. Que nous n'avons pas envie de nous soumettre et que, le jour où l'on est enfin suffisamment nombreux,

nous passons à l'attaque. S'il y a l'ambiance.

Le point c'est, pour le dire avec les mots de Claude Ribaux, un sociologue du 20 minutes, « que nous ne sommes pas nés civilisés » et que nous n'avons rien à foutre « d'éducation ». Et que nous sommes tout à fait capable de mener une réflexion là-dessus...

IV

Bien sûr, il est clair qu'aucune révolution n'a éclaté jusqu'à maintenant et il n'est même pas clair si une continuité se développe, mais il est clair aussi que « les émeutes du Bellevue » ont été un événement social, que des gens divers, n'ayant ordinairement pas de rapports entre eux, ont créé quelque chose ensemble. Et que la même chose est arri-

vée seulement une semaine après, même si la police a débarqué avec toute son armada. Ce qui a malheureusement été fatal pour certains. Nous souhaitons donc ici à tous ceux qui sont toujours en taule beaucoup de force et de rage.

Nous ne pouvons que deviner pourquoi il n'y a pas eu d'émeute ce week-end-ci [du 24/25 septembre]. Il est clair que certains ont essayé de se rassembler mais tout Zurich était rempli de flics. C'est peut-être aussi parce que certains étaient en train d'occuper un site qui a des bonnes chances de devenir le nouveau squat culturel de Zureich.

Nous en tout cas, nous espérons que ce « spectre » continue à « hanter ». Qu'il y a de plus en plus de troubles sociaux. Que tout ça se répand à d'autres villes, ce qui « risque » déjà d'arriver. Que de telles émeutes se transforment en véritables insurrections paraît toutefois invraisemblable, mais ces derniers week-ends l'étaient aussi.

Peut-être, ces émeutes ne sont qu'un « effet de mode ».

Peut-être.

Peut-être pas.

Le pari est lancé.



Les émeutes à Limoges

Albert Libertad
l'anarchie n°2, 20 avril 1905

[En 1905, une série de grèves éclatèrent dans les usines de porcelaine de Limoges, où le mouvement ouvrier était important. Ne supportant plus leurs conditions de travail, les ouvriers envahissent les usines le 14 avril ; le lendemain, une première barricade s'élève : c'est le début des émeutes. Le 17 avril, un cortège de 3000 personnes se rend à la prison pour délivrer les collègues emprisonnés pour vol. Les dragons chargent, un peintre en porcelaine est tué. Cet épisode a un grand retentissement dans la France de l'époque.]

Jeter rapidement sur le papier les sensations différentes qui vous poignent aux nouvelles de Limoges est une besogne douloureuse. La main tremble de colère. On regrette de ne pas être là-bas, afin de dire le verbe puissant qui mène à l'action.

Hier, *La Petite République*, cet organe répugnant entre tous, sous la signature de Gérault-Richard, écrivait que c'étaient des garnements qui avaient été piller les armureries, et le soir même, Labussière, le maire socialiste, pleurait sincèrement, je n'en doute pas, suppliant la foule en révolte de ne pas se jeter sans armes sur les soldats.

Gérault a raison. Ce sont des garnements qui ont agi utilement.

Les ouvriers honnêtes ne pillent pas les armuriers ; ils se terrent habituellement ; leur révolte consiste à aller voter pour le député socialiste ou à payer leurs cotisations syndicales, et

quand ils se fâchent, ils vont la poitrine à l'air, comme là-bas en Russie, devant les balles des soldats. Les ouvriers honnêtes ne savent tuer que légalement quand ils sont soldats.

Car les soldats sont des gens honnêtes, des assassins à gages. Fils d'ouvriers et de paysans, ils ont quitté l'atelier et la terre ; ils ont laissé en leur pays père et mère, frères et amis, sont partis revêtir la livrée, afin de défendre l'organisation sociale dont ils ont été, sont et seront les victimes. Imbéciles !

Jamais il ne me vient à l'idée de plaindre les hommes lorsqu'ils portent l'habit du soldat ; ils peuvent en crever, cela ne saurait me toucher.

Ils ont accepté d'être là, pour défendre le sol qui ne leur appartient pas, le fainéant qui prélève les rentes, l'industriel qui torture leur corps sous le travail, le commerçant qui les vole.

Tant pis pour eux.

Ils ont pris le fusil pour tuer leurs camarades, non par besoin personnel, non pour manger, mais pour obéir, qu'ils crèvent donc comme je souhaite que crèvent toutes les bêtes venimeuses.

Il est évidemment des exceptions, mais si rares qu'elles ne peuvent entrer en ligne de compte.

Ce ne sont pas les bourgeois, ce ne sont pas les industriels, ce n'est pas Haviland, que les révoltés trouvent en face d'eux, c'est le soldat, le camarade

d'hier, qui, le fusil en main, les tue sans pitié.

On parle des pierres reçues qui excitent ces bêtes. Si ces gens-là, sans s'occuper de l'acte de leur voisin, levaient la crosse ou arrêtaient leur cheval dans la charge, les pierres ne tomberaient pas sur eux. Et s'il y avait là des conscients, ils comprendraient bien que la pierre n'est pas pour l'individu mais pour le soldat et que ce n'est pas de tirer une balle qui sera le remède, c'est de ne plus être soldat et de redevenir un homme le plus vite possible.

C'est le peuple qui se tue lui-même. Les bourgeois regardent. Haviland, de sa fenêtre, lisant *La Petite République*, peut voir les ouvriers honnêtes, en livrée, tenant des armes pour le défendre, lui, le maître, tirant sur les ouvriers honnêtes, en habits de travail, sans armes, afin de ne pas être des garnements.

J'ai le bonheur d'être un garnement, aussi je pense que le premier travail à faire est de se munir de moyens défensifs et offensifs, quand on doit rencontrer la force ouvrière devenue force capitaliste.

Mais il n'est besoin de rien, quand on rencontre une vermine hypocrite du genre de Gérault-Richard, pour lui foutre un coup de pied au cul.

Débarrassons-nous des mauvais bergers.

Le Petit Journal

Le Petit Journal

CHACQUE JOUR — SIX PAGES — 5 CENTIMES

Administration: 61, rue Lafayette

Le Supplément illustré

CHACQUE SEMAINE 5 CENTIMES

5 Centimes

Le Petit Journal militaire, maritime, colonial.... 10 cent.

Le Petit Journal agricole, 5 cent.

Le Petit Journal illustré de La Jeunesse.... 10 cent.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste

5 Centimes

ABONNEMENTS

SIX MOIS	UN AN
SEINE ET SEINE-ET-OISE 2 fr. 3 fr. 50	
DEPARTEMENTS..... 2 fr. 4 fr.	
ETRANGER..... 2 fr. 5 fr.	

Les manuscrits ne sont pas rendus.

Seizième année

DIMANCHE 30 AVRIL 1905

Numero 754



SANGLANTES ÉMEUTES A LIMOGES

Les manifestants essayent d'enfoncer les portes de la prison

Les cinq "martyrs" de Chicago :

Innocents ou coupables ? (extraits)

Aviv Etrebikal
2013

[...]

Mais parlons un peu des faits qui nous intéressent ici, qui sont notamment connus pour être en partie à l'origine des manifestations du 1er mai. Tout commence lors d'un rassemblement pour la journée de huit heures de travail quotidien qui se déroula le 1er mai 1886 à l'usine McCormick¹ de Chicago. Un rassemblement qui s'inscrivait dans un mouvement plus large, c'est-à-dire une grève générale mobilisant 340 000 travailleurs dans tous le pays. Modèle était pris d'une tradition ouvrière australienne de grève générale pour la journée de 8h tous les 1er mai. Le 1er mai était aussi le jour où les entreprises entamaient leur année comptable, et donc la journée où se renouvelaient (ou pas) les contrats de travail. Les travailleurs étaient donc souvent contraints de déménager pour trouver un nouveau travail (d'où l'expression *moving day*).

August Spies, membre de la section de Chicago de l'*International Working People's Association*², éditeur de l'*Arbeiter-Zeitung*³

¹ McCormick est un très ancien constructeur américain de matériel agricole. Il appartient aujourd'hui au groupe italien Argo SpA.

² L'*International Working People's Association* était une organisation anarchiste internationale créée en 1881 lors d'un congrès tenu à Londres, et dont le but était de ressusciter l'Association internationale des travailleurs (1864-1877). Aux États-Unis, le groupe est surtout connu comme l'organisation à laquelle

appartenaient Albert Parsons, August Spies et les autres anarchistes emprisonnés et exécutés à la suite de l'attentat de Haymarket. L'*Arbeiter-Zeitung* ou *Chicagoer Arbeiter-Zeitung* (Journal des ouvriers de Chicago) était le quotidien des immigrés anarchistes allemands de Chicago, principalement rédigé par August Spies. Il était en partie bilingue allemand-anglais, et, de tri-hebdomadaire et social-démocrate de gauche, devient quotidien anarchiste en 1886 sous la direction de Spies. Avec un tirage de 5800 exemplaires en 1886, c'était le plus célèbre journal anarchiste de Chicago. Le soir du 3 mai 1886, après la sanglante répression policière contre les ouvriers grévistes des usines McCormick, il publie en allemand et en anglais le fameux appel au rassemblement de Haymarket Square pour le lendemain. L'article était rédigé par Spies.

³ L'*Arbeiter-Zeitung* ou *Chicagoer Arbeiter-Zeitung* (Journal des ouvriers de Chicago) était le quotidien des immigrés anarchistes allemands de Chicago, principalement rédigé par August Spies. Il était en partie bilingue allemand-anglais, et, de tri-hebdomadaire et social-démocrate de gauche, devient quotidien anarchiste en 1886 sous la direction de Spies. Avec un tirage de 5800 exemplaires en 1886, c'était le plus célèbre journal anarchiste de Chicago. Le soir du 3 mai 1886, après la sanglante répression policière contre les ouvriers grévistes des usines McCormick, il publie en allemand et en anglais le fameux appel au rassemblement de Haymarket Square pour le lendemain. L'article était rédigé par Spies.

⁴ The Alarm est un journal anarchiste fondé à Chicago le 4 octobre 1884 par Albert et Lucy Parsons. Le journal est l'organe officiel de l'*International Working People's Association*. En 1886, Dyer D. Lum et Lizzie Holmes assurent l'édition du journal suite à

l'exécution d'Albert Parsons. Après une interruption, il est édité à New York de juin 1888 à février 1889. Il réapparaît ensuite en 1915.

à venir armés, notamment pour empêcher des carnages comme il s'en était produit lors de bien d'autres grèves.

Le jour venu, Spies, Parsons et Samuel Fielden prennent à nouveau la parole alors que la pluie commence à tomber. Le maire de Chicago, Carter Harrison, assiste aussi au rassemblement. Lorsque la manifestation s'achève, Harrison, convaincu que rien ne va se passer, appelle le chef de la police, le détesté inspecteur John Bonfield, pour qu'il renvoie chez eux les policiers postés à proximité. Il est 22h et les manifestants se dispersent, il n'en reste plus que quelques centaines dans *Haymarket Square*. Bonfield ordonne à Fielden d'appeler la foule à se disperser dans le calme, ce qu'il ne fera pas.

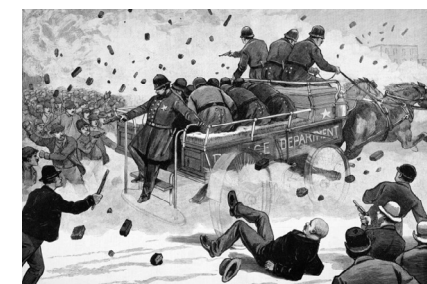
C'est à ce moment qu'une bombe assez puissante est lancée sur la masse des policiers, en tuant un sur le coup. Dans le chaos qui en résulte, des deux côtés les armes sont dégainées, et sept autres agents sont tués, une soixantaine d'autres sont blessés par balles, les flics tirent dans le tas, parfois sur eux-mêmes et le bilan est lourd. On parle officiellement d'au moins quatre morts du côté des manifestants et de nombreux blessés graves, mais cela est vraisemblablement faux. Des journaux

porté leurs fruits sanglants à Chicago la nuit dernière. Et au moins une douzaine de loyaux serviteurs auront sacrifié leurs vies aux doctrines d'Herr Johann Most ». L'article, parsemé de racisme, ne se réfère aux grévistes que par le terme ambigu de « mob », signifiant à la fois foule ou populace déchaînée, mais contenant aussi des références historiques à la pègre. Le mot « *workingmen* » est lui toujours placé entre guillemets.

Sept hommes sont arrêtés dans la foulée par la police, accusés des meurtres de flics de Haymarket. August Spies, George Engel, Adolph Fischer, Louis Lingg, Michael Schwab, Oscar Neebe et Samuel Fielden sont incarcérés. Un huitième nom s'ajoute à la liste quand Albert Parsons se livre à la police.

L'événement servira à jamais à faire de Chicago un point chaud du dit « terrorisme » anarchiste dans la culture populaire américaine. L'édition du 4 mai 1886 du *New York Times* porte en titre : « Émeute et bain de sang dans les rues de Chicago... Douze policiers morts ou mourants ». Celle du 6 mai affichait en Une « Les mains ensanglantées de l'anarchie », dont l'édition s'ouvrait ainsi : « Les vils enseignements des anarchistes ont

⁵ Dont les éditions du 5 mai 1886 du *New York Times* et du *Chicago Herald*.



DES CINQ DE HAYMARKET A SACCO ET VANZETTI : TOUS INNOCENTS, TOUS MARTYRS ? AVEC DES TEXTES D'ALFREDO BONANNO, AVIV ETRIKAL, VAL BASILLO



« Le sol sur lequel vous vous trouvez est en feu » August Spies à ses juges.

Le procès s'ouvre le 21 juin 1886 à la cour criminelle de Cook County (Illinois). Participant probablement en grande partie à la mythologie innocentiste des « martyrs de Haymarket », il est entièrement biaisé, la sélection du jury compte par exemple un parent du premier policier tué. Le procureur Julius Grinnel déclara même lors de ses instructions au jury : « Il n'y a qu'un pas de la République à l'anarchie. C'est la loi qui subit ici son procès en même temps que l'anarchisme. Ces huit hommes ont été choisis parce qu'ils sont des meneurs. Ils ne sont pas plus cou-

pables que les milliers de personnes qui les suivent. Messieurs du jury : condamnez ces hommes, faites d'eux un exemple, faites-les pendre et vous sauverez nos institutions et notre société. C'est vous qui déciderez si nous allons faire ce pas vers l'anarchie, ou non ».

Reste selon nous que ce procès, certes d'apparence exceptionnel, n'était pas si différent des autres procès d'anarchistes de l'époque, c'est-à-dire un peu moins d'une dizaine d'années avant la promulgation des lois scélérates en France, une série de lois votées à la Belle Époque qui visaient à réprimer le mouvement anarchiste et les possibilités d'expression subversives en général. Toutes proportions gardées, on peut débusquer une tonne de similitudes avec la façon dont sont menées aux quatre coins du monde les enquêtes de police et de justice contre les anarchistes d'aujourd'hui : interrogatoires musclés ou non, perquisitions, accusations de terrorisme, invention de groupes terroristes fictifs, rémunération de délateurs, utilisation des médias pour isoler et de la prison pour détruire sont toujours monnaie courante.

Mais revenons à 1886. Le 19 août, tous sont condamnés à mort, à l'exception d'Oscar Neebe qui écope de 15 ans de prison. Un vaste mouvement de protestation internationale se déclenche. Les peines de mort de Michael Schwab et Samuel Fielden sont commuées en prison à perpétuité (ils seront tous les deux graciés le 26 juin 1893). Louis Lingg se suicide

66

péniblement en prison. Quant à August Spies, George Engel, Adolph Fischer et Albert Parsons, ils sont pendus le 11 novembre 1887. L'exécution sera effroyable puisque les nœuds furent mal disposés pour que l'agonie par strangulation soit longue, ce qui permettra à Spies de crier dans un dernier souffle de vie : « *Le temps viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui !* ».

Partout dans les grandes capitales du monde, de grandes manifestations d'appui aux anarchistes de Chicago font monter la température. Un mouvement qui préfigurera de beaux élans de solidarité internationaliste quinze ans avant les manifestations de solidarité contre l'exécution de Francisco Ferrer, et trente ans avant celles pour les anarchistes Sacco et Vanzetti.

La version édulcorée que l'on nous sert à chaque 1er mai, de la part des historiens d'État comme des organisations gauchistes et anarchistes respectables, est l'histoire de cinq travailleurs tués pour l'exemple et choisis au hasard dans la foule de ceux qui luttent pour les droits des travailleurs. Chaque année la Fédération Anarchiste, la CNT et tant d'autres libertaires prétendent entretenir leur mémoire en ressortant leur tract sur les origines anarchistes du 1er mai, se recopiant la même version les uns sur les autres, sans prendre la peine de vérifier les faits et de réfléchir, comme nous avons essayé de le faire ici. Dans ces tracts toujours anachroniques et mal renseignés que chacun pourra apprécier par lui-même au

prochain 1er mai, les compagnons de Chicago sont carrément présentés comme les martyrs de ceux qu'ils combattaient, c'est-à-dire les syndicats réformistes et le Mouvement Ouvrier A.O.C.. Cela parce que leur version innocentiste les arrange bien, trop occupés qu'ils sont à délayer l'anarchisme (et l'histoire révolutionnaire en général) de ses passions destructrices et de son histoire tumultueuse, pour la rendre soyeuse et respectable au toucher de l'« opinion publique ». On préfère ces figures imaginaires de rêveurs condamnés à tort à la peine capitale, de doux petits jésus prolétariens aux yeux tristes, lynchés et crucifiés par les troupes patronales de Ponce Pilate, des victimes plutôt que des combattants. Mais rien n'est moins vrai.

Si « injustice » il y a, elle réside pour nous dans le fait de réduire leurs belles idées dans le bordel générique des « droits des travailleurs ». Les monuments érigés par les États comme par les libertaires à leur « innocence » sont des insultes en bronze à leur mémoire. Albert Parsons, August Spies, George Engel, Adolph Fischer et Louis Lingg ne sont pas de pauvres et innocents martyrs, ils étaient des anarchistes *coupables* d'avoir travaillé à l'organisation d'une insurrection de travailleurs au cœur même de l'Amérique industrielle, *coupables* d'avoir voulu venger leurs morts, *coupables* d'avoir conspiré pour tuer des flics, *coupables* d'avoir été révolutionnaires jusqu'à la fin, *coupables* d'anarchisme. Et que celles et ceux qui prennent peur d'un tel héritage et s'en

lavent les mains ne prétendent pas être anarchistes ou révolutionnaires.

Il faudrait ne pas nous laisser entraîner nous-mêmes dans le sillon du rouleau compresseur de l'histoire bourgeoise et universitaire qui n'a jamais compris l'anarchisme que de deux manières. D'un côté les belles idées, la philosophie positive et la rhétorique enthousiaste de doux et jeunes rêveurs utopistes, un peu bohèmes, persécutés par l'ordre établi trop réactionnaire pour accepter leurs idées progressistes et non-violentes. Et de l'autre côté, les anarchistes assoiffés de sang, nihilistes virtuoses de la monstruosité, manipulés par les services secrets et frappant dans le tas des masses. Nous savons bien que ces façons sordides de comprendre l'anarchisme et les anarchistes répondent au besoin moderne et irrépressible de récupérer, mâcher, digérer et recracher, parfois intégrer ou désintégrer, mais toujours simplifier et falsifier.

Les cinq compagnons de Haymarket étaient des anarchistes et des révolutionnaires *comme les autres*, c'est-à-dire qu'ils ne voyaient pas la théorie et la pratique comme des activités séparées, mais comme un tout cohérent et entrelacé. Et les beaux discours que certains d'entre eux ont pu prononcer devant leurs juges, des appels à la vengeance et à l'insurrection, n'étaient pas que des beaux discours prononcés pour que des étudiants et des libertaires puissent les relire cent ans plus tard, un sourire de compassion aux lèvres, comme un vestige insolite du passé. Car ils portaient un

combat qui continue, pas une curiosité philosophique. Cela, des compagnons du monde entier l'ont bien compris lorsqu'au lendemain de l'exécution des compagnons de Chicago, les intérêts américains seront attaqués un peu partout dans le monde. A Livourne en Italie, par exemple, où une grande manifestation émeutière attaqua les navires de guerre américains ancrés dans son port, avant de s'en prendre au siège local de la police, où, disait-on, le consul des États-Unis s'était réfugié pour s'éviter un lynchage.

« Les forces par lesquelles les travailleurs sont maintenus dans la soumission doivent être combattues par la force. »
Louis Lingg

Tous ceux qui aujourd'hui nous servent ce discours sur Haymarket, ont-ils seulement tenu compte du fait que Louis Lingg et ses avocats n'ont jamais remis en question l'accusation d'avoir fabriqué des bombes artisanales dans son appartement, et en grande quantité, juste avant l'émeute de Haymarket ? Aucun n'a retenu qu'August Spies a admis posséder de la dynamite et des bombes dans son bureau. Et pourquoi ces historiens en herbe feignent-ils d'oublier que les compagnons George Engel et Albert Parsons avaient passé une commande en grosse quantité de revolvers Remington de gros calibre chez un marchand d'armes quelques mois à peine avant mai ? Engel en ayant commandé une centaine, et Parsons entre cinquante et soixante. Et le témoignage de la balance

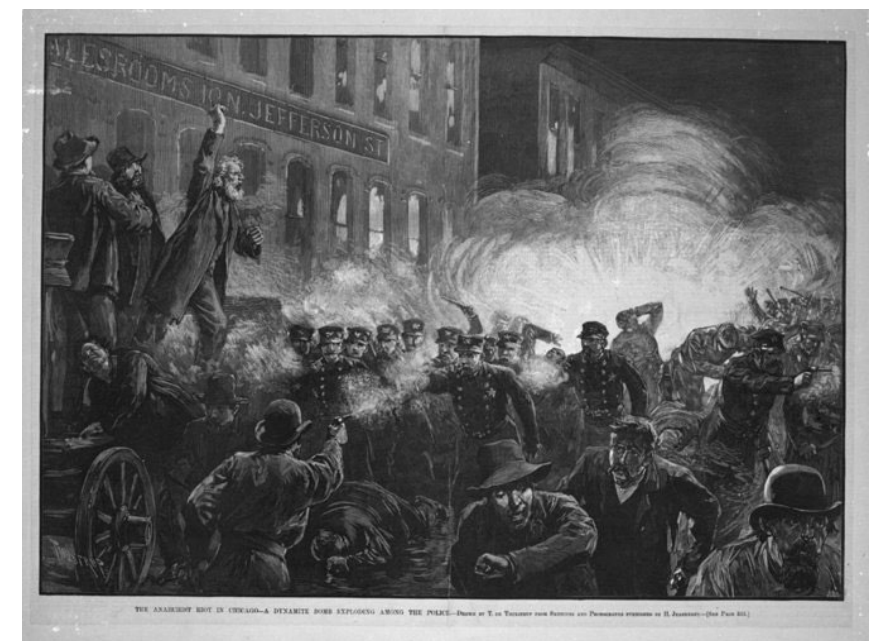
Luther Moulton de Grand Rapids (Michigan), affirmant que Spies lui avait fait part de ses plans de « prendre la ville de force » lors des manifs de travailleurs pour la journée de 8h, *niet ?*

Des historiens ont même prétendu, en ne se fondant que sur des rumeurs sans aucun autre fondement que leur imaginaire conspirationniste, que l'attaque à la bombe était l'acte d'un agent provocateur (comme quoi les stalinien, les situationnistes et la CGT n'ont vraiment rien inventé) ou d'un ouvrier isolé et probablement dérangé, en bref, qu'elle était entièrement déconnectée de la guerre sociale. Howard Zinn par exemple, historien champion des libertaires, affirmera sans sourciller (et surtout sans fondement) : « *Quelques indices permettent de supposer qu'un soi-disant anarchiste, Rudolph Schnaubelt, était en fait un agent provocateur de la police et qu'il avait lancé cette bombe qui permit l'arrestation de centaines d'individus et l'exécution des principaux militants révolutionnaires de*

Chicago »⁶. Et on se demande encore aujourd'hui, quels sont ces fameux « *quelques indices* » qui permettent à Zinn et à ses disciples de cracher sur la mémoire de notre compagnon Schnaubelt, « *soi-disant anarchiste* », doublé d'un « *agent provocateur de la police* ». Pour avoir fouillé un petit peu, on ne peut que conclure que Zinn tire ses « *quelques indices* » de ses propres déductions idéologiques à la lecture des procès verbaux policiers.

Il nous paraît important de rappeler aujourd'hui que ces thèses n'ont jamais été soutenues par les proches des anarchistes exécutés. Dyer Lum, qui reprit la rédaction de *The Alarm* à la suite d'Albert Parsons et qui fut l'un de ses visiteurs les plus réguliers en prison, affirma même en 1891 que celui qui avait lancé la bombe était bien un anarchiste, et qu'il ne le nommerait pas. On se souvient aussi des confessions d'Emma Goldman à un de ses amants, elle aus-

⁶ Une Histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours, ed. Agone, 2002, page 315.





si savait que la bombe venait des anarchistes. À vrai dire, on connaît aujourd'hui l'identité du lanceur de dynamite. Ce fameux Rudolph Schnaubelt était en fait le beau-frère de l'accusé Michael Schwab, un anarchiste comme les autres. Et nombre d'anarchistes savaient très bien qu'il s'était chargé de lancer la bombe. George Schilling, proche des accusés, dévoilera ce secret de polichinelle à la fin de sa vie, et Oscar Neebe fera de même. Au procès, Schnaubelt fut d'ailleurs inculpé de façon mineure, mais à ce moment-là il avait déjà fui le pays pour éviter le prévisible tsunami judiciaire qui s'abattit rapidement sur les anarchistes de Chicago.

Mais au fond, cela apportait-il réellement quelque chose de savoir précisément quelle main a lancé la bombe qui tua l'officier Mathias J. Degan ? Pour quoi faire au juste ? La fixette des historiens et de certains libertaires sur l'identité du lanceur de bombe et leur indignation quant au fait que le « véritable coupable » n'a

jamais été jugé et que des « innocents » ont été exécutés « à sa place » nous donne des frissons dans le dos.

Les anarchistes exécutés n'étaient pas des enfants de chœur, qu'on se le dise. La plupart d'entre eux étaient de la tendance insurrectionniste (comme on disait à l'époque) et prônaient l'action directe et la violence révolutionnaire, tout en faisant l'apologie, comme le disait la chanson, de la « meilleure amie » du prolétaire : la chimie. Que ce soit leur main ou celle de Schnaubelt qui ait lancé la bombe n'a donc aucune importance, tous étaient complices et l'inauguration des hostilités n'était que la première étape d'une tension insurrectionnelle décomplexée. Laissons ces considérations à ceux dont c'est le métier, juges et flics auparavant et historiens aujourd'hui.

Ce qui nous intéresse au contraire aujourd'hui, c'est de ne pas occulter la partie la plus importante de cette histoire. Cette attaque à la bombe n'était qu'un moment (certes culminant) parmi d'autres dans une tension pensée et exécutée de façon à faire éclater une insurrection violente contre l'État et le Capital dans les rues de Chicago. C'est pour cette raison que l'appel à cette journée chaude demandait précisément aux travailleurs de venir *armed and ready* (ce qui ne fut certes pas le cas de tous), certainement pas pour défiler pacifiquement en mangeant des gaufres.

Le procureur qualifia cela de « *conspiration en vue de commettre des meurtres* », en pendit quatre et poussa le cinquième

au suicide⁷. Comme nous l'avons déjà remarqué, la justice a, au final, poursuivi sa logique jusqu'au bout dans ce procès somme toute assez banal malgré toute l'attention suscitée. Les anarchistes avaient minutieusement planifié une insurrection, et la seule erreur de cette accusation de « conspiration en vue de commettre des meurtres » était de ne pas réaliser que le meurtre n'était pas l'objet de cette conspiration, mais un moyen nécessaire pour y parvenir, parce que les insurrections ne sont pas seulement des fruits tombés de l'arbre du hasard. Elles pourraient tout aussi bien être prévues, (auto-)organisées et tentées à froid comme à chaud par des compagnons déterminés avec pour seule réelle inconnue, la participation d'autres strates de la société qu'eux-mêmes. Pari était fait en tout cas par ces compagnons, qu'attaquer tous les commissariats de la ville et les vider entièrement encouragerait les ouvriers à créer un espace de liberté totale et se soulever, et peut-être plus encore.

« Aucun pouvoir sur terre ne peut voler à l'ouvrier sa connaissance de la fabrication d'une bombe - connaissance qu'il possède. »
George Engel

7 Louis Lingg avait écrit : « *S'ils utilisent contre nous des canons, nous utiliserons contre eux la dynamite* ». Lingg a utilisé sa virtuosité technique dans l'usage de la dynamite pour faire une tentative de suicide, en se faisant sauter une bombe dans la bouche à l'intérieur même de sa cellule, le jour avant son exécution. Il est mort quelques jours plus tard. Mais y a-t-il un suicide en prison qui ne soit pas en réalité un meurtre ?

Lors de réunions clandestines qui ont précédé l'émeute explosive de Haymarket, des anarchistes ont réfléchi à la meilleure manière de dépasser les revendications des syndicats. Ils savaient bien qu'il suffirait à l'État pour les satisfaire d'accepter la journée de 8h pour que tout revienne à la normale de l'exploitation quotidienne. Et que pour dépasser les dialogues et les négociations avec l'ennemi, il fallait prendre les armes et profiter de l'occasion pour tenter quelque chose. Fut décidé alors de disperser plusieurs groupes armés de gros calibres (ces fameux Remingtons dont nous parlions plus tôt) au sein de la manifestation pour assurer dans un premier temps les confrontations avec la police. Le plan à ce moment-là n'est absolument pas de mener une manifestation pacifique pour satisfaire les revendications syndicales de la journée de 8h, il s'agit bien de provoquer un soulèvement armé, une prise révolutionnaire de la ville de Chicago.

Un témoin d'une de ces réunions balancera au procès les dires de George Engel :

« Dès qu'on en viendra à un conflit entre la police et les groupes du Northwestern, les bombes devront être jetées dans les postes de police et les hommes armés de fusils de la Lehr und Wehr⁸ devront se poster

8 Fondée en 1875, la *Lehr und Wehr* (« Enseigner et armer ») était une milice socialiste armée de fusils et de sabres d'environ un millier d'immigrés bohémiens et allemands organisés pour intervenir dans les conflits opposant patrons et ouvriers. Ils s'entraînaient régulièrement au maniement des armes dans des locaux clandestins

en ligne à une certaine distance des commissariats et quiconque en sortira sera abattu... Alors nous continuerons de cette façon jusqu'à ce que nous arrivions au cœur de la ville ».

Les conspirateurs se mettent d'accord pour établir un code d'alerte secret. Le mot « *Ruhe* » (« calme » en allemand), s'il apparaît dans certaines cases du quotidien de Spies, l'*Arbeiter-Zeitung*, donnera le signal pour la prise d'arme. Les petits groupes, à la vue de ce signal, devaient se répartir en plusieurs endroits stratégiques tandis que des éclaireurs devaient se rendre au meeting de Haymarket et attendre qu'une émeute éclate pour commencer à attaquer les commissariats comme prévu.

Un plan tout à fait cohérent avec les idées que prônaient les compagnons dans leurs publications depuis des années. Ils se distinguaient des socialistes par leur rejet absolu du réformisme, du syndicalisme et de l'électoratisme. La plupart de ces compagnons avaient un parcours commun, immigrés (nés en Allemagne pour la plupart) et pauvres, déçus du socialisme et séduits par l'anarchisme, s'ennuyant dans des syndicats qu'ils essayaient vainement de radicaliser, tout en confectionnant en parallèle des engins explosifs et en stockant des armes.

Parsons et Spies, dans un tract de 1883 distribué à Pittsburgh, ne faisaient pas qu'aligner des mots pour faire joli lorsqu'ils affirmaient que « *toute tentative du passé de réformer ce système monstrueux par des moyens pacifiques, comme les urnes, a été futile, et tout autre effort de ce*

et les bois alentours.

type le sera encore... Alors il ne restera qu'un seul recours : la force ! ».

Le 4 mai 1886, le signal fut donné par Spies : ***Ruhe !***

Les groupes se mirent en place et Louis Lingg déposa dans un *saloon* à proximité du meeting, un grand sac rempli de bombes, dans lequel vinrent se servir de nombreux manifestants, dont probablement Schnaubelt. On connaît la suite.

Était-ce le mauvais moment ? La mauvaise stratégie ? Une erreur tactique ? Nous laissons ces questions aux fines bouches et aux apprentis stratèges de salon. De toute évidence cette tentative insurrectionnelle fut un échec technique, mais ce que nous retenons de tout cela, c'est qu'il est possible d'essayer quelque chose, et qu'il faudra se perfectionner au fil des tentatives. En tant que révolutionnaires, ce bout d'histoire s'inscrit directement dans le livre de nos expériences et d'une mémoire qui, plutôt que de nous enfermer dans un folklore lointain, devrait nous aider à réfléchir le présent d'un existant qu'il reste encore à détruire.

À la mémoire des coupables.



White God

(Kornél Mundruczó, 2014)

Texte de présentation
du ciné-club du 17 octobre 2017

Dans un contexte qui a toutes les caractéristiques du génocide racial, de sa logique gestionnaire et concentrationnaire à la création de figures stéréotypées en passant par la fabrication de l'oubli même de ce génocide, White God nous raconte l'histoire d'amitié entre une inadaptée et un exclu pour nous interpeller sur des questionnements bien plus généraux. Il nous offre également le récit étonnant d'une insurrection urbaine canine, dans laquelle la main qui nourrit est enfin mordue, et dans laquelle on voudrait abolir les races et donc la bâtardise et les séparations/hierarchies entre exploités qu'elles produisent. Car s'il fait écho à la situation politique hongroise, le film s'en saisit pour nous parler plus largement d'exploitation et d'aliénation, qu'elles soient institutionnelles ou interindividuelles, légales et officielles ou illicites et « alternatives ». Ainsi Lili, une jeune fille, ne trouve sa place dans aucun des deux mondes qui lui sont proposés et Hagen, un chien, se voit autant exploité par l'Etat que par



des voyous. On constate que tous les rapports interpersonnels au sein de ces sphères qui se voudraient opposées reproduisent les mêmes schémas utilitaristes. Musicalement baigné dans les notes de la deuxième rhapsodie hongroise de Liszt, le film fait évoluer la signification de celles-ci à mesure que l'on découvre la réalité du monde. Tout d'abord apaisantes, elles deviennent rapidement celles de la normalisation, de l'autorité et de la coercition avant de représenter dans une version cartoonnesque, comme une mauvaise blague, l'horreur d'un système. À ce morbide tableau le film oppose la camaraderie entre chiens opprimés, la nécessité de la vengeance et son dépassement par la révolte joyeuse. De nombreuses questions propres au processus de révolte sont abordées au cours du film, et si la scène finale devait ne nous en poser qu'une ce serait celle-ci : La reconnaissance des revendications spécifiques par l'autorité doit-elle pour autant arrêter le mouvement de révolte qui en est né ?



De bruit et de Fureur

(Jean-Claude Brisseau 1988)

Texte de présentation
du ciné-club du 7 novembre 2018

De bruit et de fureur nous narre l'histoire de Bruno, un adolescent dont la grand-mère est morte et qui va déménager à Bagnole chez sa mère. Sa mère rentrant tard le soir, il vit dans la quasi solitude avec pour seuls compagnons un petit oiseau en cage et les mots que sa mère lui laisse de temps en temps pour lui rappeler d'aller à l'école. À l'école il fait la connaissance de Jean-Roger, la terreur de l'école. La prof, l'administration, l'assistante sociale ont peur de lui et de sa famille atypique, particulièrement violente. On va ainsi suivre à la fois la relation entre Bruno et Jean-Roger et la relation pédagogique entre Bruno et sa prof.

Le film nous plonge dans un décor violent et nihiliste, composé de règlements de compte par la torture entre ados de gangs opposés, de viols, d'attaques sur les flics au cocktail molotov, et de fusillades. Il nous parle de la famille à travers son absence pour Bruno, comme à travers la brute présence de celle de Jean-Roger. La mise en scène porte une réflexion et une critique de l'urbanisme : le décor en huis-clos ne nous laisse pas entrevoir autre chose que l'école, la famille et les grandes tours de Bagnole. On peut également y voir un questionnement sur l'altérité par le rêve et le réel qui s'exprime avec les personnages de Bruno et de Jean-Roger.



Blue Collar

(Paul Schrader, 1978)

Texte de présentation
du ciné-club du 3 octobre 2018

Zeke, Jerry et Smokey travaillent dans la même usine de construction automobile aux États-Unis depuis des années. En dehors de l'usine, ils forment une bande de potes qui dépense leur temps et leur salaire pour se réunir au bar, pour boire, se droguer ou baiser loin de leurs familles. C'est leur seul moyen de supporter l'exploitation quotidienne. Comme la plupart des ouvriers, ils ont bien compris comment le syndicat travaille main dans la main avec les patrons et les contremaîtres pour la bonne gestion de l'usine. Les auto-proclamés représentants des ouvriers ne servent qu'à pacifier les conflits et la rage intériorisée par les ouvriers de peur de se retrouver au chômage. Et quand ça ne suffit pas, ils se donnent les moyens de faire taire la révolte. Les problèmes ne s'arrêtent pas à la sortie de l'usine : Zeke se retrouve à devoir payer une amende colossale par rapport à son salaire parce qu'il fraude les allocations familiales. Pour sortir de ce quotidien de misère, il propose à ses amis d'aller chercher l'argent là où il se trouve : dans les caisses... du syndicat.





Les Invisibles

Chapitre 3

Nanni Balestrini
1987

En ville les comités de jeunes ont organisé une fête sur la place du Dôme Quina et moi on y va seuls par le train et on arrive en avance au rendez-vous avec nos autres camarades mais il y a déjà du peuple et les flics qui occupent les lieux en force partout ont fait des inscriptions sur les murs et sur le sol l'espace est un droit vive la société de la fête reprenons la vie les flics commencent à faire pression pour qu'on évacue et il y a quelques bagarres et quelques fumigènes qui n'effraient personne cependant les flics arrivent à attraper un camarade et à lui filer quelques coups de matraque on se tire de la place dans les rues voisines mais on commence à dépaver et à remplir les sacs pendant que des groupes venus surtout des quartiers ghettos de la banlieue se pointent en masse

on essaye de former le défilé et ça donne une chouette colonne qui serpente on voit les autres membres de notre collectif en petits groupes mélangés à la foule tout le monde est là la tête du cortège s'ébranle résolument vers la place du Dôme avec une banderole où l'on peut lire révoltez vous il est temps c'est l'époque du carnaval ça se voit aux confettis et aux serpentins qui recouvrent le

sol aux familles qui promènent leur mômes déguisés en Zorro en Goldorak ou en Corsaire noir et on fait le tour de la place du Dôme quand le bordel commence les carabiniers chargent la queue du défilé tirent des rafales de grenades lacrymogènes l'air devient subitement irrespirable tout le monde a les yeux qui pleurent les familles prisent de panique courent après leurs Zorro Goldorak ou Corsaire noir sauve qui peut

Quina et moi on s'arrête avec un groupe qui balance des pavés là on retrouve Cognassier Valeriane et Noisette et on voit les carabiniers qui chargent alors quelques camarades déplacent des bagnoles pour barrer la rue jettent quelques cocktails molotov sur les bagnoles et les carabiniers disparaissent derrière les flammes et les nuages de fumées noires à cent mètres de là un autre groupe entreprend une Rolls métallisées à coup de banderoles et de barres de fer sur la carrosserie et de pierres contre les vitres puis c'est un autre cocktail molotov et la bagnole du patron fait une belle flambée on joue encore à cache cache avec les carabiniers avec les rues du centre puis on se disperse et on se retrouve tous à la gare

on a tous les yeux qui brûlent et on se les frotte ce qui n'arrange rien en plus il y a cette odeur dégueulasse de gaz lacrymogènes qui reste dans le nez on se lave les yeux à la fontaine Mauve arrive elle a trébuché sur ses talons courts et s'est cassée la figure elle a le nez tout écorché et Murier comme d'habitude a perdu ses lunettes on les a piétinées dans la panique et il n'y voit presque plus Vervene elle a respiré pleins de gaz et ça l'a fait vomir Ortie arrive aussi soulève son impair et nous montre une matraque longue et noire on a failli amener autre chose hein Coco Coco a trouvé un fusil par terre ils ont même perdu un fusil vous auriez dû voir Coco courant comme une autruche le fusil au poing et tous se marraient et applaudissaient mais après on l'a jeté qu'est-ce qu'on allait faire d'un fusil dit Ortie

une autre fois un soir de la mi-avril la télé annonça l'assassinat d'un camarade un facho lui avait tiré dessus il avait dix-sept ans la réaction fut spontanée et immédiate le lendemain matin on se retrouvait tous dans les trains pour aller en ville toujours les mêmes visages les mêmes ten-

nis blousons musettes écharpes mouchoirs gants bérets dans les wagons remplis de gens debout dans les couloirs et pas un mot et à chaque arrêt il en a d'autres qui montent d'autres comme nous et sur les murs des villages qu'on traverse on voit des inscriptions fraîches les mêmes mots qu'on peut lire sur les visages des camarades silencieux aux derniers arrêts de la banlieue monte une foule de gens qui se serrent sur les plates-formes avec des sacs en plastique contenant casques et sous les blousons clefs anglaises barres et ronds à béton et dans les poches des lances-pierres des billes des boulons

quand on arrive une longue file envahit le quai et s'engouffre dans les escaliers du métro per-

sonne ne paie on entre avec les drapeaux et les longs manches de banderoles dans le wagon quelqu'un entonne un chant mais l'ambiance est tendue menaçante on arrive à l'université sur la place devant l'université il y a déjà foule pas seulement des étudiants pas seulement des jeunes mais aussi des gens de tous âges des vieux il y a des ouvriers en bleus avec des foulards rouges au cou et le cortège est déjà en place prêt à démarrer service d'ordre en tête mouchoirs sur la gueule et gros bâtons où sont attachés de petits drapeaux rouges on entend comme une rumeur sourde puis un cri et un slogan monte de la foule camarade assassiné tu seras vengé un grondement unanime et le cortège s'ébranle

devant le palais de justice au pied des marches les brigades d'intervention sont rangées en ordre de bataille avec les grenades lacrymogènes au bout des fusils et les visières des casques baissées le cortège s'arrête brusquement et on gueule des slogans contre les flics la tension monte terriblement le cortège repart et s'arrête de nouveau sur une place j'aperçois un vieux avec un foulard rouge au cou qu'on hisse sur le socle de l'obélisque au milieu de la place le vieux se porte une trompette aux lèvres et se met à sonner le silence un silence apeuré se fait soudain et on n'entend plus que les notes aiguës de la trompette quand ça s'arrête un hurlement un hurlement énorme monte de toutes parts et des milliers de

bras se lèvent tous armés de clefs anglaises et de barres de fer

sur le parcours tous les magasins sont fermés les rideaux sont tous baissés et brusquement tout le monde met son casque ça fait comme un flot de boules de couleurs blanches rouges bleues vertes noires qui apparaissent et se déploient de rang en rang et le cortège s'immobilise dans l'avenue à la hauteur d'une rue transversale où se tient un barrage d'auto de jeep et de fourgons et paniers à salade des flics et des carabiniers pour protéger le siège des fachos qui est quelques mètres derrière et la tête du cortège avec le service d'ordre s'arrête à quelques mètres du barrage et on brandit clefs anglaises et barres sous le nez des flics et des carabiniers ils serrent les rangs et lèvent leurs boucliers tout à coup une volée de pierre qui paraît interminable s'abat on les entend heurter longuement les boucliers et les casques des flics

puis les cocktails molotov volent par dizaines de hautes flammes montent jaune rouge bleu formant un énorme mur de flammes devant nos yeux quelques jeep ont pris feu les flics se dispersent et reculent en se cassant la figure en se piétinant dans leur fuite un autre jet de cocktails molotov et de nouveaux véhicules prennent feu un nuage de fumée noire on y voit plus rien on entend les coups sourds des grenades lacrymogènes qui nous grêlent dessus par dizaine c'est une pluie de lacrymogènes qui

pleuvent de toutes parts au bout d'un moment l'air devient irrespirable les rangs du service d'ordre reculent et se portent à la hauteur de la rue transversale et s'arrêtent derrière dans l'avenue le cortège s'est brisé soudain du bout de l'avenue retentissent les sirènes aiguës d'une colonne de fourgons blindés

le hurlement des sirènes se fait entendre de plus en plus fort j'entends des hurlements partout puis soudain tout le monde se jette vers les bords de la route sur les trottoirs et du milieu de la foule qui s'écarte surgit un énorme fourgon gris vert lancé à toute allure qui nous frôle moi aussi je cavale sur le trottoir tandis que d'autres fourgons quittent la colonne et que les sirènes toutes proches nous déchirent les oreilles des pierres et quelques molotov partent contre les fourgons qui ont les vitres protégées par des grilles de fer il y en a un dont le côté commence à brûler et il y en a tellement on dirait qu'ils sont sans fin du trottoir les camarades continuent à lancer des pierres et des cocktails ils lancent des billes et des boulons avec les lances-pierre je vois un fourgon zigzaguer au milieu de l'avenue et filer vers le trottoir

les gens se jettent contre les façades des immeubles grimpent sur les rideaux de fer s'accrochent aux grilles des magasins aux rebords des fenêtres des premiers étages et les fourgons montent sur les trottoirs rasant les murs jusqu'à nous frôler je m'accroche à une grille de magasin tout le monde

tente d'en faire autant mais il n'y a pas assez de place les gens s'agrippent les uns aux autres les fourgons continuent à rouler sur les trottoirs à raser les murs en nous frôlant un deux trois je retiens mon souffle je ferme les yeux quelqu'un hurle de terreur à côté de moi je reste accroché à la grille après le passage du fourgon et je vois le dernier qui après nous avoir frôlés a l'air de cahoter et braque d'un coup vers le milieu de la chaussée et j'entends des cris un cœur de cris qui viennent de l'endroit où le fourgon a changé de direction

des hurlements violents des cris et je vois plusieurs camarades courir vers cet endroit mais je ne distingue rien dans la cohue et la fumée tout le monde a les yeux rouges qui pleurent à cause de ces lacrymogènes je lâche la grille et je cours vers d'autres l'endroit d'où partent les cris on se croise avec des gens qui retournent ils ont l'air désespéré les yeux écarquillés certains ont baissé leurs mouchoirs il y'en a un qui se met les mains dans les cheveux je n'arrive pas à voir ce qui s'est passé il y a un groupe de camarades arrêtés en demi-cercle quelqu'un pleure mais ce n'est pas à cause des gaz d'autres sanglotent une fille crie quelque chose que je ne comprends pas puis un peu plus loin je remarque un corps étendu en sang par terre je vois une longue trainée sombre de sang et à quelques pas la masse rosée du cerveau que la roue du fourgon a fait jaillir du crâne brisé





BIBLIOTHEQUE LES FLEURS ARCTIQUES
45 RUE DU PRE SAINT GERVAIS
PARIS 19EME
METRO PLACE DES FETES LIGNE 11